

LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020 / N° 6819

Portrait

Eva Thelisson explore les lisières de l'IA et de la démocratie ●●● PAGE 22



Marketing

De plus en plus de PME s'en remettent aux influenceurs ●●● PAGE 2

Science

Dans les Andes péruviennes, la terre se dérobe sous les pluies torrentielles ●●● PAGES 10-11

Culture

Avant Label Suisse, en écoutant Verveine, électro teintée de noir ●●● PAGE 20

ÉDITORIAL

Pour saisir le «moment européen», la nécessaire intransigeance communautaire

RICHARD WERLY
@LWerly

«Pour l'Europe, le moment est venu d'agir.» Avec ces quelques mots si souvent entendus par le passé, Ursula von der Leyen a, lors de son premier discours sur l'état de l'Union prononcé mercredi devant les eurodéputés, redit à juste titre l'urgence engendrée, pour l'UE, par la crise sanitaire du coronavirus, la débâcle économique mondialisée et les défis géopolitiques venus de Chine, de Russie, de Turquie ou... du Royaume-Uni.

L'annonce, par la présidente de la Commission européenne, d'un projet imminent de réforme de l'accord obsolète de Dublin sur la gestion migratoire procède de cette urgence. L'incendie du sinistre camp de Moria sur l'île grecque de Lesbos, plaie ouverte pour une Europe qui continue de mettre en avant ses valeurs de solidarité et d'humanité, impose aux Etats membres de l'Union et aux pays associés de l'espace Schengen, comme la Suisse, de prendre des décisions maintes fois repoussées.

Attendre n'est plus possible. Continuer, dans cette période de tensions récurrentes avec la Tur-

Attendre n'est plus possible

quie, de faire porter le fardeau de l'asile aux seuls pays de première arrivée n'est plus acceptable. La réalité justifie donc d'abandonner l'actuelle troisième version de ce règlement signé en 2013 dans la capitale irlandaise. Et de le remplacer, dans les meilleurs délais, par un pacte migratoire réaliste, qui révisera les conditions d'accueil, comme les incitations au retour dans les pays d'origine. Pour les rendre à la fois plus efficaces et compatibles avec les inquiétudes légitimes des 450 millions d'Européens.

Ce réalisme doublé de volontarisme est, pour l'actuelle Commission, un cahier des charges très exigeant, tant les batailles simultanées énumérées par Ursula von der Leyen – sur l'Europe de la santé, sur les migrations, sur le plan de relance à 750 milliards ou sur le Brexit – s'annoncent difficiles. D'où l'insistance, dans le passage de son discours consacré au divorce avec le Royaume-Uni, sur l'exigence de solidarité. «Nous ne reviendrons jamais là-dessus. [...] C'est une question de droit, de confiance et de bonne foi», a-t-elle averti. La Suisse, où l'on votera le 27 septembre sur la résiliation, ou non, de la libre circulation (avec le risque d'une remise en cause consécutive de l'ensemble des accords bilatéraux), est dès lors prévenue: logiquement intransigente avec Londres, la patronne allemande de l'exécutif bruxellois le sera aussi avec les autres pays tiers.

●●● PAGE 4

La loi sur la chasse met à nu l'âme des Valaisans

VOTATION C'est l'objet qui divise le pays. Selon les sondages, le sort de la loi sur la chasse est indécis. En Valais, territoire de chasseurs où le loup est un objet politique depuis des décennies, l'émotion est vive

■ «Nous sommes des gens du Sud.» L'argument du conseiller d'Etat Christophe Darbellay est un peu court. Un voyage dans le temps s'impose pour comprendre les réactions actuelles

■ La pratique de la chasse a été démocratisée au XVIIe siècle. La coutume a amené à considérer le gibier comme une ressource appartenant aux indigènes. Les éleveurs, eux, se sentent incompris

●●● PAGE 6

La révolution des Iraniennes



#METOO Comme la militante pour les droits des femmes Shaparak Shajarizadeh (ci-dessus, une image extraite de son compte Instagram), de plus en plus d'Iranniennes osent secouer le carcan des mollahs – par exemple dénoncer les violences sexuelles dont elles ont été victimes. Mais il reste du chemin à parcourir. (DR)

●●● PAGE 4

Donald Trump, le populisme et l'impopularité

ÉTATS-UNIS Une analyse fine de la cote de popularité du républicain est riche en enseignements. Il apparaît que s'il est le seul président depuis la Seconde Guerre mondiale à n'avoir jamais atteint 50% de popularité, il est aussi celui qui polarise le plus: 87% des sympathisants de son parti soutiennent son action, contre seulement 6% des démocrates.

●●● PAGE 5

Neuchâtel: nouvelle victime au Service des bâtiments

GOUVERNANCE La conseillère communale verte Christine Gaillard s'est vu retirer la gestion du Service des bâtiments par ses collègues – lequel, selon l'analyse d'une sous-commission du parlement, fait l'objet de «dysfonctionnements persistants». Un dicastère maudit, qui avait déjà entraîné le départ des socialistes Valérie Garbani et Olivier Arni.

●●● PAGE 7

Violences sexistes: la presse romande peut mieux faire

MÉDIAS L'institut DécadréE publie un rapport sur le traitement des violences sexistes par la presse romande, et il n'est pas à l'avantage de cette dernière: trop souvent encore, au dire des analystes, les différents titres de presse écrite ou audiovisuelle traitent ce phénomène comme un fait divers et non comme un problème de société.

●●● PAGE 19

LE TEMPS

Pont Bessières 3, CP 6714, 1002 Lausanne
Tél. +41 58 269 29 00
Fax +41 58 269 28 01

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX

Avis de décès 16
Convois funèbres 16

Fonds 12, 14
Bourses et changes 14
Toute la météo 17

SERVICE ABONNÉS:

www.letemps.ch/abos
Tél. 0848 48 48 05 (tarif normal)



9 1771423139601

2 Temps fort

L'influenceur, nouvelle recrue des PME

NUMÉRISATION Elles vendent des sérateurs ou sertissent des boîtiers de montres. Inattendues, des entreprises helvétiques mandatent des influenceurs, un mode de communication toujours considéré, en Suisse, avec une certaine méfiance

ALINE BASSIN
@BassinAline

«J'ai enfin trouvé ma vocation: influenceur de toilettes en Suisse alémanique.»

Il y a une dizaine de jours, ce tweet de Thomas Wiesel a beaucoup amusé sa communauté. L'humoriste vaudois a rendu publique une proposition de collaboration émanant d'une agence de communication alémanique. Bien que le nom de l'entreprise soit caviardé, les installations sanitaires du groupe Geberit, qui n'est pas à l'origine de la maladresse, sont facilement identifiables.

Au-delà de son caractère cocasse, l'anecdote rappelle à quel point un faux pas peut vite être fait lorsqu'une société décide de communiquer sur les réseaux sociaux. Elle montre aussi que le marketing d'influence n'est plus réservé aux seuls secteurs du luxe et du tourisme. Car dans ce que beaucoup considèrent encore comme un far west numérique évoluent des centaines de millions de consommateurs, une réalité que les entreprises ne peuvent ignorer.

84%

Le taux estimé d'influenceuses sur Instagram (vs hommes).

«L'intérêt à envisager de faire des campagnes d'influence est grandissant et a plutôt été renforcé par la pandémie», observe ainsi Vincent Antonioli. «Mais en Suisse, précise le fondateur de l'agence de marketing Debut sur la table, on est encore un peu dans l'exploratoire. A part dans certains secteurs comme le tourisme, il y a encore peu de campagnes, ce qui crée une certaine latence. Mais des marques audacieuses se lancent et tentent des expériences avec des influenceurs.»

Parmi ces pionniers: l'Interprofession du Vacherin fribourgeois, qui a décidé en 2019 de s'essayer à l'exercice avec deux premières campagnes. «Nous constatons que le Vacherin fribourgeois souffrait d'un déficit de notoriété, une fois passé les frontières cantonales, relève Vanessa Delacombaz, responsable du marketing et de la communication de l'association. Nous avons donc souhaité faire mieux connaître ce fromage dans le reste de la Suisse romande.»

Plutôt satisfaite de l'impact que l'opération a eu sur son image, l'interprofession a remis ça cet été. Pour une dizaine de milliers de francs, elle a collaboré avec cinq influenceurs suisses qui se sont engagés à consacrer sur Instagram un post et un article au fromage fribourgeois.

Viser l'efficacité

Leur travail n'a pas échappé à Léontine Parolini, diplômée de la HES-SO Tourisme Valais. Passionnée par le marketing numérique, la jeune femme a analysé la relation que les PME entretiennent avec cette nouvelle forme de marketing. Conclusion: elles sont encore peu à s'y risquer, malgré un potentiel indéniable pour parler par exemple aux millennials: «La marque de bonbons Ricola a recouru à des influenceurs parce qu'elle souhaitait rajeunir son image, illustre-t-elle. Alors, elle a invité des jeunes créateurs de contenu dans son usine. Elle a même ouvert en France un pop-up store, un magasin éphémère.»

Le choix des personnalités qui vont véhiculer l'image de l'entreprise représente une étape clé. «Pas besoin de collaborer avec la jet-setteuse Kim Kardashian ou le vidéaste Cyrien, souligne Léontine Parolini. Pour une PME, il peut être très intéressant de



Marion Kaelin pour le Vacherin fribourgeois (en haut à droite) ou l'ancienne Miss Suisse Whitney Toyloy (en bas à gauche) pour le SAWI: autant de nouvelles missions d'influence. (DR)

MAIS ENCORE

Les stars suisses de l'influence

Sur Instagram:

- Roger Federer: 7,8 millions d'abonnés

- Kristina Bazan: 2,1 millions d'abonnés

- Xenia Tchoumi: 1,7 million d'abonnés

Sur YouTube:

- Le Grand JD: 3,1 millions d'abonnés

- Dear Caroline: 820 000 abonnés

- Chiara Castelli: 109 000 abonnés

travailler avec des micro-influenceurs comptant une communauté de 1000 à 10000 followers, en phase avec ses activités et son public. Au final, elle aura certainement un engagement plus fort.»

Susciter l'engagement, le graal sur les réseaux. Cet objectif va se manifester par un clic pour aimer, commenter ou partager un post, des gestes qui vont servir à mesurer l'impact des campagnes lancées. «Nous avons remarqué, indique par exemple Vanessa Delacombaz, que la deuxième campagne réalisée l'année dernière a beaucoup mieux fonctionné parce qu'un concours permettait de gagner un caquelon ou un abonnement de six mois pour de la fondue.»

L'augmentation de sa visibilité, le fabricant de sérateurs Felco a eu l'occasion de l'évaluer très vite en juin dernier, dans la foulée de l'annonce de son partenariat avec Laura LeBoutillier, la star américaine du jardinage sur les réseaux sociaux. «Le post dans lequel nous avons annoncé notre collaboration a touché plus de 50000 personnes sur Facebook, signale Aurelia Di Lenardo, responsable du marketing de la PME neuchâteloise. Notre communauté sur ce réseau a passé en un seul jour de 13000 à 15000 membres.»

Il faut préciser que la chaîne YouTube de la reine de la taille de rosiers compte 1 million d'abonnés, alors que sa communauté Instagram est

forte de 366000 membres. Comment la collaboration avec celle que Felco préfère qualifier d'ambassadrice est-elle née? «En fait, c'est elle qui est venue à nous, répond Aurelia Di Lenardo. Nous la connaissons déjà parce qu'elle utilisait régulièrement nos produits. Comme elle correspondait bien aux valeurs de Felco et que les Etats-Unis représentent notre plus grand marché, nous avons décidé de collaborer avec elle.»

Passer d'une PME à une marque

Avec cette stratégie, Felco – qui travaille également dans le secteur viticole avec le maître tailleur Marco Simonit – entend se rapprocher de ses clients finaux. Car, depuis deux

Susciter l'engagement, le graal sur les réseaux. Cet objectif va se manifester par un clic pour aimer, commenter ou partager un post, des gestes qui vont servir à mesurer l'impact des campagnes lancées

ans, la marque a ouvert des magasins en ligne aux Etats-Unis, au Canada, en Afrique du Sud et, pendant la pandémie, en Suisse.

La numérisation a donc permis à Felco de s'extraire du registre du seul B2B, le commerce d'entreprise à entreprise. Un modèle a priori moins prédestiné au marketing d'influence. «Faux!» assure Salvatore Mandrà, propriétaire de l'agence B-Smac. Avec le sous-traitant horloger genevois Salanitro, il a entrepris il y a deux ans un travail d'image qui s'appuie notamment sur ce mode de communication. Des influenceurs ont été invités à découvrir les coulisses du sertissage et à raconter sur les réseaux sociaux «tout ce qui ne se voit pas». Le diamantaire travaille également avec des étudiants de l'Ecole cantonale d'art de Lausanne (ECAL), invités à concevoir des objets autres que des montres.

«L'objectif stratégique, précise Salvatore Mandrà, c'est de faire passer le statut de l'entreprise de PME à marque. Car cette position va augmenter la valeur perçue de la société.» La référence dans ce domaine, c'est Intel. Avant même l'avènement des campagnes d'influence, le producteur américain de puces électroniques a su s'imposer dans l'esprit des entreprises et du grand public grâce à son slogan «Intel Inside». «Le rêve, sourit Salvatore Mandrà, ce serait bien sûr de voir un jour, sur une montre ou un bijou, la mention d'un fournisseur.»

Cette aspiration, le marketing d'influence doit aider à lui donner corps. Pour que celui-ci gagne vraiment ses lettres de noblesse, il devra devenir encore plus transparent. Malgré les progrès accomplis, la frontière entre publicité et contenus rédactionnels demeure ténue, jugent de nombreux experts.

Thomas Wiesel se refuse d'ailleurs à tout partenariat sponsorisé. Visiblement, le mot n'a pas encore passé outre-Sarine. ■

Un milieu en quête de crédibilité

STRATÉGIE Face au manque de transparence des influenceurs, les réseaux sociaux et certains Etats ont serré la vis pour protéger le consommateur. En Suisse, ce mode de communication bénéficie d'une très grande liberté

En 2019, la fondation de protection des consommateurs alémanique dépose plainte contre Roger Federer, Xenia Tchoumi et Yolanda Neff auprès de la Commission suisse pour la loyauté. Elle reproche aux trois célébrités de faire de la publicité sans le mentionner de manière explicite.

En mai, l'institution chargée d'assurer l'autorégulation de la branche de la communication a rejeté ces griefs, estimant que, pour les deux premiers posts litigieux, le caractère publicitaire des vidéos publiées était manifeste. Elle n'a pas eu à trancher sur le dernier cas, la championne de VTT ayant accepté la plainte.

Du placement de produit non signalé...

Dans ses considérants, la commission souligne par ailleurs que, selon des nouvelles études scientifiques, «les followers adolescents sont capables

d'identifier les intentions commerciales d'un post sur la base de la structure concrète du contenu, même en l'absence de caractérisation, et qu'ils sont parfaitement en mesure de faire preuve d'une attitude critique vis-à-vis des posts des influenceurs». Morgane Schaller, l'une des rares influenceuses romandes à vivre de son activité, acquiesce: «La communauté sait exactement ce qu'il en est.»

Mais la Fédération romande des consommateurs n'est pas d'accord: «Dire que le consommateur doit savoir ce que c'est de la publicité ne suffit pas. Pour nous, ce n'est pas acceptable parce qu'on met tout sur ses épaules», déclare Marine Stücklin, responsable juridique auprès de la FRC, soulignant que l'opacité actuelle discrédite les autres contenus rédactionnels.

Car, il ne faut pas l'oublier, il n'y a pas que de la publicité sur les réseaux. C'est d'ailleurs en tant que créatrice de contenus que Morgane Schaller préfère se définir. Pour la jeune femme, qui compte près de 49 000 abonnés sur Instagram, le placement de produit représente avant tout un job alimentaire. Selon ses estimations, 30% de ses publi-

cations sont rémunérées, et signalées en tant que telles: «Maintenant, j'ai atteint un niveau où je peux me permettre de refuser.»

... aux faux amis

Plus la communauté est grande, plus l'influenceur a de chances de taper dans l'œil des marques. Une évidence qui est à l'origine de l'autre grand mal qui sévit sur les réseaux sociaux: les communautés gonflées artificiellement et les faux commentaires.

Facebook ou Instagram enjoignent leurs membres de ne pas procéder de telles pratiques, sans toutefois menacer ceux qui s'y adonnent de sanctions claires. «Il devient toutefois beaucoup plus difficile d'acquiescer rapidement une forte communauté parce que les algorithmes deviennent toujours plus puissants pour déceler les anomalies», note Jorge Guerreiro.

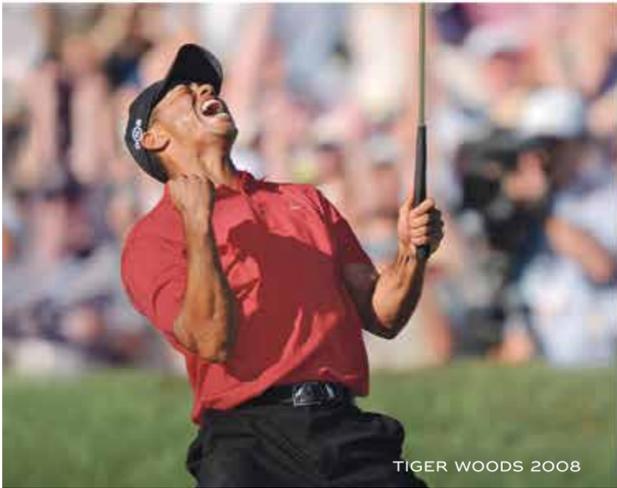
Le directeur de l'agence Debut sur la table, Vincent Antonioli, n'est qu'à moitié convaincu par ces tentatives d'autorégulation. «Si l'influence veut se développer, prévient-il, il faut qu'elle soit mieux cadrée et qu'elle gagne en maturité.» ■ A. B.



WINGED FOOT GOLF CLUB, TROU N° 9



BROOKS KOEPKA 2018



TIGER WOODS 2008



TROPHÉE DE L'U.S. OPEN



JACK NICKLAUS 1972

U.S. OPEN

Créé en 1895, l'U.S. Open se dispute chaque année sur l'un des parcours les plus emblématiques des États-Unis. Réputés pour exiger le meilleur de chaque joueur, ces tracés testent encore et toujours le talent des plus grands golfeurs. Alors qu'ils sont nombreux à viser le titre, seul un vainqueur triomphera à cette épreuve qui incarne le potentiel infini de la discipline. Rolex célèbre le retour de la compétition à l'U.S. Open.

#Perpetual



OYSTER PERPETUAL DAY-DATE 40
EN OR GRIS 18 CT



U.S. OPEN
WINGED FOOT GOLF CLUB, NEW YORK
DU 17 AU 20 SEPTEMBRE 2020



4 International



Deux Iraniennes un jour de pluie dans le centre de Téhéran. (MORTEZA NIKOUBAZL/NURPHOTO)

La déferlante #MeToo arrive en Iran

MOYEN-ORIENT Face au harcèlement sexuel et à l'impunité dont bénéficient les agresseurs, des Iraniennes brisent le silence sur les réseaux sociaux. Au mépris de la stigmatisation qui frappe les victimes

ALIREZA SEEB, TÉHÉRAN

«Je ne vois plus de raison de porter ce fardeau toute seule et de me taire.» Ces mots, Sara Omatali a osé les écrire sur Twitter. Cette ex-journaliste y détaille comment elle a été agressée sexuellement par un peintre très en vue pour ses portraits du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Rouhollah Khomeini.

Depuis quelques semaines, la digue du silence cède en Iran. De nombreuses femmes dénoncent sur les réseaux sociaux les agissements de leurs collègues, professeurs, amis, thérapeutes ou même, dans un cas, d'un activiste des droits des femmes. Autant d'hommes abusant de leur position de pouvoir. Les premiers témoignages – «J'ai été touchée dans l'obscurité», «on m'a donné une boisson avec un somnifère», «mon avocat m'a étreinte de force» – ont eu un effet d'entraînement. Après des siècles de stigmatisation des victimes de traumatismes vécus en silence, les dénonciatrices s'accordent sur un fait nouveau: il n'y a pas de honte à survivre à ce genre d'acte.

Beaucoup d'Iraniens comparent la montée en puissance de ce phénomène au mouvement #MeToo venu d'Occident. Pourtant, la version persane de 2020 n'est pas totalement sans précédent. Le cas le plus célèbre concerne Sheena Shirani. En 2016, celle qui est alors présentatrice à Press TV – chaîne anglophone d'information en continu – révèle les agissements de deux de ses supérieures. A plusieurs reprises, ceux-ci l'ont harcelée verbalement et lui ont fait des avances.

Tuée pour avoir parlé

Après plusieurs années passées à se défendre seule, écourée, Sheena Shirani choisit de parler publiquement. Les deux responsables sont licenciés. «Il s'agissait d'une décision sans précédent de la part des autorités», raconte au *Temps* cette mère célibataire. «Je crois fermement que la discussion qui a suivi a joué un rôle majeur pour permettre aux femmes de trouver la force de s'exprimer aujourd'hui.» Mais son geste n'est pas resté sans conséquences. «Il n'y avait pas de mouvement #MeToo à cette époque, se souvient-elle. J'ai été diabolisée,

car j'avais choisi de ne pas souffrir en silence, et le retour de flamme a été énorme.» Sheena Shirani finit par quitter son pays, constatant que ses chances d'obtenir gain de cause devant la justice sont très minces. En Iran, le Code pénal ne reconnaît que le viol comme un crime d'ordre sexuel.

Le destin de Sheena aurait pu être bien pire. L'an dernier, Zahra Navidpour porte plainte contre un parlementaire conservateur et membre de la puissante organisation des Gardiens de la révolution. La jeune femme de 28 ans est retrouvée morte au domicile de sa mère après avoir révélé que l'homme, qu'elle avait sollicité pour un emploi, l'avait violée plusieurs fois. Les autorités concluent à un suicide, une version catégoriquement rejetée par la famille de Zahra. Un tribunal de Téhéran interdit au politicien d'exercer sa fonction durant deux ans, mais l'acquitte de l'accusation de viol, réduisant ainsi à néant les espoirs de ses nombreuses autres victimes présumées.

«Tant que les hommes traiteront les femmes comme leur propriété et s'inquiéteront avant tout de leur honneur, je n'entrevois pas d'avancée»

SAHAR (PRÉNOM D'EMPRUNT)

En quatre décennies, la République islamique a renforcé son emprise sur chaque aspect de la vie quotidienne, imposant aux femmes son code vestimentaire connu sous le nom de «hidjab obligatoire». Les dirigeants ont propagé l'idée qu'une femme relâchant son hidjab s'expose à des pulsions sexuelles incontrôlables. De quoi blâmer les victimes d'agressions pour leurs propres souffrances. La machine de propagande n'y est pas pour rien. A Téhéran, les automobilistes ne peuvent pas ignorer de gigantesques panneaux d'affichage catégorisant les femmes en deux types de chocolat: l'un est soigneusement emballé, l'autre non. Celui-ci est couvert d'insectes affamés, comme pour rappeler que l'inobservation du code vestimentaire expose à une attaque. Ce

«mythe du hidjab», explique Sheena Shirani, permet aux hommes «de capitaliser sur un système misogyne».

«La loi est notre adversaire»

Le manque de confiance dans la justice, quant à lui, freine toute velléité chez les victimes d'obtenir réparation. «Le plus difficile pour elles, c'est de faire face à un système pénal incompétent et défaillant», explique Sahar (prénom d'emprunt). Cette docteure en sociologie et activiste des droits des femmes doute de l'efficacité de la campagne actuelle «à moins qu'elle ne force le système judiciaire à ne plus réprimander les survivantes». Sheena Shirani, elle aussi, regrette de voir les défis auxquels font face les Iraniennes. «Ici, la loi est plus notre adversaire que notre alliée», soupire-t-elle.

Si la perspective d'une véritable réforme judiciaire semble lointaine, la sphère publique pourrait être d'un plus grand secours. Car en Iran, certains hommes, bien qu'éduqués dans ce cadre patriarcal, commencent à élargir leur définition du harcèlement sexuel. Mais pour Sahar, une authentique solidarité entre les sexes dépendra de la capacité des hommes à soutenir les victimes même si elles font partie de leur famille, et pas seulement des inconnues sur les réseaux sociaux. «Tant qu'ils traiteront les femmes comme leur propriété et s'inquiéteront avant tout de leur honneur, je n'entrevois pas de percée», constate-t-elle.

La déferlante de témoignages concerne aussi des victimes masculines. A commencer par ceux qui dénoncent des actes de pédophilie, dont certains mettant en cause un enseignant religieux. Tous racontent comment la peur d'une humiliation publique les a poussés à garder le silence, parfois durant vingt ans. Ici aussi, les défaillances du système judiciaire ont découragé les victimes, à l'instar du cas d'un professeur de Coran lié au bureau du Guide suprême, Ali Khamenei. Malgré la colère populaire suscitée par la publication des témoignages de plusieurs adolescents, l'individu reste à ce jour libre après que des juges ont estimé les preuves insuffisantes.

Malgré cette impunité, Sheena Shirani refuse de baisser les bras. «Si nous nous battons sans relâche, le mouvement gagnera en reconnaissance comme Black Lives Matter aux Etats-Unis», veut croire la présentatrice en exil. «Allons-nous laisser le harcèlement sexuel nous réduire au silence et nous intimider? Je ne le crois pas.» ■

Bruxelles espère tourner la page de Dublin

ASILE La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, entend «abolir» le règlement de Dublin sur l'asile et le remplacer par «un système européen de gouvernance des migrations»

SOLENN PAULIC, BRUXELLES

Est-ce la fin d'un système jugé de plus en plus inefficace et injuste? La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a en tout cas suscité de fortes attentes mercredi matin en annonçant au Parlement européen qu'elle comptait mettre un terme au règlement de Dublin, ce système qui régit les responsabilités des Etats membres dans le traitement des demandes d'asile et que la Suisse reprend depuis 2008. Cela sera formalisé le 23 septembre dans le cadre du Pacte européen sur l'immigration et l'asile censé relancer la réforme de l'asile dans l'impasse depuis cinq ans. Une votation pourrait donc être nécessaire en fonction des changements apportés.

La présidente a aussi assuré qu'avec la fin de Dublin, un «nouveau mécanisme fort de solidarité» serait mis en place. Elle n'en a pas dit davantage. Tout au plus a-t-elle annoncé «des structures communes pour l'asile et le retour». Et une approche «plus humaine», notamment en ce qui concerne les sauvetages en mer.

Dans les cartons

L'«abolition» du règlement de Dublin serait-elle liée à l'incendie du camp de Moria sur l'île de Lesbos où les conditions de vie étaient devenues déplorables? La présidente devait initialement présenter ce pacte le 30 septembre avant de l'accélérer au 23: la situation des 13 000 personnes à la rue l'a-t-elle donc convaincue de mettre définitivement un terme au principe qui régit Dublin, la responsabilité du premier pays d'entrée et d'enregistrement, accusé de surcharger les Etats du Sud?

La fin du règlement de Dublin était en réalité dans les cartons depuis plusieurs mois et «la Commission pourrait ne pas déclarer pour autant la mort de ce principe», anticipe une source parlementaire. Confrontée à un blocage persistant des Vingt-Sept sur de premières propositions de réformes en 2016, la Commission songeait déjà à retirer la mouture actuelle et à la remplacer par un dispositif plus large sur la gestion des migrations. Celui-ci aurait l'avantage de ne plus être associé

symboliquement aux échecs imputés à Dublin et permettrait, sans toucher à la responsabilité des pays de première entrée, de les soulager en organisant une relocalisation plus automatique des demandeurs d'asile vers le reste de l'UE.

Ce nouveau règlement de gestion des migrations contiendrait aussi une nouvelle procédure accélérée aux frontières pour identifier plus rapidement qui peut et ne peut pas rester dans l'UE.

La contrepartie pour ces pays de première ligne? Disposer de centres cogérés avec l'UE où cette identification et ce «tri» entre migrants pourraient se faire. A Lesbos, c'est ce type de centre cogéré que le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a étudié lundi avec Bruxelles.

Charge disproportionnée

Du côté des eurodéputés, on plaide depuis longtemps pour ce changement de paradigme alors que Dublin est accusé de faire reposer une immense charge sur les pays du Sud. Lacune la plus évidente: les fameux transferts de pays à pays, à savoir le renvoi d'un demandeur d'asile arrivé par exemple en Allemagne mais dont une première demande a été enregistrée en Grèce. Des transferts coûteux et qui souvent ne se font pas, la personne concernée ayant pu s'échapper dans la nature.

Mais la «charge disproportionnée» ne concerne pas que le Sud, expliquait récemment la députée Fabienne Keller. Entre 2007 et 2018, cinq pays membres ont en effet cumulé 90% des demandes d'asile dans l'UE: l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grèce et l'Espagne. La Française assure qu'il est urgent de revoir les critères de Dublin en faisant davantage valoir les liens familiaux que le premier lieu d'enregistrement.

La Commission en assouplissant le système de Dublin réussira-t-elle son pari? En principe, avant les événements de Moria, elle ne devait pas imposer de relocalisation obligatoire pour tout le monde, pour éviter un veto de certains pays d'Europe centrale. En 2020, l'échec pourrait être encore moins permis. Car comme le souligne Sébastien Maillard, président de l'Institut Jacques Delors à Paris, la dimension géopolitique de ce pacte n'est pas négligeable face à un voisin turc qui sert «des migrants comme d'une arme». «Plus on est unifié et organisé (sur la migration), moins il pourra l'utiliser contre nous.» ■

MAIS ENCORE

La reine Elisabeth perd son trône à la Barbade

La Barbade, micro-Etat des Caraïbes, a annoncé qu'elle allait s'affranchir de sa sujétion à la Couronne britannique et devenir une république d'ici fin novembre 2021. Le divorce constitutionnel a été déclaré mardi par la gouverneure générale de l'île, Sandra Mason, lors d'un discours de rentrée du parlement local. Elisabeth II va donc perdre sa souveraineté sur l'un des derniers royaumes du Commonwealth, qui sont d'anciennes colonies britanniques devenues indépendantes.

AFP

EN BREF

Tariq Ramadan confronté à une accusatrice suisse

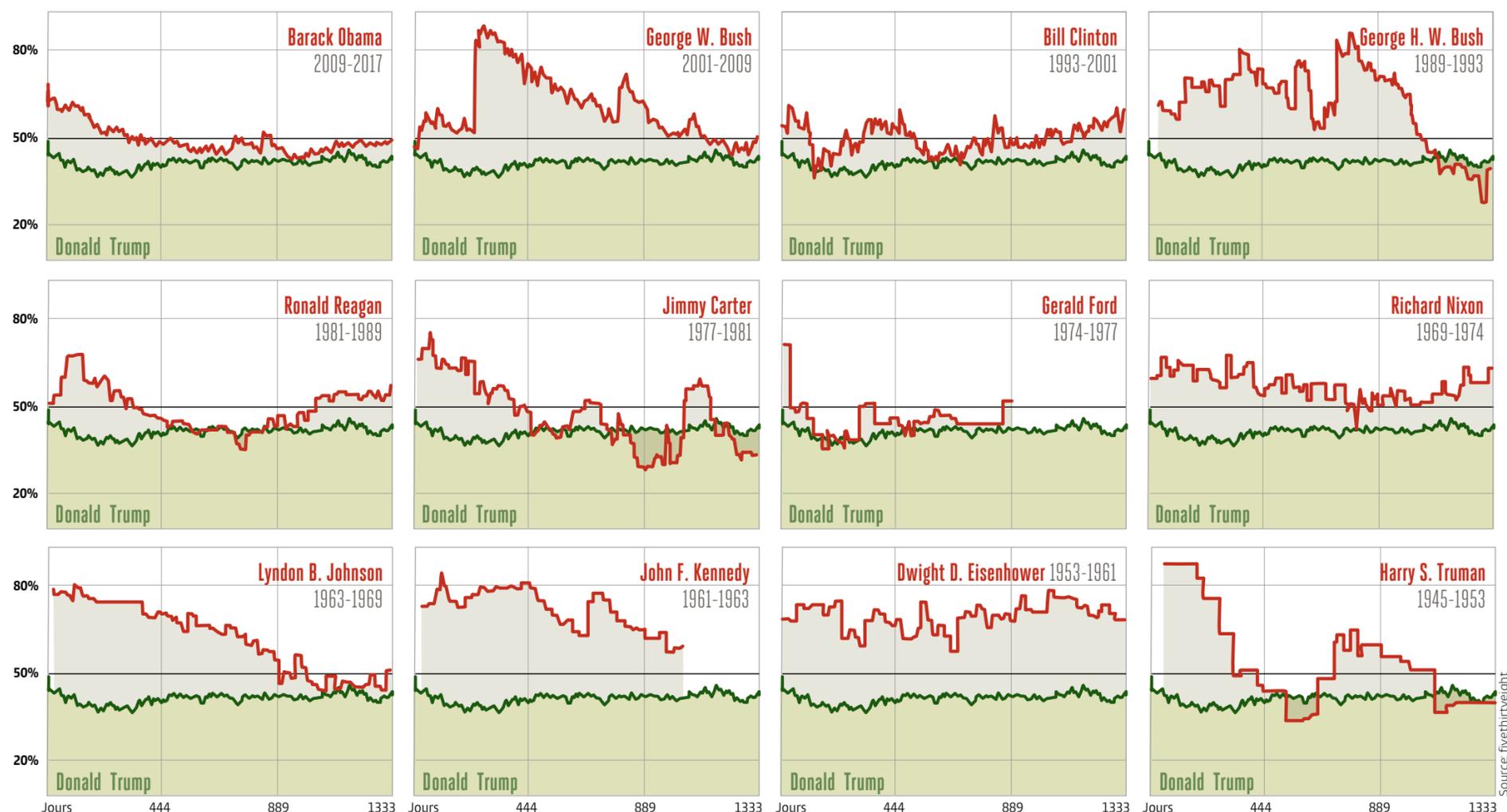
Tariq Ramadan, déjà mis en examen en France pour des viols sur quatre femmes qu'il conteste, a été confronté mercredi à son accusatrice suisse au tribunal judiciaire de Paris en présence du procureur de Genève. L'intellectuel suisse, à qui la justice a interdit de quitter le territoire français depuis sa sortie de prison, avait été interrogé pour la première fois en juillet dans cette procédure parallèle aux investigations françaises. AFP

Echange de tirs entre Israël et Gaza

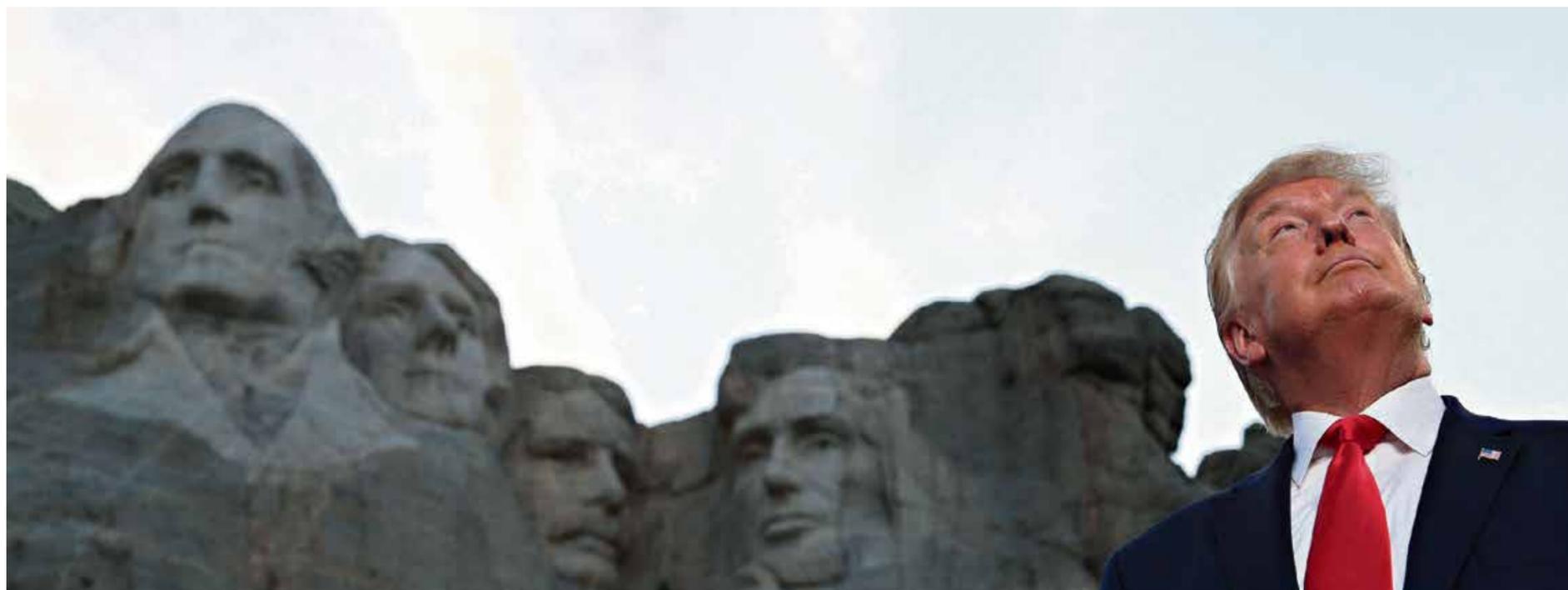
Après les «shalom» et les «salam» à la Maison-Blanche entre Israël et deux pays arabes du Golfe, l'Etat hébreu s'est réveillé mercredi sous un «barrage» de roquettes depuis le territoire palestinien de la bande de Gaza, théâtre aussi de frappes de représailles israéliennes. De premières roquettes avaient été tirées mardi soir vers Israël, à l'occasion de la signature à Washington des accords de normalisation des relations de l'Etat hébreu avec les Emirats arabes unis et Bahreïn. De nouveaux échanges de feu ont eu lieu mercredi. AFP

Trump, le président le plus impopulaire

ÉTATS-UNIS Jamais le républicain n'a atteint 50% d'avis favorables, contrairement à l'ensemble de ses prédécesseurs depuis la Seconde Guerre mondiale. Il obtient en revanche des scores élevés au sein de son propre parti



Source: fivethirtyeight



Le président américain affiche une cote de popularité relativement basse mais stable. (TOM BRENNER/REUTERS)

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, NEW YORK
@VdeGraffenried

Que dit la cote de popularité de Donald Trump de ses chances de réélection? Tout d'abord, il faut avoir ceci à l'esprit: en 2016, il a été élu alors que sa rivale démocrate Hillary Clinton avait remporté le vote populaire, avec presque 3 millions de voix de plus. C'est toute l'incongruité du système électoral américain. Les citoyens votent de façon indirecte, en faveur de grands électeurs. Mais les candidats remportent ensuite l'ensemble des grands électeurs des États dans lesquels ils sont arrivés en tête, même si c'est de peu. Et c'est ce résultat-là qui compte. Au final, c'est le collège des 538 grands électeurs qui élira officiellement le président à la mi-décembre.

Il y a quatre ans, Donald Trump avait ainsi remporté le vote de 304 délégués

contre 227 pour sa rivale. C'est ce qui lui a ouvert les portes de la Maison-Blanche, même si, dans les faits, moins d'Américains l'ont plébiscité. Ce scénario pourrait se répéter. Joe Biden a donc beau être donné gagnant dans les sondages nationaux, ces prévisions doivent être interprétées avec prudence. L'élection se jouera en fait surtout dans une poignée de «Swing States», les fameux États pivots, dont la majorité peut vite basculer d'un camp à l'autre. La campagne de Trump se concentre notamment sur le Wisconsin, le Michigan et la Pennsylvanie. Des États remportés en 2016, mais où Joe Biden fait actuellement la course en tête.

Cela étant posé, si l'on fait une moyenne des sondages nationaux, Donald Trump obtient aujourd'hui un taux d'approbation qui se situe autour des 45%, selon

43,1%

La cote de satisfaction attribuée à Donald Trump le 15 septembre.

RealClearPolitics. Il est surtout le seul président des États-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale à ne jamais avoir atteint les 50%, rappelle FiveThirtyEight, qui lui accorde une cote de satisfaction un peu inférieure, de 43,1% (état: 15 septembre). Son impopularité dépasse même celle de Gerald Ford (1974-1977), président après le scandale du Watergate. Avant la crise du coronavirus, Donald Trump avait frisé les 49%. Mais sa gestion calamiteuse

de la pandémie lui a fait perdre des points. Le nouveau livre du journaliste d'investigation Bob Woodward confirme qu'il a sciemment minimisé publiquement la dangerosité du virus.

Si sa cote de popularité est basse, elle fait en revanche preuve d'une certaine stabilité, oscillant entre 37 et 48%. Barack Obama avait, lui, par exemple entamé son mandat avec 64%, pour chuter à 50% pendant l'été 2012. Quant à George W. Bush, il a atteint 84% après les attentats du 11-Septembre 2001, pour retomber à 46% en juillet 2004. Donald Trump a également toujours un soutien solide de sa base, avec l'un des taux d'approbation les plus élevés au sein de son propre parti, ce qui fait de lui le président le plus polarisant d'entre tous. Au cours de sa présidence, 87% des républicains en moyenne ont approuvé sa façon de diriger le pays, contre 6% seule-

ment pour les démocrates, soit un écart de 81 points. Cet écart était par exemple de 67 pour Barack Obama – 14% des républicains approuvaient son travail – et de 58 pour George W. Bush – 23% des démocrates lui donnaient de bons points –, relève le Pew Research Center.

Beaucoup de choses peuvent encore se passer d'ici au jour J du 3 novembre. En attaquant violemment le système de vote par correspondance – il annonce des «fraudes massives» et parle d'élections «truquées» –, Donald Trump semble indiquer qu'il n'est pas prêt à assumer une éventuelle défaite. Allan Lichtman, qui a mis au point en 1984 une méthode en 13 points lui permettant de «prédire» les résultats des élections présidentielles, est d'avis qu'il devrait perdre. Le professeur d'histoire ne s'est jusqu'ici jamais trompé. ■

6 Suisse

La chasse, miroir du Valais

VOTATION La campagne liée à la modification de la loi sur la chasse est, dans le Vieux-Pays, plus émotionnelle qu'ailleurs. Les raisons de cette passion sont nombreuses. Tour d'horizon

GRÉGOIRE BAUR
@GregBaur

Le gouvernement valaisan ne s'exprime qu'à de rares occasions sur des votations fédérales. C'était le cas, par exemple, pour la Lex Weber, en 2012. Puis pour la loi sur l'aménagement du territoire, en 2013. Il a répété l'exercice ces dernières semaines, pour l'acquisition des nouveaux avions de combat, mais surtout pour la modification de la loi fédérale sur la chasse. Sur ce sujet, le Conseil d'Etat est sorti de sa réserve habituelle, pour inciter la population à glisser un oui dans l'urne. Mi-août, au travers d'un communiqué tout d'abord, puis, deux semaines plus tard, via une conférence de presse démontrant, chiffres et témoignages d'éleveurs à l'appui, que l'avenir du pastoralisme et de l'agriculture de montagne est « remis en question » à cause de la présence du loup.

Cette prise de position n'est pas le seul élément qui démontre que le sujet est épineux en Valais. Le Parti socialiste du Valais romand – qui, comme la majorité des partis cantonaux, a des chasseurs au sein de ses membres – laisse, par exemple, la liberté de vote sur cet objet, se distançant ainsi de son parti national, défavorable à la modification de la loi. « Nous sommes, en quelque sorte, des gens du Sud »

« Nous sommes, en quelque sorte, des gens du Sud »

Depuis le début de la campagne, nombreuses sont également les annonces liées à la problématique de la chasse. Les Verts ont notamment fustigé la décision de retirer des débats de la session de septembre du Grand Conseil les objets liés à cette pratique, dénonçant une manœuvre politique, afin d'éviter les sujets qui

fâchent. Dans le même temps, le gouvernement annonçait que, dès l'an prochain, la chasse aux trophées de bouquetins, qui a fait couler beaucoup d'encre, serait interdite aux étrangers. Deux exemples parmi d'autres. Comment ne pas y voir un moyen d'influer sur le vote, alors que le dernier sondage de la SSR, publié ce mercredi, donne les deux camps au coude-à-coude ?

La thématique est sensible en terres valaisannes. Emotionnelle même. « Toutes les campagnes politiques sont plus émotionnelles en Valais. Nous sommes, en quelque sorte, des gens du Sud », souligne Christophe Darbellay, le président du gouvernement cantonal. Les personnes qui s'expriment sur la chasse sont des êtres de passion, qui parfois peuvent être extrémistes. Et ce, dans les deux camps. Mais les envolées lyriques de ces passionnés n'expliquent pas tout.

« Contrairement à la situation française, la pratique en Valais a été démocratisée au plus tard autour de 1500 »

ALEXANDRE SCHEURER, HISTORIEN

La réalité valaisanne, région alpine, à la faune sauvage abondante, où l'élevage est encore fortement implanté et où le contingent de chasseurs (3800) est le deuxième plus grand de Suisse après les Grisons, est à en passer par un début de réponse.



Des chasseurs sur les hauteurs de Siviez, dans la région de Nendaz. (OLIVIER MAIRE/KEYSTONE)

Si cet élément est nécessaire à la compréhension, il n'est pas suffisant. Et il faut faire un voyage dans le temps pour comprendre les prémices des réactions actuelles.

Une ressource indissociable du territoire

Ces dernières trouvent des explications dans le rapport particulier que les Valaisans ont tissé avec la chasse au fil des siècles. « Contrairement à la situation française, par exemple, où la chasse demeure un privilège seigneurial jusqu'à la Révolution, en Valais, la pratique a été démocratisée, au plus tard, autour de 1500 », indique Alexandre Scheurer, l'auteur de l'ouvrage *Animaux sauvages et chasseurs du Valais. Huit siècles d'histoire (XIIe-XIXe siècle)* (Ed. Faim de siècle, 2000). Très tôt, « les villageois avaient ainsi le droit de chasser la plupart des gibiers, à condition qu'ils respectent la législation en la matière (précoce, précise, détaillée, mais souvent bafouée) et remettent certains morceaux de choix (les « honneurs ») à leur seigneur ou à son représentant en signe d'allégeance », précise l'historien et naturaliste.

A cet enracinement de la pratique dans les us et coutumes

cantonales s'ajoute la vision qu'ont les Valaisans du gibier. Alexandre Scheurer détaille : « Historiquement, le gibier est souvent considéré comme une ressource indissociable d'un territoire (commune, vallée, district, voire consortage) et appartenant à ses habitants. » La topographie du canton a certainement joué un rôle en ce sens. « Dans les vallées alpines, difficilement accessibles, on vivait en vase clos, chacun dans sa commune, souvent régie par des droits locaux particuliers, ce qui a sans doute encore accentué le réflexe consistant à considérer le gibier comme une ressource locale appartenant aux seuls indigènes. » Un réflexe que l'on retrouve encore de nos jours, où « il est souvent mal vu que des chasseurs d'une vallée aillent chasser dans d'autres vallées ».

Et que dire des autres prédateurs ? Car un élément supplémentaire revient sur les lèvres de tous nos interlocuteurs : le loup. Depuis son retour sur le territoire cantonal en 1995, le canidé est devenu un sujet inhérent à la politique valaisanne et déclenche les passions. Souvenons-nous de l'animal empaillé, fièrement exposé dans son bureau par Jean-

René Fournier, alors conseiller d'Etat, et dont le tir, autorisé par le démocrate-chrétien, avait finalement été jugé illégal. Lors de chaque session parlementaire, ou presque, le prédateur s'invite dans les travées du Grand Conseil. Aujourd'hui, il se retrouve au cœur de la campagne, la modification de la loi sur la chasse touchant à sa régulation.

Des décideurs coupables d'inaction

Pour caricaturer, on a d'un côté les pro-loup, de l'autre les anti-loup. Et un consensus sur la question semble inimaginable, les uns imaginant les autres comme des citoyens bobos et ces derniers peinant à comprendre les réalités d'une cohabitation avec le prédateur et estimant intolérable de réguler l'animal.

« Les éleveurs se sentent incompris. Il existe un réel manque d'informations claires concernant leur réalité, qui peut également s'expliquer par le fait que les hommes de la terre n'ont pas l'habitude de se plaindre de la situation difficile dans laquelle ils vivent. Ils prennent peu la parole pour l'évoquer », indique Christine Cavallera, biologiste chargée de l'aide à la protec-

tion des troupeaux au Service de l'agriculture valaisan.

Membre du Groupe Loup Suisse, Isabelle Germanier renchérit : « L'émotion naît de l'inaction des décideurs. Les éleveurs, qui ont investi dans des moyens de protection pour tenter d'empêcher les attaques de loups sans y arriver, se sentent abandonnés, d'autant plus que la problématique dure depuis des années. » Elle relève également un « problème de compréhension entre les personnes du terrain et celles qui dictent les lois », illustrant ses propos par une formation de pose de clôture électrifiée donnée sur un terrain de football, bien loin des réalités des alpages valaisans.

Plaine et montagne, deux régions et deux réalités ? Comme l'indiquait l'ethnologue Suzanne Chappaz-Wirthner sur les ondes de la RTS, « depuis que le Valais est entré dans la Confédération, on lui a attribué le statut de région alpine et périphérique. Il y a toujours eu des groupes d'intérêts antagonistes entre les régions de plaine et les régions de montagne. J'ai l'impression que la question de la chasse est un révélateur de tous ces groupes antagonistes, écologistes, promoteurs, chasseurs, éleveurs... » ■

Un homme jugé plus dérangé que dangereux

VAUD Le meurtrier présumé de Morges était sorti de prison en juillet, surveillé pour d'éventuels liens avec le terrorisme islamiste et libéré par une expertise psychiatrique. Déséquilibré ? Menaçant ? Le curseur est difficile à placer, selon l'expert en terrorisme Jean-Paul Rouiller

AÏNA SKJELLAUG
@AinaSkjellaug

Le Turco-Suisse de 27 ans accusé d'avoir poignardé à mort, le choisissant au hasard, un Portugais de 29 ans samedi au kebab proche de la gare de Morges venait de sortir de prison. Il était surveillé pour d'éventuels liens avec le terrorisme islamiste.

Après avoir été arrêté et placé en détention provisoire en avril 2019 pour avoir commis un incendie criminel dans une station-service de Prilly, il avait été libéré en juillet 2020 sur demande du Ministère

public de la Confédération (MPC), s'appuyant sur une expertise psychiatrique, indique le MPC.

Couvre-feu et obligation de s'annoncer

Il avait donc été relâché pour avoir été jugé plus dérangé que dangereux. Mais jusqu'à quand un terroriste peut-il bénéficier de cette présomption de folie ? « C'est toute la difficulté qu'amène l'instabilité certaine de ces individus. Où placer le curseur ? » répond Jean-Paul Rouiller, responsable du Groupe d'analyse du terrorisme au Geneva Centre for Security Policy. Il semblerait qu'il dise avoir agi pour « venger le Prophète ». Quel crédit accorder à ces propos ? Est-ce raisonné, motivé ? Selon la RTS, l'homme a aussi assuré avoir agi au nom du djihadisme, « par vengeance contre l'Etat suisse ».

A la suite de sa précédente arrestation, les enquêteurs vaudois sont tombés « sur des indices de possibles

antécédents djihadistes », souligne le MPC, et ajoute que l'individu était dans le viseur du Service de renseignement de la Confédération depuis 2017, « en raison de consommation et de diffusion de propagande djihadiste ». Lors de sa relâche, le prévenu avait été suivi de mesures d'accompagnement : un couvre-feu nocturne, une obligation de s'annoncer et l'interdiction de port d'armes. Six cents personnes « potentiellement dangereuses »

La tâche difficile de prioriser les surveillances

« La police municipale et le canton exécutent alors et remontent les informations au Ministère public », explique Jean-Paul Rouiller. Jusqu'à l'homicide du 12 septembre, le Ministère public dit n'avoir été informé d'aucune violation des mesures imposées qui aurait justifié une nouvelle remise en détention. Une enquête dira peut-être si les signaux

qui lui ont été envoyés ont reçu les réponses attendues.

Aurait-on dû davantage le surveiller ? « Surveiller des gens demande beaucoup de ressources. On liste 600 personnes « potentiellement dangereuses » en Suisse, en réalité on doit tourner autour de 1000. Quels critères déterminent la priorité de ces surveillances ? Par mesure de substitution, le Service de renseignement de la Confédération ne peut être sur un cas que gère le Ministère public », explique encore l'expert en terrorisme.

L'attaque a eu lieu samedi soir peu après 21h. La victime, décédée sur place, se trouvait avec sa compagne lorsque l'assaillant leur a foncé dessus avec un couteau. Après une nuit de cavale, l'agresseur a été arrêté dimanche à Renens par la police vaudoise. A Morges, lundi soir, une centaine de personnes ont rendu hommage à la victime sur les lieux du drame. ■

EN BREF

Non à l'immunité collective

La task force scientifique Covid-19 de la Confédération est contre la stratégie de l'immunité collective par la contamination de la population, a-t-elle indiqué dans un rapport daté du 15 septembre. La stratégie consisterait à laisser le virus se diffuser dans la population afin d'atteindre une immunité collective et de mettre ainsi fin à l'épidémie. Or cette approche s'appuie sur « des bases incertaines et générerait des coûts massifs pour l'économie, la société mais aussi pour le système de santé », expliquent les experts. ATS

Facture sociale au canton

L'initiative populaire vaudoise « SOS Communes » a été officiellement présentée mercredi. Elle demande que le canton reprenne à sa charge l'entier de la facture sociale. Elle devra récolter 12 000 paraphe en quatre mois pour que son texte soit soumis au peuple. ATS

Neuchâtel en crise à un mois des élections

AFFAIRE A la suite de profonds dysfonctionnements, la Verte Christine Gaillard se voit retirer la gestion du Service des bâtiments par ses collègues de l'exécutif de la ville. Une décision radicale qui fait l'effet d'une bombe en pleine campagne électorale

YAN PAUCHARD

@yanpauchard

C'est un tremblement de terre à l'échelle de la ville de Neuchâtel. Un mois seulement avant les élections du 25 octobre, la conseillère communale (exécutif) verte Christine Gaillard, candidate à sa réélection, se voit retirer la gestion du Service des bâtiments par ses collègues de l'exécutif. La décision, aussi rare que forte, a été prise mardi soir à la suite du rapport accablant de la sous-commission de la Commission financière du Conseil général et de l'analyse du Conseil communal que le service faisait l'objet «de dysfonctionnements persistants».

Quand Christine Gaillard reprend le dicastère le 1er janvier 2018, c'est déjà un champ de mines

Ce rapport encore confidentiel, mais que la radio régionale RTN a pu consulter, décrit une situation jugée «catastrophique»: mauvaise communication, manque de décisions et procrastination. Il y est reproché des manquements graves à Christine Gaillard. Contacté, le président de la Commission financière, le socialiste Jonathan Gretilat, ne veut pas commenter le contenu d'un rapport qui sera remis au Conseil général le 30 septembre prochain. Il défend néanmoins la démarche: «A la suite de nombreux dysfonctionnements et de plusieurs plaintes, nous avons pris nos responsabilités et créé cette sous-commission, qui fonctionne comme une commission d'enquête et composée d'un membre par groupe politique.»

Dans une période d'effervescence électorale, la médiatisation de ce rapport promettait de pro-



Christine Gaillard: «Après une phase d'observation et de cadrage, j'ai dû proposer au Conseil communal une mesure forte, la suspension du chef de service. La longueur des différentes procédures a posé problème.» (LUCAS VUITEL/ARCINFO)

voquer une crise politique, ce qui a convaincu le Conseil communal de prendre en amont cette mesure radicale. Une décision qu'il faut replacer dans le contexte d'un Service communal des bâtiments problématique depuis plusieurs années, entre ambiance délétère et accusations de mobbing, ce qui conduira notamment à la suspension du chef de service. Quand Christine Gaillard reprend le dicastère le 1er janvier 2018, c'est déjà un champ de mines. On le dit même maudit, ayant été tour à tour dirigé par les socialistes Valérie Garbanì et Olivier Arni, tous

deux poussés à la démission à la suite d'affaires. La magistrate écologiste va s'y perdre, incapable de résoudre les problèmes.

La troisième commune romande

«Toutes les tentatives de résoudre la crise ont échoué. Transférer le service était la dernière mesure que nous n'avions pas essayée», justifie aujourd'hui le président du Conseil communal, Thomas Facchinetti, qui reconnaît que de «clairs désaccords» sur la gestion du service entre le collègue et Christine Gaillard ont conduit

à cette décision. «A la suite d'un audit, des recommandations ont été faites, poursuit l'élu socialiste. Certaines mesures ont été prises, d'autres non ou tardivement.» Début 2020, il est décidé que la conseillère communale écologiste sera soutenue dans ses démarches par deux collègues, les PLR Violaine Blétry-de Montmollin et Fabio Bongiovanni. Des médias parlent alors d'une «mise sous tutelle».

«Cet été, les problèmes organisationnels étaient toujours présents, poursuit Thomas Facchinetti. Les premiers éléments du rapport de la sous-commission sont venus

confirmer nos analyses. Il nous fallait agir.» Impossible pour lui d'attendre encore quatre mois et la réorganisation attendue de l'administration engendrée par la fusion prochaine des quatre communes de Corcelles-Cormondrèche, Neuchâtel, Pesoux et Valangin, qui formera l'année prochaine la troisième commune de Suisse romande avec 45000 habitants.

Interrogée, Christine Gaillard dit comprendre: «Avec la pression médiatique et les tensions de la campagne électorale, cette décision de transférer le service permet de répondre au questionnement de

la Commission financière et d'apaiser la situation dans le service.» Elle regrette néanmoins que son ouverture «n'ait pas débouché sur une attitude plus constructive», alors qu'elle a joué «cartes sur table, en toute transparence, lors de l'enquête de la sous-commission».

«Qui a peur des Verts?»

«J'ai repris en 2018 ce Service des bâtiments qui avait déjà posé problème à mes deux prédécesseurs, se défend encore la magistrate écologiste. Après une phase d'observation et de cadrage, j'ai dû proposer au Conseil communal une mesure forte, la suspension du chef de service. La longueur des différentes procédures a posé problème; dans ce contexte, j'aurais peut-être pu mieux faire.»

Reste que le timing est explosif et promet d'électriser la campagne. L'éclatante victoire des Verts aux élections fédérales 2019, et notamment l'accession de Céline Vara au Conseil des Etats au détriment des socialistes, a compliqué les relations entre les alliés traditionnels. Une tension renforcée par les incertitudes liées au Covid-19 et aux répercussions de la commune fusionnée. Les écologistes abordent les élections communales avec une grande ambition, un deuxième siège en ville de Neuchâtel, lançant au côté de Christine Gaillard deux personnalités connues: Nicole Baur, la madame égalité du canton, et le vigneron Nicolas de Pury.

Le parti fait bloc derrière sa sortante. «Nous faisons entièrement confiance à Christine Gaillard, plaide Jacqueline Oggier, présidente des Verts de la commune de Neuchâtel. Elle n'a pas pu tout régler, certes, mais elle a repris un service qui connaissait déjà de profonds dysfonctionnements.» Elle s'interroge par ailleurs sur la virulence d'un rapport pas encore finalisé et sur la manière dont il est instrumentalisé. «Je me pose une question, conclut Jacqueline Oggier: qui a aujourd'hui aussi peur des Verts?» ■

Pas de trou d'allocations pour les indépendants

CRISE ÉCONOMIQUE Les travailleurs indépendants du spectacle et de la culture qui perdent 60% ou plus de leur chiffre d'affaires auront droit aux allocations pour perte de gain. Pour les acteurs de l'événementiel, du voyage ou les forains, une aide spéciale est en préparation pour les cas de rigueur

BERNARD WUTHRICH, BERNE

@BdWuthrich

Cette fois, c'est sûr: la Confédération ne laissera pas tomber les indépendants, qui peinent à trouver des mandats en raison des restrictions affectant les manifestations culturelles, sportives ou commerciales. Mercredi, le Conseil des Etats s'est rallié au principe adopté par le Conseil national. Ces prestataires de services, traiteurs, acteurs culturels et techniciens continueront d'avoir accès aux allocations pour perte de gain (APG), et cela sans interruption.

Ce dernier point est important, car l'ordonnance du Conseil fédéral qui réglait leur statut est arrivée à échéance mercredi. La prolongation des droits de ces indépendants aux prestations pour perte de gain est désormais inscrite

dans la loi urgente Covid-19. Mais celle-ci n'entrera en vigueur que le 26 septembre. Pour éviter un trou d'une dizaine de jours, le Conseil national a adopté mardi, à l'unanimité, une proposition d'Olivier Feller (PLR/VD), qui demandait que, sur ce point, la loi Covid-19 s'applique rétroactivement dès le 17 septembre. Cette clause a été confirmée tacitement mercredi par le Conseil des Etats. En revanche, l'accès de ces indépendants aux APG ne sera applicable que jusqu'au 30 juin 2021, alors que la durée de validité de la loi urgente Covid-19, qui prend le relais des ordonnances décrétées par le Conseil fédéral durant la phase critique de la pandémie, a été fixée au 31 décembre 2021.

Un manque à gagner d'au moins 60%

Le Conseil des Etats a par ailleurs décidé de définir l'ampleur de la perte de revenu des personnes qui doivent interrompre ou réduire leurs activités à cause de la situation sanitaire. Pour avoir droit à des APG, le manque à gagner doit être d'au moins 60% par rapport au chiffre d'affaires réalisé entre 2015 et 2019. Une proposition visant à

hisser ce seuil à 75% a été nettement rejetée. «La question à laquelle nous devons répondre est la suivante: voulons-nous vraiment aider ces indépendants et ces petits commerçants ou les laisser assumer la totalité du risque entrepreneurial? 60%, cela représente trois jours sur

Le montant maximal pris en compte dans le calcul de l'allocation reste fixé à 90000 francs

cinq durant lesquels ils ne peuvent pas travailler. Si on relève ce seuil à 75%, c'est comme si on les laissait porter la totalité du risque économique», résume Philippe Bauer (PLR/NE).

Le montant maximal pris en compte dans le calcul de l'allocation reste fixé à 90000 francs; les sénateurs ont refusé de le relever

à 150000 francs comme l'a décidé le Conseil national mardi. Président de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS), Paul Rechsteiner (PS/SG) souligne que le fonds des APG dispose encore d'une réserve suffisante: sur les 5,3 milliards avalisés par le Conseil fédéral et le parlement, seul 1,75 a été dépensé à ce jour.

De nombreux événements restent annulés

Ceux qui s'opposaient à la prolongation des aides ont notamment invoqué le fait que l'interdiction des grandes manifestations, dont ces commerçants et travailleurs indépendants sont dépendants, sera levée le 1er octobre. Mais le régime d'autorisation et les exigences sanitaires restent stricts au-delà du 1er octobre, et de nombreux événements sont malgré tout annulés ou reportés. Cela signifie que plus d'un technicien restera dans l'incertitude pendant encore de longs mois.

En fixant le manque à gagner à 60%, les sénateurs ont adopté la même règle que pour le soutien financier que la Confédération pourra apporter aux entreprises

particulièrement touchées par les conséquences économiques de la pandémie, surtout le secteur événementiel, les forains, le voyage et le tourisme. Pour avoir droit à une telle assistance, le chiffre d'affaires doit être inférieur de 60% à la moyenne des années précédentes.

Mais au moins deux autres critères doivent être remplis: les cantons devront eux aussi participer financièrement et la santé financière de l'entreprise bénéficiaire devait être bonne avant l'éclatement de la crise. Pour les cas de rigueur, la Confédération pourra accorder des contributions à fonds perdu aux entreprises concernées. Les détails devront être réglés par voie d'ordonnance. Le parlement aura sans doute l'occasion de reparler de cette aide lors de la session de décembre, pronostique Paul Rechsteiner. Certains détails de ce mécanisme doivent encore être précisés d'ici à l'adoption définitive de la loi urgente. Les sénateurs ont encore confirmé une décision déjà prise la semaine dernière: ils ne veulent pas que les apprentis et les personnes travaillant pour une agence de travail intérimaire bénéficient des indemnités de chômage partiel. ■

PUBLICITÉ

Albin Kistler



RECHERCHE AUTONOME

En phase grâce aux visites d'entreprises et aux entretiens directs.

Nous tenons parole.

CONFÉRENCES EN LIGNE ENTRE LE 25.09 ET LE 2.10.2020

FORUM DES 100

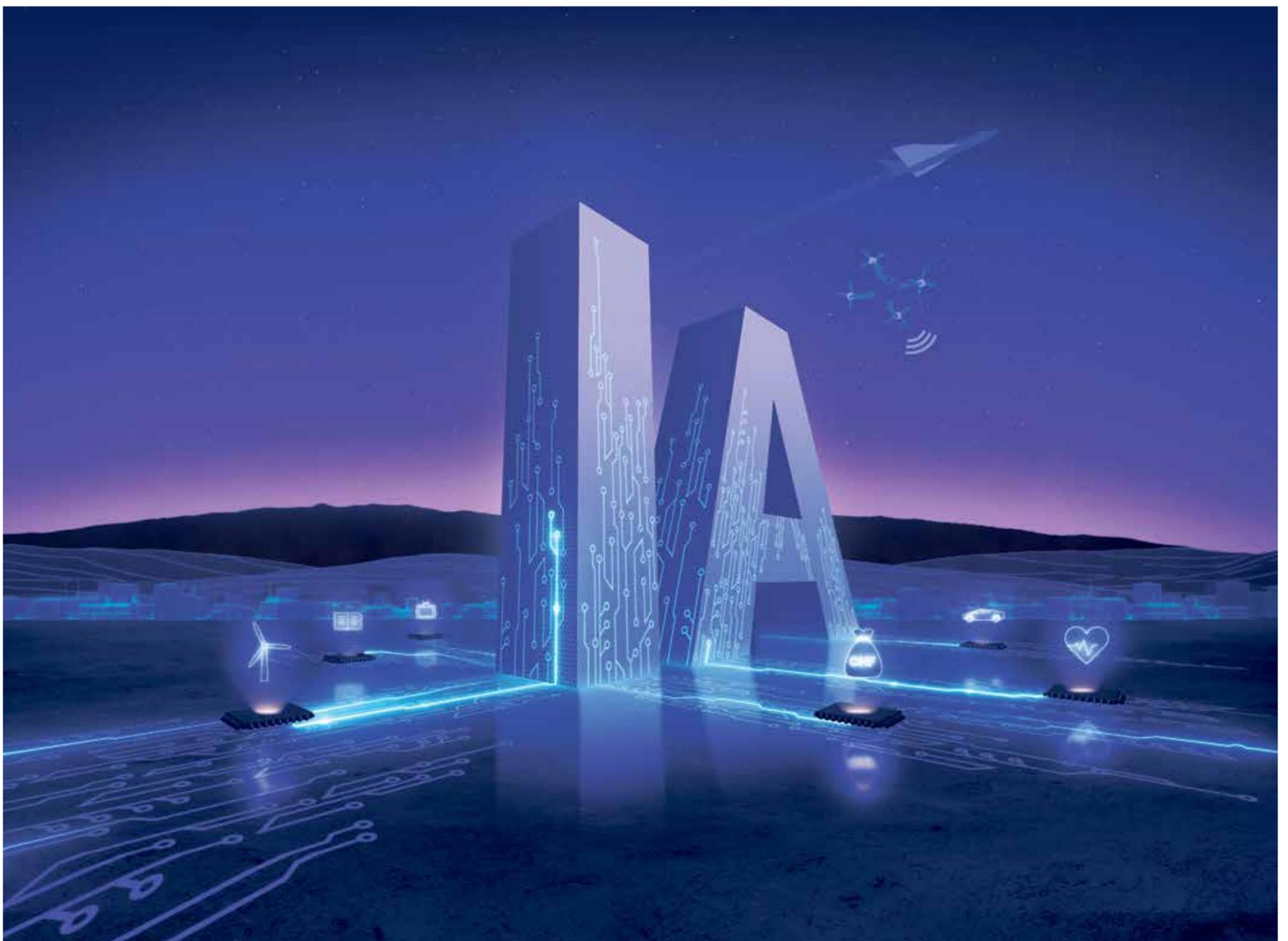
POST-COVID: LA TECHNOLOGIE PEUT-ELLE NOUS SAUVER?

Le Forum des 100 repensé 100 % digital!

Un billet pour le Forum des 100 signifie

- Un accès en direct et en différé aux conférences
- De nombreuses interactions avec les orateurs pendant toutes les conférences
- Un accès à la plateforme de réseautage en ligne Forum des 100
- Une invitation pour le Forum des 100 % digital d'une valeur de CHF 490.-
- Une formation inédite « Remettre du sens et de l'efficacité dans vos réunions virtuelles » d'une valeur de CHF 200.-
- Un abonnement Digital au Temps de 6 mois d'une valeur de CHF 174.-

Programme complet et billets sur le site:
Billets sur forumdes100.ch



EPFL

175 **BCV**

Clinique de
La Source
Lausanne

swisscom

**LOTÉRIE
ROMANDE**

Unil
UNIL | Université de Lausanne

**M.I.S
TREND**

Retraites
Populaires

**ROMANDE
ÉNERGIE**

CSS
Assurance

TISSOT
SWISS WATCHES SINCE 1853

RTS
Radio Télévision
Suisse

**GENÈVE
AÉROPORT**

LE TEMPS

Partenaires académiques

Partenaires principaux

Partenaire média

Partenaire stratégique

Organisateur

L'Europe comme bouclier

OPINION

Les innombrables panneaux enjoignant à voter oui à l'«Initiative de limitation» disséminés dans les champs, en Suisse alémanique surtout, démontrent le peu d'estime que ceux qui les financent à grands frais portent à leurs concitoyens puisqu'ils tablent sur un tel lavage de cerveau pour emporter le vote. N'est-on pas pourtant, dans notre démocratie exemplaire, en droit d'attendre du citoyen qu'il se forge une opinion au-delà de slogans simplistes? Car c'est bien une vision de la famille, de la Suisse, de l'Europe et du monde qui devrait guider le choix du citoyen, au-delà même des questions complexes qui lui sont posées.

La loi sur la chasse nous conduit à une réflexion sur la préservation de la biodiversité. Deux objets – le congé paternité et l'augmentation de la déduction fiscale par enfant – s'inscrivent dans le long combat des femmes pour l'égalité. Si celui-ci est enfin gagné dans notre pays sur le plan des principes, il reste de gros efforts à faire dans la pratique. Cela passe notamment par une meilleure répartition des charges au sein de la famille et dans l'ensemble de la société. Il faut donc résister aux piteux arguments de ceux qui s'opposent à ces modestes pas en avant, par nostalgie de la femme confinée au foyer, par une approche à très courte vue des intérêts de l'économie ou sous prétexte que les déductions fiscales ne bénéficieraient qu'aux riches, comme si c'était une tare de payer des impôts.

Les deux derniers objets nous font réfléchir à notre relation au monde et particulièrement à l'Europe. L'épuisement des ressources naturelles, la baisse constante de la biodiversité, la pollution massive des sols, de l'eau et de l'air nous démontrent que la planète tout entière est proche d'un point de saturation. C'est aussi vrai pour la Suisse. Mais ce n'est pas en enfermant notre pays qu'on la préservera, mais en s'attaquant à la racine des maux qui incitent à l'émigration: les dérèglements climatiques, le sous-développement,



YVES SANDOZ
PROFESSEUR HONORAIRE
DE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

On ne voit pas à quoi serviraient nos avions si la Suisse devait rester neutre

cause principale de l'explosion démographique avec l'obscurantisme religieux, la corruption, le fossé qui se creuse entre très riches et très pauvres... Or ce n'est pas contre, mais avec l'Union européenne (UE) que l'on peut s'attaquer à ces maux et défendre des valeurs – les droits de l'homme, la démocratie, l'éducation pour tous, la solidarité, l'honnêteté – dont le respect est une condition sine qua non de la résolution de ces problèmes. L'«Initiative de limitation» se trompe donc à la fois dans la cible visée et dans les moyens qu'elle propose.

Ceux qui valorisent nos relations avec l'UE dans ce dossier se font beaucoup plus discrets à l'égard de celle-ci quand ils soutiennent l'achat d'avions de combat. Passons sur l'argument porteur mais peu sérieux de la lutte contre le terrorisme: l'on sait bien que ce ne sont pas des avions qui pourraient éviter un 11 septembre 2001 à la saucisse helvétique et, surtout, qu'un terroriste déterminé a mille manières simples de passer à l'acte

au sol. Arrêtons-nous donc aux deux questions qui nous sont posées dans la demande de crédit pour renouveler notre flotte aérienne: veut-on une police du ciel performante sept jours sur sept? Doit-on s'équiper pour réagir à une hypothétique attaque aérienne d'une puissance étrangère? Or si l'on répond positivement sans trop d'hésitation à la première question, et même au renforcement d'une police aérienne dont on a appris avec une stupeur amusée qu'elle ne fonctionnait qu'aux heures de bureau, l'on a plus de peine avec la seconde. Sans parler de la pertinence douteuse des avions face aux missiles qui se développent constamment, arrêtons-nous sur ce prétendu risque: l'hostilité entretenue à l'égard de l'Union européenne empêche de reconnaître que celle-ci n'est plus une menace militaire, mais le plus sûr des boucliers. L'hypothèse d'un nouveau tyran qui émergerait d'un éclatement de l'Union européenne et voudrait conquérir la Suisse est bien peu crédible, et celle que l'Union européenne elle-même soit attaquée guère davantage. En outre on ne voit pas, en cas d'une telle attaque, à quoi serviraient nos avions si la Suisse devait rester neutre. Et ce n'est pas l'argument farfelu, et pourtant largement utilisé, de l'impréparation face au covid – achetons des avions parce qu'on a manqué de masques – qui peut nous convaincre, comme s'il ne fallait pas se fixer des priorités face aux risques encourus.

En ne distinguant pas les deux missions et leur coût, on ne permet pas au citoyen de dire oui à la première proposition tout en refusant la seconde. Je crains toutefois que la campagne sans nuance qui nous est assénée avec l'argument de défendre la Suisse, sa souveraineté et sa sécurité, n'emporte la conviction de la majorité du peuple. Et que la moitié de celui-ci ne doive longtemps encore s'agacer au bruit strident d'avions militaires qui sera perçu comme un ronronnement rassurant par l'autre moitié. Ainsi le veut la démocratie. ■

La fin du tunnel?

CHRONIQUE



CHARLES WYPLOSZ

Le printemps a été violent, l'été instable et qu'est-ce qui nous attend? Une longue période difficile. Il est peu probable qu'un vaccin aura pu être largement administré avant, au plus tôt, l'été 2021. En attendant, nous allons devoir vivre avec ce terrible coronavirus.

Il va être difficile pour le gouvernement d'un pays démocratique d'envisager un confinement total comme nous en avons connu en mars-avril (c'est ce qui vient de se passer en Israël). Ce ne serait pas accepté par la population et c'est extraordinairement coûteux. Heureusement, on a maintenant compris que ce n'est pas absolument nécessaire car des mesures plus ciblées, on a envie de dire plus subtiles, peuvent permettre de contenir l'épidémie dans des proportions acceptables. Ces mesures sont désormais familières: distanciation, travail à domicile, tests et traçage, isolement pour les personnes infectées et leurs contacts et, en dernier recours, confinement local ou réservé aux personnes à risque. Cahin-caha, nous pourrions ainsi attendre le vaccin. A condition, bien sûr, que la grande majorité des gens acceptent ces mesures, pour eux mais aussi et surtout pour les autres, ce qui ne semble pas évident à tout le monde.

Sur le plan économique, cela signifie que la reprise va devenir pousive. A la sortie du confinement, nous avons eu droit à un rebond très net. Les dépenses reportées durant le confinement ont été rapidement rattrapées, mais pas toutes. Le tourisme reste moribond, tout comme les voyages professionnels. L'éducation est en sursis, tout comme les loisirs. Avec l'arrivée du mauvais temps, la restauration va connaître une période difficile. La consommation en général va rester limitée, parce que les gens ont peur.

Le grand défi pour les gouvernements va être d'éviter un cercle vicieux: une consommation en partie étouffée conduit à la montée du chômage et aux faillites d'entreprises, ce qui réduit la consommation. Ils vont devoir continuer ce qu'ils ont fait – plutôt bien – depuis le mois de mars: protéger les personnes et les entreprises vulnérables et substituer les dépenses publiques à la consommation privée. Evidemment, tout ça coûte cher et conduit directement à des déficits budgétaires qui alourdissent la dette publique. Certains pays, comme l'Allemagne et la Suisse, peuvent se le permettre, et il est encourageant de voir comment l'Allemagne a abandonné, temporairement du moins, le dogme de l'équilibre budgétaire. D'autres pays, comme l'Italie, la Grèce et la plupart des pays en développement, n'en ont pas vraiment les moyens. L'Europe a volé au secours de l'Italie et de la Grèce, mais les pays en développement sont dans une situation particulièrement difficile. Il va bien falloir effacer leurs dettes, dont beaucoup sont désormais dues à la Chine, qui semble bien peu allante.

Les banques centrales continuent à faire le maximum, mais leurs moyens d'action se sont pratiquement évaporés depuis que les taux d'intérêt sont nuls, parfois même négatifs comme en Suisse et dans la zone euro. Depuis le mois de mars, elles ont créé des quantités astronomiques de liquidités, ce qui a évité que la crise du covid ne provoque une nouvelle crise financière. Bravo, mais les consommateurs apeurés sont comme un chameau qui n'a pas soif, nul ne peut les forcer à dépenser plus, même si le crédit bancaire est abondamment disponible et bon marché.

Alors, l'avenir est bien morose. Les scénarios plausibles couvrent tout le spectre entre une croissance médiocre et une nouvelle récession. Les pays qui s'en sortiront le mieux sont ceux où les gouvernements ont les moyens et la volonté de maintenir des déficits budgétaires élevés en attendant la mise à l'écart du coronavirus. Le joker pourrait être les exportations vers les pays qui repartent le plus franchement. La Chine, probablement, et dans son sillage l'Asie du Sud-Est. L'Allemagne et les pays scandinaves, éventuellement. Les Etats-Unis, peut-être, en fonction des élections. En attendant, ce que nous pouvons faire de plus utile, c'est de consommer. ■

SUR LES BLOGS

Dominique Kalifa: la lumière et l'ombre

«L'historien Dominique Kalifa est sorti volontairement de la vie le samedi 12 septembre, jour d'anniversaire de ses 63 ans, après un sylvain «Au revoir» sur Twitter», écrit dans un très bel hommage sur son blog Michel Porret, professeur d'histoire à l'Université de Genève.

www.letemps.ch/blogs

Un livre, pas de sapin et deux cadeaux pour Macron

HEXAGONE EXPRESS

Emmanuel Macron n'a pas besoin d'attendre Noël pour recevoir des cadeaux politiques. Lionel Jospin d'un côté, puis le nouveau maire écologiste de Bordeaux, Pierre Hurmic, viennent de le gâter.

Le cadeau de l'ancien premier ministre socialiste à la tête du gouvernement entre 1997 et 2002? Un livre d'une banalité presque affligeante, de la part d'un dirigeant qui sut incarner un renouveau social-démocrate, avant de finir dans le champ de ruines du premier tour de la présidentielle, ce fameux soir de défaite du 21 avril 2002. Le cadeau de Pierre Hurmic, successeur d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux? Une polémique sur cet «arbre mort» inutile et écologiquement condamnable que serait le sapin de Noël. Si l'on ajoute l'impressionnant désarroi de la droite traditionnelle et la difficulté présente pour Marine Le Pen de polariser le débat en pleine seconde vague de covid, il suffit ces jours-ci au président français de se baisser pour constater combien ses adversaires potentiels sont doués dans l'art de se clouer eux-mêmes au pilori.

Commençons par Un Temps troublé (Seuil), l'ouvrage de Lionel Jospin. L'homme, longtemps militant trotskiste sous le pseudonyme de «camarade Michel», a aimé passionnément, jadis, la radicalité. Son âge (il est né en 1937) et le fait de ne plus siéger au Conseil constitutionnel où il devait observer un devoir de réserve l'ont en théorie «libéré». Notre appétit était donc aiguë: voilà un dirigeant politique crédité de sérieux, connu pour avoir dirigé la «dream team» dans laquelle Dominique Strauss-Kahn prit son ascension au Ministère des



RICHARD WERLY
@TWerly

finances, capable de dire au pays, et à ses amis socialistes, les vérités qui font mal. L'on attendait aussi, ex-fraternité socialiste oblige, le règlement de comptes avec Mélenchon. Le combat frontal de la social-démocratie réaliste avec le populisme de gauche radicale. Rien de tout cela! Le logiciel Jospin n'est pas encore remis du «bug» qui l'a fait disparaître de l'écran, un 21 avril.

Prenons Mélenchon. Jospin le «camarade» pourrait en dire bien plus. L'actuel ténor de La France insoumise fut son ministre de l'Enseignement professionnel. Il connaît les tours et les détours de ce tribunal déjà prêt pour le prochain marathon vers l'Elysée. Alors? «Il a été un excellent ministre», se souvient l'ex-chef du gouvernement. Tant mieux. Et après? «Il a choisi d'adopter un ton véhément et une problématique politique «dégagiste» qui l'éloignent de la tradition et des méthodes du socialisme démocratique. [...] Je ne sais pas quelle place est laissée au débat et aux expressions divergentes au sein de son mouvement. [...] La forme partidulaire lui semble obsolète.» On se souvient, à ce moment-là de la lecture, de l'avis tranché de Michel Rocard sur celui qui fut son ministre de l'Education dans Si la gauche

savait (Ed. Laffont): «Je ne suis pas sûr du tout que, dans l'univers tactique d'alors, avec ce président et un numéro deux du gouvernement, Lionel Jospin, qui était de sa culture plus que de la mienne, j'aurais pu agir autrement. Non! Philosophiquement, ils ne m'ont jamais vraiment défendu.» Un Temps troublé en apporte la preuve. Ce tour d'horizon du monde, de la France et de la pandémie sonne comme le procès-verbal de notaire d'un socialisme éteint.

Le second cadeau politique à Emmanuel Macron est venu de Bordeaux. Et alors là, bravo! Comment faire, pourrait-on résumer, pour se mettre à dos sitôt élu les classes moyennes plutôt bourgeoises, les retraités, les gens qui aiment les traditions, mais aussi l'électorat populaire frustré de la perte de repères et de valeurs? En déracinant le premier sapin de Noël venu sous prétexte qu'il s'agit d'un «arbre mort» dont la coupe est par nature un crime commis contre les forêts du Morvan ou des Landes. On se pince. N'y a-t-il pas d'autres enjeux écologiques, alors que les conclusions de la Convention citoyenne pour le climat (achevée fin juin) sont en débat pour déboucher sur un possible référendum, que cette dénonciation des sapins de Noël enguirlandés? Pas étonnant que, quelques jours plus tard, le président français se soit moqué du «modèle amish» prétendument défendu par les adversaires de la 5G. Macron a bien vu la fenêtre de tir. Entre le socialisme austère comme un fruit sec, et la future ville écologique sans illuminations, La République en marche a trouvé, un an et demi avant l'échéance de 2022, ses meilleurs ennemis. ■

10 Science

Au Pérou, la colère des Andes

HUMANS & CLIMATE CHANGE

Dans la région de Santa Teresa, non loin du Machu Picchu, les habitants doivent composer avec les catastrophes naturelles liées aux fortes pluies. Tout cela tandis que plus haut les glaciers andins perdent 1% de leur surface chaque année. Se sentant abandonnés, ils s'en remettent au système D et à la spiritualité inca



MARION ESNAULT, SANTA TERESA (PÉROU)

«Depuis cinq ou dix ans, [...] la neige disparaît, on ne voit plus le sommet tout blanc du Salkantay. On voit une montagne noire et c'est une menace qui pèse sur nos ressources hydriques», commente Margot en contemplant sa vallée.

Pour rejoindre la maison de Margot en partant de la mythique cité inca de Cusco, il faut prendre une route sinueuse qui grimpe au sommet du mont Salkantay à 4300 mètres d'altitude. Une fois le sommet franchi, nous laissons derrière nous la cordillère des Andes orientales pour pénétrer dans la cordillère des Andes occidentales.

A une altitude de 4000 mètres, nous faisons notre entrée en Amazonie. En pleine saison des pluies, nous sommes noyées dans les nuages et la brume des montagnes. La végétation change petit à petit et se transforme en forêt tropicale. L'humidité nous pénètre, les cascades au pied des glaciers coulent à flots et les pluies battantes frappent la carrosserie de la voiture.

Après quatre heures de route, nous arrivons dans le village de Santa Teresa, un des chemins alternatifs pour accéder au site archéologique du Machu Picchu, qui recevait en 2018 plus d'un million et demi de visiteurs. A 2500 mètres d'altitude, dans la vallée du Salkantay – une des quatre vallées qui prennent naissance à Santa Teresa –, nous arrivons chez Margot.

Avalanches de boue

Elle vit à Palmaderayoc sur son terrain de 2 hectares et demi, avec son mari Glicerio, sa fille Grisel et son fils Adriel. Ils y cultivent les *granadillas* (fruits de la passion) que Margot transforme en confiture, en glace ou en jus pour les vendre au kiosque qu'elle a construit en face de sa maison.

Tous les matins, les marcheurs venus du monde entier pour fouler

les chemins incas jusqu'au Machu Picchu s'y arrêtent pour faire une pause dans leur randonnée de plusieurs jours. Margot n'a pas le temps de s'ennuyer, entre son kiosque et ses cultures attaquées par de nouvelles maladies, apparues avec le dérèglement climatique, sans oublier les tâches ménagères.

Selon plusieurs études menées dans la vallée où vit Margot et sa famille, 71% des glaciers tropicaux se trouvent au Pérou et ils ont perdu 43% de leur superficie ces quarante dernières années, autrement dit plus de 1% par an. Dans le même temps, les Alpes perdaient 33% de leurs glaciers. D'ici à 2030, tous les glaciers tropicaux péruviens qui se situent en dessous de 5000 mètres pourraient disparaître. En 2100, selon le scénario pessimiste, il ne restera qu'entre 6 et 8% de l'ensemble des glaciers du Pérou.

Cette disparition des glaciers engendre une série de déséquilibres dans la région andine. En saison des pluies, les crues fluviales sont récurrentes et peuvent provoquer des coulées de boue destructrices. En saison sèche, tant pour les communautés andines que pour les habitants de grandes villes comme Cusco, le manque d'eau provoque des conflits d'usage entre besoins humains, agriculture et ressources hydroélectriques.

Système D

Ces conflits ne représentent qu'une des nombreuses conséquences auxquelles Glicerio et Margot doivent faire face. Ils ont dû apprendre à vivre avec les risques climatiques qui se multiplient. Glissements de terrain, pluies torrentielles et routes coupées sont leur lot quotidien.

De gigantesques avalanches de boue peuvent survenir du jour au lendemain, comme en février 2020 quand une énorme coulée a emporté tous les ponts, le seul axe routier et plusieurs maisons du bas de la vallée. L'acheminement des besoins de pre-

«Il y a souvent des inondations, des glissements de terrain, des éboulements [...] qui causent des dégâts sévères chez les habitants»

HOLGER FREY, UNIVERSITÉ DE ZURICH

mière nécessité a été un défi de tous les jours dans les semaines qui ont suivi, et le potager s'est avéré primordial pour se nourrir.

Puis, en mars, l'épidémie de Covid-19 a frappé de plein fouet. En quelques jours, les milliers de touristes qui foulaient les chemins incas ont disparu, le Machu Picchu a fermé et le président, Martin Vizcarra, a instauré le confinement obligatoire le 16 mars. Sans aide d'Etat et livrées à elles-mêmes, les communautés ont mis en place leur système D: troc entre voisins, aide d'urgence aux plus démunis, soupes populaires ou encore travaux communautaires pour reconstruire les axes routiers.

Holger Frey, géographe et glaciologue de l'Université de Zurich, a fait partie des experts qui ont participé au projet Glaciares, pour lequel il a passé plusieurs années dans la vallée du Salkantay: «La zone de Santa Teresa est très particulière. Bien qu'elle soit encore située au cœur des Andes, elle est orientée en direction du fleuve Amazone, si bien qu'elle reçoit un peu plus de pluies en provenance du bassin amazonien. Pendant la saison des pluies, il y a souvent des inondations, des glissements de terrain, des éboulements et débris charriés par les fleuves qui causent des dégâts sévères chez les habitants.»

Pour cet expert, «du côté de la fonte des glaciers, le lien avec le change-



ment climatique est clairement établi. Pour les pluies, les relations de cause à effet sont plus difficiles à établir. Certains indices laissent prévoir qu'il y aura plus de sécheresses, mais il pourrait aussi y avoir davantage de fortes pluies.»

Cosmogonie inca

Pour Margot, «il faut accueillir les pluies avec foi et joie. Parce que lorsqu'il pleut, les plantes rient. Et la pluie est indispensable pour s'alimenter». Cette conception du rôle de la pluie dans la vie, Margot la puise dans la spiritualité de la cosmogonie andine.

Cet héritage spirituel des peuples originaires s'est perdu au fil des siècles sous l'imposition de la religion catholique des colons espagnols. Néanmoins, certains prêtres, comme le Père Donato, curé de Santa Teresa, ont su combiner les deux cultures.

«Ce matin, nous montons sur le mont Saint-Valentin dont les flancs surplombent Santa Teresa. On va bénir la montagne, qui menace de s'effondrer sur une partie de la ville (6000 habitants), et assister à une messe pour que les gens prennent conscience du risque et recherchent l'aide de Dieu», nous explique Margot.

REPÈRES

31,9 millions d'habitants

Capitale: Lima (10 millions)

Superficie: 1 285 216 km² (30 fois la Suisse)

45% de descendants d'Incas

15% de descendants d'Européens

37% métissés

Possède 71% des glaciers tropicaux LT



«Il faut accueillir les pluies avec foi et joie. Parce que lorsqu'il pleut, les plantes rient»

MARGOT

du fleuve et ça c'est très préoccupant. Le fleuve charrie des bouts de bois et de la boue, et ça vient très certainement d'un éboulement qui s'est produit plus haut dans la vallée.»

Routes coupées

En amont se situe Chaullay, où vit Matias, l'oncle de Margot. En février 2019, un immense glissement de terrain s'est produit sur le chemin entre la maison de Margot et celle de son oncle. Pendant deux mois, il était impossible pour les habitants qui vivent plus haut de descendre dans la vallée. Depuis, les éboulements qui coupent la route sont très fréquents en saison des pluies et la famille se rend visite très rarement.

De temps en temps, il faut quand même remonter dans la vallée, et le trajet est toujours dangereux et source d'angoisse. Un matin, à l'aube, nous accompagnons Margot et sa famille, qui décident d'aller rendre visite à l'oncle Matias pour savoir comment se passe la saison des pluies là-haut.

A l'approche du glissement de terrain qui a dénudé la montagne de

toute sa robe forestière, des camionnettes sont arrêtées. Des éboulements ont eu lieu dans la nuit et le passage en transport est impossible.

Seule solution, traverser à pied, comme nous l'explique Margot: «On voit des pierres qui tombent. Elles sont petites mais elles tombent en masse et constamment. C'est toujours très risqué de traverser mais on n'a pas le choix pour rejoindre la maison de l'oncle Matias. Qui ne tente rien n'a rien! Et ça c'est la vie des habitants du haut de la vallée. Ils doivent passer la nourriture et toutes les premières nécessités chargées sur leur dos en espérant qu'aucune pierre ne leur tombe sur la tête.»

Pendant la saison des pluies, c'est surtout pour les anciens que la vie se complique. Certains vivent seuls, n'ont pas de famille et doivent eux-mêmes marcher plusieurs heures pour s'approvisionner en produits de première nécessité.

Déforestation

Une fois par mois, les retraités doivent aussi descendre au village de Santa Teresa pour aller chercher leur pension mensuelle. Ici, pas de compte bancaire et pas de versement automatisé des retraites, il faut marcher plusieurs heures dans la montagne pour récupérer en argent liquide la modique somme de 180 soles [50 francs] en moyenne.

«Autrefois, il n'y avait pas autant de glissements de terrain. Mais avant, il y avait les forêts primaires qui solidifiaient les terres. Maintenant, c'est

1. Pour traverser la vallée, le plus rapide et le moins dangereux, c'est la tyrolienne! 2. Grisel, pensive dans sa cuisine. 3. Matias dans son champ avec Margot. 4. Selon Glicerio, le mari de Margot, le fleuve augmente plus rapidement, et plus haut d'année en année. (MARIÓN ESNAULT)

«Ceux qui vont souffrir, ce sont nos enfants»

MATIAS

presque tous les matins qu'on se réveille et qu'on apprend que la route est coupée et qu'on ne peut pas descendre au village», se lamente Matias.

La déforestation qui s'est opérée de manière parcellaire après la réforme agraire avortée de 1969 a effectivement fragilisé les montagnes. Cette réforme menée par le gouvernement militaire de Juan Velasco Alvarado a cédé aux paysans les terres qui appartenaient aux latifundios (les grandes exploitations agricoles possédées par des grands propriétaires souvent colons).

La réforme n'a jamais été menée jusqu'à son terme et les paysans se sont retrouvés avec des parcelles de terres qu'ils savaient cultiver mais qu'ils ne savaient pas administrer. Livrés à eux-mêmes, les paysans ont déforesté leur terrain sans coordonner leur action, et ont ainsi dénudé parcelle après parcelle des milliers d'hectares.

Les arbres n'absorbaient plus l'eau des pluies et les sous-sols se sont fragilisés. Résultat: des pans entiers de montagne glissent brutalement dans les fleuves sous le poids de la pluie et emportent tout sur leur passage.

«On n'a pas le choix»

Pour aller à Playa Sahuayaco, le petit village où se trouve l'école, il n'y a qu'un chemin possible: le pont, qui menace de s'effondrer à chaque instant. Il enjambe le fleuve Salkantay, à une heure de marche de la maison de Grisel, la fille de Margot. «Pour aller à l'école, tous les matins et tous les soirs, il faut que je traverse ce pont», nous explique Grisel.

«A chaque fois, ça me fait peur. Il est très fragile et à tout moment le fleuve en crue peut l'emporter, surtout pendant la saison des pluies. Mais à chaque fois, je prends une grande inspiration, je serre bien fort la main de mon petit frère, Adriel, et on traverse. On n'a pas le choix.»

Un autre pont, plus solide, était en construction juste à côté de la structure branlante. L'ouvrage a démarré en juin 2019 et devait être fini en août de la même année. Mais les travaux conduits par les autorités publiques ont traîné et le fameux pont n'a jamais vu le jour.

En février 2020, l'avalanche de boues destructrices a tout emporté sur son passage, le village de Playa Sahuayaco a été totalement inondé et ses habitants ont été installés sous tente. Quant aux travaux de reconstruction, ils ont été paralysés par le confinement.

Au pays des minkas

Le fragile pont en bois que les enfants de Margot doivent emprunter tous les jours est un exemple emblématique de l'incurie des autorités publiques au Pérou. Les habitants de ces territoires hautement touristiques sont délaissés et les faibles engagements financiers et moraux des pouvoirs politiques sont notables.

Glicerio est le président du Front de défense de la communauté, une organisation qui porte les demandes et les revendications des habitants pour améliorer leurs conditions de vie.

«La majorité des ponts et des tyroliennes de la vallée, ce sont les habitants eux-mêmes qui les ont construits. L'entretien des sentiers

pour les randonneurs qui viennent marcher sur les chemins incas pour rejoindre le Machu Picchu, nous le faisons nous-mêmes!»

Livrés à eux-mêmes, les habitants de ces vallées mettent sur pied des minkas, des travaux collectifs volontaires à caractère social organisés par les communautés elles-mêmes.

La minka est un concept andin millénaire qui était pratiqué par tous les peuples originaires d'Amérique. En Amérique du Sud et au Pérou en particulier, cette tradition, qui symbolise l'esprit communautaire, a survécu aux siècles de colonisation et représente un des seuls espoirs à court terme pour survivre aux tragiques épisodes climatiques.

Lors de la dernière coulée de boue et pendant la pandémie de covid, les habitants du Salkantay ont su s'organiser en quelques heures pour les premiers secours, les évacuations, les cantines ou encore l'approvisionnement des vivres, etc.

Le climat, lointaine priorité

Malgré cette aptitude collective à la résilience, la capacité d'adaptation aux effets du dérèglement climatique des paysans de la région de Santa Teresa, comme dans toutes les Andes péruviennes, reste très incertaine.

Et le manque d'engagement et d'investissement de la part des autorités publiques accentue cette incertitude. Au niveau national, la COP20, qui s'est déroulée à Lima en 2014, a contribué à une prise de conscience des enjeux climatiques au Pérou.

Le gouvernement a ainsi développé un Projet d'adaptation à la fonte accélérée des glaciers tropicaux, qui mène des études et déploie des projets pour que les Péruviens s'adaptent aux effets du recul des glaciers. Mais la mise en œuvre concrète de ce programme se fait attendre.

Le climat reste un sujet présent dans les discours politiques nationaux mais il n'est clairement pas prioritaire et les autorités au niveau local restent très peu informées et conscientes de la place que devrait prendre l'enjeu climatique dans l'administration locale de leur territoire.

«Et plus tard, qu'est-ce qui va se passer? Nous sommes terrifiés, nous avons peur. Mais, nous, les anciens, nous ne serons plus là! Ceux qui vont souffrir, ce sont nos enfants», s'émeut Matias.

«Il y a d'autres facteurs, comme le fait qu'il y a de plus en plus de gens, de plus en plus d'infrastructures implantées dans des zones à risque. Ça influe ou plutôt altère la situation. Quand j'étais là-bas, j'avais vraiment l'impression que la communauté voyait surtout le potentiel économique que représentait le tourisme, sans mesurer la pression que celui-ci pourrait exercer sur l'environnement et les ressources hydriques. Il y a des interactions très complexes entre les gens qui vivent sur place, les institutions politiques, l'économie, le tourisme et l'agriculture. C'est très passionnant mais rend très difficile les actions concrètes.» ■

Humans & Climate Change est un projet qui suit 12 familles réparties sur le globe, directement impactées par les effets du changement climatique. A travers des récits, et la mise en perspective des dynamiques sociales et géopolitiques, il tente de mieux comprendre quels sont les effets du changement climatique sur notre vie quotidienne, nos capacités de résilience et d'adaptation.

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mercredi, 16.09.2020, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2020 en %

BONHÖTE
Tél. +41 32 722 10 00 info@bonhote.ch www.bonhote.ch

Fonds en obligations

Bonhôte Asym.-Oblig.(CHF) B (CHF)	CHF	3/1	af	97.98	2.7
Bonhôte Asym.-Oblig.(CHF) D (CHF)	CHF	3/1	af	98.74	2.8
Bonhôte Sel.-Obl HR Multi-Fds (CHF)	CHF	4/2	af	96.31	-3.7

Fonds en actions

Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF	4/2	af	144.58	-2.2
----------------------------------	-----	-----	----	--------	------

Fonds d'allocation d'actifs

Bonhôte Impact Fund Class I-CHF	CHF	3/2	a	102.21	-0.6
---------------------------------	-----	-----	---	--------	------

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier	CHF	2/2		147.00	2.8
--------------------	-----	-----	--	--------	-----

Investissements alternatifs

B. Alter. Multi-Performance Cl. (CHF)	CHF	4/2	af	13393.00	-1.3
B. Alter. Multi-Performance Cl. (EUR)	EUR	4/2	af	9637.00	-1.2
B. Alter. Multi-Performance Cl. (USD)	USD	4/2	af	11678.00	0.2

Autres fonds

Bonhôte Asym.-GI.(CHF) B (CHF)	CHF	3/1	a	103.85	0.8
Bonhôte Strategies-Monde (CHF)	CHF	4/4	af	141.07	-10.1

S|Y|N|C|H|I|R|O|N|Y Funds
Banque Cantonale de Genève
Tél. 058 211 21 11
bcge.ch/funds

Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF	1/1	a	99.86	-0.8
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR	1/1	a	108.43	0.7
Synchrony LPP Bonds B	CHF	1/1	a	113.18	-0.9
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF	4/3	a	111.74	1.4

Fonds en actions

Synchrony (LU) HighDiv US Stocks A	USD	1/1	a	119.29	-8.4
Synchrony (LU) HighDivEuroSt. A	EUR	1/1	a	89.68	-17.0
Synchrony (LU) Silk Road Zone Stocks AUSSD 1/1	USD	1/1	a	97.02	-1.8
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF	1/1	a	132.69	3.3
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR	1/1	a	116.53	4.4
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF	1/1	a	114.49	-2.4
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR	1/1	a	164.87	-3.8
Synchrony All Caps CH A	CHF	1/1	a	120.29	4.6
Synchrony Emerging Equity A	USD	4/3	a	114.14	-0.3
Synchrony Europe Equity A	EUR	4/3	a	77.89	-12.7
Synchrony High Div. Swiss Stocks A	CHF	1/1	a	119.09	-0.8
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF	1/1	a	117.88	-1.6
Synchrony Swiss Equity	CHF	4/3	a	96.56	5.2
Synchrony US Equity A	USD	4/3	a	130.19	7.9

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF	2/1	f	137.73	-2.4
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR	2/1	f	131.23	-1.6
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF	2/1	f	100.60	-2.1
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF	1/1	f	116.53	-3.2
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF	1/1	f	102.12	-0.9
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF	1/1	f	125.49	-4.2
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR	1/1	a	125.35	-1.6
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR	1/1	a	144.17	-2.0
Synchrony LPP 25 B	CHF	1/1	a	122.26	-0.5
Synchrony LPP 40 B	CHF	1/1	a	122.64	-0.6
Synchrony LPP 40 SRI B	CHF	1/1	a	114.94	0.6
Synchrony LPP 80 B	CHF	1/1	a	115.93	0.6

Fonds immobiliers

Synchrony Global RE Eco. Sec. Fd. A	CHF	1/1	a	129.20	-19.5
Synchrony Swiss Real Est Fd A	CHF	1/1	a	119.31	-3.7

Banque CIC (Suisse) SA
T +41 61 264 12 00
cic.ch

Fonds en obligations

CIC CH - BOND CHF "PRIMUS" AKL B	CHF	3/3	a	100.77	-3.4
CIC CH - CONVERT BOND AKLB	EUR	3/3	a	1307.35	3.2
CIC CH - CONVERT BOND AKLC	CHF	3/3	a	111.95	2.8
CIC CH - CORP BD EUR - SWIF AKLB	EUR	3/3	a	881.56	0.1

Fonds en actions

CIC CH - EQUITY CHF "Primus" AKLB	CHF	3/3	a	196.15	-3.0
-----------------------------------	-----	-----	---	--------	------

Fonds d'allocation d'actifs

CIC CH - STRATEGY (CHF) AKLB	CHF	3/3	a	1021.37	-1.6
------------------------------	-----	-----	---	---------	------

Banque CIC (Suisse) SA
T +41 61 264 12 00
cic.ch

Fonds en obligations

CIC CH - BOND CHF "PRIMUS" AKL B	CHF	3/3	a	100.77	-3.4
CIC CH - CONVERT BOND AKLB	EUR	3/3	a	1307.35	3.2
CIC CH - CONVERT BOND AKLC	CHF	3/3	a	111.95	2.8
CIC CH - CORP BD EUR - SWIF AKLB	EUR	3/3	a	881.56	0.1

Fonds en actions

CIC CH - EQUITY CHF "Primus" AKLB	CHF	3/3	a	196.15	-3.0
-----------------------------------	-----	-----	---	--------	------

Fonds d'allocation d'actifs

CIC CH - STRATEGY (CHF) AKLB	CHF	3/3	a	1021.37	-1.6
------------------------------	-----	-----	---	---------	------

BBGI GROUP S.A.
Tél. +41 22 595 96 11
www.bbgi.ch

Autres fonds

BBGI - Equit. Sw. Behavior Value	CHF	1/1	a	146.10	-0.9
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF	1/1	a	107.60	17.6
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdq.	CHF	1/1	a	85.40	22.9
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR	1/1	a	127.90	18.9
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdq.	EUR	1/1	a	91.70	22.6
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD	1/1	a	112.80	25.5
BBGI Commodities (USD) A	USD	1/1	a	64.30	-38.0

BBGI Share Clean Energy (USD)	USD	1/1	e	85.80	9.3
BBGI Share Energy (USD)	USD	1/1	e	132.80	-17.3
BBGI Share Gold (USD)	USD	1/1	e	87.90	42.0
BBGI Tactical Switzerland A	CHF	2/1	e	142.00	-1.9
BBGI Tactical World A	USD	2/1	e	110.10	-3.0

BCV 0848 808 885
Généralistes +41 21 321 32 00
www.gerifonds.ch
info@gerifonds.ch

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF)	CHF	1/1	f	96.33	-4.6
BCV Actif Défensif (CHF)	CHF	2/1	f	90.49	-3.8
BCV Actif Offensif (CHF)	CHF	2/1	f	88.29	-6.4
BCV Actif Sécurité (CHF)	CHF	2/1	f	95.19	-1.6
BCV Pension 25 -AP-	CHF	1/1	f	135.13	-1.3
BCV Pension 40 -AP-	CHF	1/1	f	145.36	-2.1
BCV Pension 70 -AP-	CHF	1/1	f	151.74	-
BCV Stratégie Actions Monde	CHF	2/1	f	114.72	-4.3
BCV Stratégie Dynamique	CHF	2/1	f	99.31	-3.5
BCV Stratégie Equipondéré	CHF	2/1	f	152.56	-3.1
BCV Stratégie Obligation	CHF	2/1	f	92.63	-1.1
BCV Stratégie Revenu	CHF	2/1	f	112.68	-2.6

BERNINVEST AG
www.berinvest.ch

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF	5/5		124.00	7.8
Immo Helvetic	CHF	5/5		206.60	16.7

BlackRock Asset Management Schweiz AG
Tél. +41 800 08 80 20
www.blackrock.com/ch

Fonds en obligations

BGF Global Bond Income D2 USD	USD	3/1	e	10.91	0.2
-------------------------------	-----	-----	---	-------	-----

Fonds en actions

BGF World Technology D2 USD	USD	1/1	e	67.71	48.6
BSF Emerging Markets Equity Strat D2USD 1/1	USD	1/1	e	153.07	-19.9

Autres fonds

BSF Global Event Driven D2 USD	USD	1/1	a	126.06	3.0
--------------------------------	-----	-----	---	--------	-----

Bordier & Cie
1204 Genève
t +41 58 258 00 00
bordier.com

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Eur.Shterm Bd EUR	EUR	4/4	e	109.53	-0.5
BO Fd IV-Bordier USD Shterm Bd USD	USD	4/4	e	117.53	3.9

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hold Eur - EUR	EUR	4/4	e	127.09	0.1
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD	4/4	e	205.68	2.9
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur - EUR	EUR	4/4	e	89.59	-13.2
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD	4/4	e	1492.52	-1.8
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD	4/4	e	148.99	-2.3

BWM SA
Tél. +41 44 206 40 80
www.bwm.ch

Représentant pour la Suisse: LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF	3/3	a	447.00	-23.1
Classic Value Equity Fund	CHF	3/3	a	135.90	-18.2

CACEIS (Switzerland) SA
Tél. +41 58 261 94 00
www.caceis.ch

Fonds en obligations

BCP EM Fixln F USD Classe A	USD	2/3	a	90.98	0.8
BCP EM Fixln F USD Classe B	USD	2/3	a	89.49	-1.7

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF	1/1	e	109.63	0.0
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR	1/1	e	83.03	0.4
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF	1/1	e	118.13	5.1

Cité Gestion SA
Tél. 022 820 60 00
www.cite-gestion.com

Fonds d'allocation d'actifs

CG Global Alloc. fund CHF-hdq.	CHF	1/1	f	1008.84	-6.6
CG Global Alloc. fund EUR	EUR	1/1	f	1037.68	-6.5
CG Global Alloc. fund USD-hdq.	USD	1/1	f	1120.98	-5.1

Credit Suisse Funds AG
www.credit-suisse.com/amfunds

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF	2/1	e	964.86	-0.6
----------------------------	-----	-----	---	--------	------

CS Money Market Fund EUR B	EUR	2/1	e	1022.69	-0.5
CS Money Market Fund USD B	USD	2/1	e	1083.44	0.4

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF	2/1	e	116.43	0.4
CS (Lux) AgaNola Glob Val BF B	USD	1/1	e	142.70	3.6
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD	2/1	e	133.85	-1.0
CS (Lux) Bond Asia Local Ccy BF B	USD	2/1	e	118.38	2.1
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF	2/1	e	113.95	-0.8
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD	2/1	e	152.50	2.4
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD	2/2	e	160.18	4.6
CS (Lux) EMMA Corp IG Bd Fd B	USD	2/2	e	155.63	4.6
CS (Lux) GI Bal Convertible B	USD	2/1	e	170.90	10.3
CS (Lux) Green Bond Fund BH	EUR	2/1	f	153.99	-
CS (Lux) Inflation Linked CHF BF B	CHF	2/1	e	107.59	-2.2
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF	2/1	e	532.43	-0.9
CS (Lux)GI Convert. IG Bd Fd B	USD	1/1	e	138.84	4.8
CS Lux Corp ST Duration EUR BF B	EUR	2/1	e	130.00	-0.3

Fonds en actions

Credit Suisse (Lux) Italy EF B EUR	EUR	2/1	f	442.03	-7.3
Credit Suisse (Lux) Italy EF EB EUR	EUR	2/1	f	1084.20	-6.7
CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF	2/1	e	34.14	5.4
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF	2/4	e	392.79	1.8
CS (CH) Sustainability Bal CHF UB	CHF	1/1	f	113.60	-
CS (CH) Swiss Blue Chips Eq Fd B	CHF	2/1	f	342.66	-
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF	3/1	e	13.85	-3.4
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF	3/1	e	19.62	-1.9
CS (CH) Swissacc EF B	CHF	2/1	e	474.21	-0.7
CS (Lux) Europ Div Plus EO B	EUR	2/1	e	18.27	-10.0
CS (Lux) Eurozone Active Oppt Eq Fd B	EUR	2/1	e	15.72	-6.8
CS (Lux) Eurozone Active Oppt Eq Fd UB	EUR	2/1	e	12.09	-6.4
CS (Lux) GL Div Plus EQ B	USD	2/1	e	18.59	-5.0
CS (Lux) GL Security Equity B	USD	2/1	e	33.24	8.1
CS (Lux) GI. Digit. Health Eq Fd B USD	USD	2/2	e	875.99	42.0
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR	2/1	e	9.35	-24.5
CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B	USD	2/2	e	182.58	5.4
CS (Lux) Japan Value Equity B	JPY	2/1		2071.00	-10.3
CS (Lux) S&M Cap Europe EF B EUR	EUR	2/1	e	3335.08	5.2
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR	2/1	e	2984.47	-2.9
CS (Lux) USA Value EF B USD	USD	2/1	f	18.28	-5.8
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF	2/1	e	1386.73	-2.8
River&Merc EmrgMktOpplC EQ Fd B USD	USD	2/2	e	145.21	-1.4

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int & Divd Focus Bal CHF UB	CHF	2/1	f	105.90	-7.3
CS (CH) Int & Divd Focus Yield CHF UB	CHF	2/1	f	99.82	-6.0
CS (CH) Int&DivdFocusGrowth CHF UB	CHF	2/1	f	113.18	-8.6
CS (CH) Privilege 20 CHF IA	CHF	1/1	e	1001.52	-0.0
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF	1/1	e	106.03	-0.2
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF	1/1	e	104.68	0.0
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF	2/1	e	118.01	-0.8
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD	1/1	e	162.22	-6.6
CS (Lux) IndexSelection Bal CHF UB	CHF	2/1	e	109.45	-4.1
CS (Lux) IndexSelection Growth CHF UB	CHF	2/1	e	115.24	-4.8
CS (Lux) IndexSelection Yield CHF UB	CHF	2/1	e	104.03	-3.0
CS (Lux) Portf. Fd Bal USD UB	USD	2/1	e	125.62	3.2
CS (Lux) Portfolio Fonds Bal CHF UB	CHF	2/1	e	113.46	-1.7
CS (Lux) Portfolio Fonds Bal EUR UB	EUR	2/1			

Economie & Finance

Grenke plonge

Le régulateur financier allemand BaFin a annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête sur la véracité des comptes du spécialiste allemand du financement locatif Grenke, dont l'action a plongé.



URS JORDI

Nouveau président d'Aryzta L'ex-patron de Hiestand et candidat des actionnaires activistes Veraison et Cobas a été élu mercredi à la présidence du boulanger industriel en difficulté lors d'une AG extraordinaire. Urs Jordi prend la succession de Gary McGann.



+10 millions

JULIUS BAER EST PRÊTE À SOLDER UN SCANDALE DE CORRUPTION TOUCHANT LA FIFA. Accusée d'avoir ignoré les risques de blanchiment d'argent, la banque zurichoise négocie avec le Département de justice américain un règlement qui pourrait dépasser les 10 millions de dollars.

SMI 10552,04 +0,30%	↑	Dollar/franc	0,9082	↑
Euro Stoxx 50 3338,84 +0,20%	↑	Euro/franc	1,0748	↓
FTSE 100 6078,48 -0,44%	↓	Euro/dollar	1,1838	↓
		Livre st./franc	1,1794	↑
		Barel Brent/dollar	42,01	↑
		Once d'or/dollar	1966	↑

Les hôteliers lémaniques sont «aux soins intensifs»

TOURISME Plusieurs patrons d'hôtel se sont réunis mercredi à Lausanne pour souligner le degré d'urgence de leur situation. Ils demandent notamment une aide financière à fonds perdu. Les risques de faillite n'ont jamais été aussi présents

SERVAN PECA
@servanpeca

L'Hôtel de la Paix portait mal son nom. C'est celui de l'établissement lausannois dans lequel les hôteliers lémaniques avaient invité les médias, mercredi. Mais l'ambiance est plutôt à la détresse et à la survie. L'invitation à cette conférence de presse donnait déjà le ton: «Bilan avec ou sans perspectives?» La réponse a rapidement été donnée. «Plus les mois passent, plus les difficultés se multiplient», a résumé Stefano Brunetti Imfeld.

Le directeur général de l'Hôtel de la Paix et président d'Hôtellerie Lausannoise a évoqué, en plus du printemps et de l'été compliqués qu'ont traversés les hôtels urbains, le retour de zones rouges existant des quarantaines et de nouvelles restrictions sanitaires. A commencer par celles décidées mardi dans le canton de Vaud. «Nous n'avons aucune visibilité, regrette Christophe Zen Ruffinen, président des hôteliers de La Côte et patron de l'Everness, à Chavannes-de-Bogis. J'ai un mariage de 140 personnes ce week-end. Je demande aux mariés de faire un tri dans les invités ou je sépare le mariage en deux salles?» interroge-t-il sans vraiment plaisanter.

Ils étaient huit – quatre hôteliers et quatre représentants des offices de tourisme – à prendre la parole, les uns après les autres, pour compléter le sombre tableau noir de cette année 2020. Quantité de chiffres ont été avancés afin de souligner la différence avec la normalité. Par exemple, entre juin et juillet, les nuitées hôtelières de l'Arc lémanique ont reculé de 58%, par rapport à la moyenne des trois dernières années.

Pour Genève, «c'est un tsunami économique. On s'attend à une chute des nuitées de 75% en 2020. Un retour aux chiffres de 1954, lorsqu'il y avait deux fois moins d'hôtels», a comparé Thierry Lavalley. Le patron du Fairmont, président de la Société des hôteliers de Genève, «ville la plus touchée de Suisse» par l'effondrement du tourisme d'affaires, a osé la métaphore: «Nous sommes aux soins intensifs, notre pronostic vital est engagé.»



L'hôtel Richemond, à Genève, a fermé ses portes le 31 août. D'autres annonces pourraient suivre dès octobre. (MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

Avec son établissement situé à Vevey, Nicolas Ming s'en sort un peu mieux. Mais pas bien. En juillet et août, le taux d'occupation de l'hôtel Astra a atteint 30%. Et il faudrait 50% pour être rentable. «Notre chiffre d'affaires atteindra environ 3 millions de francs cette année, contre 8,5 millions l'an dernier», poursuit Nicolas Ming qui craint pour ses liquidités et un potentiel surendettement. La fermeture du Richemond à Genève, cet été, n'a pas été mentionnée mercredi. Mais la menace d'autres décisions similaires, voire de faillites pures et simples a traversé les discours.

«C'est un tsunami économique. A Genève, on s'attend à une chute des nuitées de 75% en 2020»

THIERRY LAVALLEY, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES HÔTELIERS DE GENÈVE ET PATRON DU FAIRMONT

Jusqu'ici, le secteur hôtelier a bénéficié de plusieurs aides. Le chômage partiel, mais aussi les crédits-relais «qui sont bientôt entièrement utilisés», selon Stefano Brunetti Imfeld. Il y a aussi eu des aides cantonales qui ont permis aux établissements d'offrir des bons ou des réductions. Des soutiens qui ont montré

leur efficacité. Mais qui ont leurs limites, au vu de la gravité de la situation.

Cette conférence de presse servait aussi à lancer un appel aux autorités fédérales et cantonales. D'un point de vue financier, l'hôtellerie de ville demande la création d'un fonds de soutien «à fonds perdu» de plusieurs dizaines de millions de francs.

Le poids des congrès

En plus des propositions des Chambres fédérales pour prolonger certaines aides spécial covid, des «réflexions sont en cours au sein des cantons, que les départements fédéraux de l'économie et des finances sont en train de sonder», indique Andreane Jordan Meier, cheffe du service vaudois de la promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI). «L'hôtellerie, et notamment de ville, est clairement identifiée comme un secteur qu'il faut soutenir. Mais parler d'une aide à fonds perdu est prématuré, prévient-elle. Nous ne savons pas quelle forme ce soutien pourrait prendre.»

D'un point de vue sanitaire, la branche demande de prendre toutes les mesures possibles pour que les régions pourvoyeuses de clients étrangers – France et Royaume-Uni en tête – soient sorties de la liste rouge. Autre requête, le soutien financier aux infrastructures de congrès et de transports. Un enjeu capital pour la région lémanique. Un exemple: à elle seule, l'annulation du Salon de l'auto à Genève a fait disparaître 30 000 nuitées des carnets de réservation. ■

L'Apple Watch peut-elle lutter contre le Covid-19?

TECHNOLOGIE Apple a présenté la sixième version de sa montre, dont la principale nouveauté est sa capacité à calculer la saturation du sang en oxygène, annoncée comme un outil dans la lutte contre le Covid-19. Les médecins suisses interrogés se montrent dubitatifs

VALÈRE GOGNIAT
@valeregogniat

Tim Cook lance volontiers des piques à l'horlogerie traditionnelle. Durant l'annonce, mardi, de la sixième version de l'Apple Watch, le patron du groupe californien a déclaré: «Quand on pense que, durant les cent dernières années, les horloges traditionnelles ne se sont concentrées que sur une chose: le temps... Aujourd'hui, c'est incroyable tout ce que notre montre nous permet de faire, simplement depuis le poignet.» Ajoutant que, sans aucun doute, «l'Apple Watch est la montre la plus aimée du monde». Elle est en tout cas la plus vendue, puisqu'elle a dépassé l'an dernier les ventes de montres mécaniques suisses en volume (il s'en est écoulé une trentaine de millions, selon différentes estimations).

La montre suit en tout cas les traces de l'iPhone puisqu'elle se décline désormais en une version SE (pour Special Edition) moins performante et moins chère. La nouvelle Apple Watch Series 6 démarre à 419 francs alors que la SE peut s'acquiescer pour 299 francs. La Series 3 est toujours en vente dès 219 francs. Pour cette version 6 comme depuis quelques années, l'accent a été mis sur la santé. Parmi différentes nouveautés, ce modèle permettra notamment de mesurer l'oxygène dans le sang.

Trois pistes à explorer

Exprimé en % de saturation en oxygène de l'hémoglobine, cet indicateur permet de connaître l'état de son sang, et donne donc une indication sur le fonctionnement des poumons et du cœur. Pour un individu en bonne santé, il sera de 99% au bord de la mer, de 95-96% à Lausanne et de 90% à 2500 m d'altitude. «C'est par exemple la première mesure que l'on prend avec quelqu'un qui fait un malaise durant

le marathon de Lausanne», note Gérald Gremion, ancien médecin chef de l'unité de médecine sportive du CHUV. On peut le mesurer avec de petits outils qui se placent au bout du doigt (saturomètres) ou avec certains modèles de bracelets connectés.

Pour la vie de tous les jours? Apple pointe trois pistes: mesurer d'éventuels problèmes cardiaques, surveiller son asthme ou... lutter contre le Covid-19. «Alors que nous en apprenons tous les jours davantage sur le Covid-19 et ses liens [litt. interplays] avec la grippe influenza, nous allons nous associer avec deux universités pour explorer comment les changements dans l'oxygénation du sang et les battements du cœur peuvent être des signaux précoces de ces maladies respiratoires», affirme Sumbul Ahmad Desai, vice-présidente d'Apple, chargée de la santé.

Les médecins sollicités par *Le Temps* se montrent dubitatifs. «Cette histoire de covid est un argument de vente. Une large majorité des personnes atteintes de ce virus ne développent pas de complications et n'ont donc aucune atteinte pulmonaire. Leur saturation en oxygène dans le sang ne va donc pas changer», souligne Gérald Gremion.

Un «très beau gadget»

«Apple déclare que cet outil est «not for medical use», renchérit le généraliste neuchâtelois Jean Gabriel Jeannot, qui s'intéresse de près aux nouveaux outils technologiques. Il n'a donc vraisemblablement pas obtenu la reconnaissance des autorités sanitaires américaines ou européennes. Pour l'instant, c'est donc un très beau gadget technologique, mais dont l'utilisation médicale reste à prouver.»

La docteure Yvonne Gilli, responsable du département de digitalisation au sein de la FMH, amène une nuance: «Dans certains Etats américains, des organisations (prestataires de voyages, hôteliers, etc.) mesurent quotidiennement la saturation en oxygène des participants dans le cadre des mesures contre le Covid-19. En Suisse, lors du suivi des patients atteints, nous attachons également de l'importance à leur saturation en oxygène.» Mais il s'agit alors d'évaluer les progrès et pas de détection précoce. ■

Une école d'informatique sans profs ouvrira à Lausanne

FORMATION Une nouvelle déclinaison de l'Ecole 42, fondée en 2013 par Xavier Niel à Paris, verra le jour à Lausanne en juin 2021. L'idée? Faire face à la pénurie d'informaticiens grâce à cette formation particulière, sans cours ni enseignants

JULIE EIGENMANN
@JulieEigenmann

Un mois dans «la piscine» dès le 7 juin 2021, ça vous dit? Il n'est pas question ici d'eau et encore moins de détente, mais bien du surnom donné au mois d'immersion de l'Ecole 42 qui verra le jour à Lausanne l'an prochain. Des semaines qui feront office de test: ceux qui se distingueront intégreront l'école,

destinée à former gratuitement des développeurs informatiques, pour une durée de trois ans. Le premier campus du genre a été fondé en 2013 par l'homme d'affaires Xavier Niel à Paris.

Cette formation devrait répondre à un besoin en Suisse, estime Christophe Wagnière, directeur de l'Ecole 42 Lausanne et ancien responsable de la direction des systèmes d'information à la HES-SO. «Nous manquons d'informaticiens. Les nouveaux diplômés ne compensent même pas de moitié les départs à la retraite.» Le président de ce nouvel établissement sera Serge Reymond, ex-membre de la direction générale de l'éditeur zurichois TX Group.

L'Ecole 42 étant une franchise, ce nouveau campus est donc une extension du modèle parisien, comme il en existe une quinzaine d'autres dans le monde. Des particularités suisses? «Chaque école peut amener sa couleur. Nous travaillerons notamment sur les enjeux liés à la cybersécurité et aux façons de développer en tenant compte de la durabilité», précise Christophe Wagnière.

L'école se veut ouverte, puisque gratuite et sans condition de diplôme. Mais elle n'en reste pas moins très compétitive, comme en témoignage déjà la fameuse «piscine», à laquelle participeront ceux qui se seront au préalable montrés performants à un test cognitif en ligne. «Ce mois est très intensif: les participants travaillent 12-13 heures par

jour, week-ends compris. Beaucoup n'ont jamais fait de développement», détaille Christophe Wagnière. Un tiers d'entre eux, soit 150 ou 200 étudiants, seront choisis pour intégrer l'école. Trois piscines auront lieu durant l'été 2021.

Elitiste? «Exigeante, préfère Christophe Wagnière. On assume le côté compétitif, on veut des gens efficaces parce qu'ils auront de grandes responsabilités, mais on les sélectionne sans a priori: peu importe s'ils étaient mauvais à l'école ou s'ils avaient un autre métier avant.»

Un grand jeu d'apprentissage

Quant à la pédagogie, est-elle aussi hors du commun? «Il n'y a pas d'enseignants ou

de cours, mais une équipe pédagogique – de Paris – qui prépare un grand jeu d'apprentissage, elle crée des conditions motivantes, révèle Christophe Wagnière. Il faut résoudre des énigmes, répondre à des questions. C'est l'inverse d'une logique avec l'enseignant qui détient la vérité. La matière existe, mais elle est un peu cachée; les étudiants vont, par exemple, chercher les informations en lisant un livre ou en regardant une vidéo.»

L'école sera située à Lausanne ou dans les environs, au cœur d'un écosystème de start-up. Elle sera financée par Romande Energie, Swisscom et Open Web Technology, entre autres. Le budget prévu est de 7 millions de francs sur cinq ans. ■

14 Bourses

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITÉ

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / rachat, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mercredi, 16.09.2020, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2020 en %

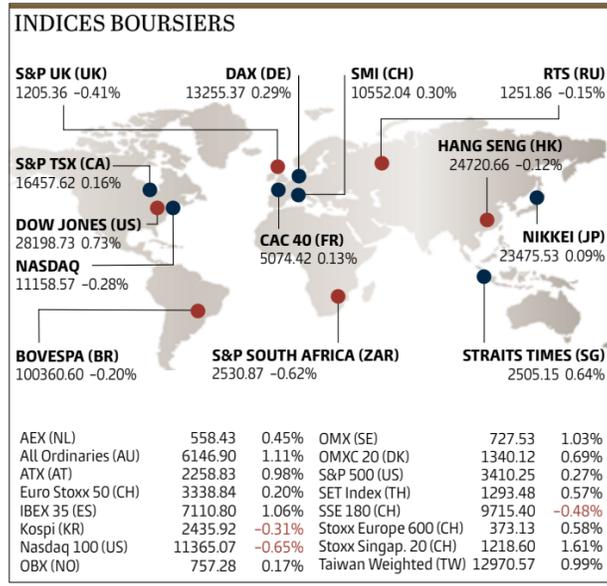
REALSTONE		Union Bancaire Privée, UBP SA		Vontobel		Fonds en actions		Autres fonds		Explication Indices	
Tél. +41 58 262 00 00, www.realstone.ch		Tél. 00800 827 38 637 www.ubp.com ubpfunds@ubp.ch		Fonds Services AG T +41 58 283 53 50 vontobel.com/am		Asia Pacific Equity B USD 2/1 e 603.08 5.9		Commodity B USD 2/1 e 52.18 -4.8		Conditions d'émission et de rachat de parts: Le premier chiffre se réfère aux conditions appliquées lors de l'émission de parts: 1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds (l'émission a lieu à la valeur d'inventaire) 2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution) 3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors du placement de nouvelles res-sources entrées) 4. Combinaison de 2) et 3) 5. Conditions particulières lors de l'émission de parts Le second chiffre en italique se réfère aux conditions appliquées lors du rachat de parts: 1. Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire) 2. Commission de rachat en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution) 3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors de la vente de placements) 4. Combinaison de 2) et 3) 5. Conditions particulières lors du rachat de parts Particularités: a) évaluation hebdomadaire b) évaluation mensuelle c) évaluation trimestrielle d) pas d'émission ni de rachat régulier de parts e) valeur du jour précédent f) évaluation antérieure g) émission des parts suspendue temporairement h) émission et rachat de parts suspendus temporairement i) prix indicatif l) en liquidation x) après distribution de revenu et/ou gain de cours Les informations fournies sont sans garantie NAV / Issue Price commissions non comprises	
Fonds immobiliers		Fonds en obligations		Fonds en instruments du marché monétaire		Eur. Mid & Small Cap Equity B EUR 2/1 e 238.15 -10.7		Euro Short Term Bond B EUR 2/1 e 133.49 -0.4			
Realstone Development Fund CHF 5/5 123.50 -8.2		UBAM - Abs. Ret. Low Vol FI APC EUR 2/1 e 101.73 -0.0		Swiss Money B CHF 2/1 e 112.37 -0.5		European Equity B EUR 2/1 e 327.74 -0.8		Multi Asset Solution B EUR EUR 4/4 e 109.77 2.0			
Realstone Swiss Property Fund CHF 5/5 132.00 -10.3		UBAM - Corporate Euro Bond AC EUR 1/1 e 201.92 -0.2		US Dollar Money B USD 2/1 e 139.87 1.4		Future Resources B EUR 2/1 e 166.44 -4.8		Non-Food Commodity B USD 4/4 e 78.56 -1.9			
responsAbility Investments AG		UBAM - Dynamic Euro Bond AC EUR 1/1 e 250.02 -0.8		Fonds en obligations		Global Equity B USD 2/1 e 359.19 8.5		Vescore Artif. Intel MA B - EUR EUR 4/4 e 117.33 -1.8			
www.responsAbility.com		UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC USD 1/1 e 227.84 0.3		Absolute Return Bond (EUR) B EUR 2/1 e 168.36 2.4		Global Equity Income B USD 2/1 e 271.12 -3.7		Zurich Invest AG			
Autres fonds		UBAM - Em Mkt Dbt Opportunities APC USD 1/1 e 185.04 2.3		Absolute Return Bond Dynamic B EUR 2/2 e 103.19 -5.6		Global Equity Income B USD 2/1 e 271.12 -3.7		Tél. 044 628 49 99			
FA Global Micro and SME FF B USD 4/1 b 165.11 -1.8		UBAM - Euro Bond AC EUR 1/1 e 1098.01 2.6		Bond Gbl Aggregate B EUR 2/2 e 116.99 0.8		mtx China Leaders B USD 2/1 e 261.30 2.3		Tél. 044 628 49 99			
FA Global Micro and SME FF H CHF CHF 4/1 b 122.50 -2.9		UBAM - Global High Yield Solution AC USD 4/1 e 182.81 -3.2		Eastern European Bond B EUR 2/1 e 135.29 -6.3		mtx.Sust.Asian Leaders(Ex-Jap) B USD 2/1 e 412.77 8.8		Fax 044 629 18 66			
FA Global Micro and SME FF H EUR EUR 4/1 b 138.57 -2.7		UBAM - US Dollar Bond AC USD 1/1 e 2939.92 8.0		Emerging Markets Debt B USD 2/1 e 134.70 -2.0		mtx.Sust.Emer.Mkts Leaders B USD 2/1 e 165.32 3.3		www.zurich.ch			
Solvalor Fund Management		UBAM-Med. Term US Corp.Bond AC USD 1/1 e 217.12 4.8		EUR Corporate Bond Mid Yield B EUR 2/1 e 185.35 0.6		Smart Data Equity B USD 2/1 e 157.79 1.7		Fonds en instruments du marché monétaire			
Tél. +41 58 404 03 00		UBAM - 30 Global Leaders Equity AHC USD 1/1 e 201.11 9.9		Euro Bond B EUR 2/1 e 440.48 3.0		Sustainable Swiss Equity A CHF 4/1 e 249.32 -1.6		Target Inv. Fd Geldmarkt CHF - B CHF 1/1 e 8.46 -1.0			
www.solvalor.ch		UBAM - Angel Jap Small Cap Eq APC JPY 1/1 e 18680.00 8.8		Global Convertible Bond B EUR 2/1 e 132.67 -1.2		Swiss Mid and Small Cap Equity B USD 2/1 e 239.70 -1.4		Fonds en obligations			
		UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC EUR 1/1 e 1762.93 -1.0		High Yield Bond B EUR 2/1 e 131.85 -3.6		US Equity B USD 2/1 e 1642.65 5.3		Target Inv. Fd Obligations CHF - B CHF 2/1 e 9.68 0.2			
		UBAM - Europe Equity AC EUR 1/1 e 439.40 -7.5		Sust Em Mkts Loc Coy Bd B USD 2/1 e 97.36 0.0		Vescore Swiss Eq Mlti Factor A CHF 2/1 e 151.29 -3.3		Fonds en actions			
		UBAM - SNAM Japan Equity Value AC JPY 1/1 e 1216.00 -18.7		Swiss Franc Bond B CHF 2/1 e 241.58 -0.8		Vontobel Swiss Dividend A CHF 4/1 e 621.21 1.3		Target Inv. Fd 100 CHF - B CHF 2/1 e 22.06 -4.4			
		UBAM - Swiss Equity AC CHF 1/1 e 390.39 2.3		Value Bond B CHF 2/1 e 110.42 2.2		Vontobel Swiss Small Companies A CHF 4/1 e 1121.13 3.2		Fonds d'allocation d'actifs			
								Target Inv. Fd 25 CHF - B CHF 2/1 e 12.29 -0.0			
								Target Inv. Fd 35 CHF - B CHF 2/1 e 13.03 -1.9			
								Target Inv. Fd 45 CHF - B CHF 2/1 e 14.23 -0.9			

BOURSE 16.09.2020

↑ SMI 10552.04 0.30% ↑ SPI 13083.32 0.41% ↑ SLI 1601.54 0.52% ↑ SMIM 2646.394 0.93% ↓ VSMI 20.072 -1.10%

Titre 16.09.	Rend. Div.	Cours du div.	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut	
ABB NA	0.80	3.34	23.92	0.50	14.11	24.69
Adecco Gr. NA	2.50	4.82	51.86	1.77	30.50	63.30
Alcon	0.00	0.00	52.76	1.07	38.63	63.30
Cr. Suisse NA	0.14	1.37	10.13	1.49	6.18	13.80
Geberit NA	11.30	2.12	532.00	0.87	361.40	550.80
Givaudan	62.00	1.53	4052.00	1.05	2505.00	4073.00
LafargeHolcim	2.00	0.00	44.19	0.11	28.30	53.98
Lonza Gr.	2.75	0.49	559.80	0.43	301.00	585.40
Nestlé NA	2.70	2.45	110.26	0.57	83.37	112.62
Novartis	2.95	3.59	82.27	-0.95	65.09	96.38
Richemont	1.00	1.52	65.90	-1.11	44.64	81.66
Roche Hld.GS	9.00	2.67	337.15	0.51	265.75	357.85
SGS	80.00	3.25	2461.00	1.48	1801.50	2876.00
Sika	2.30	1.04	220.10	0.46	125.10	223.00
Swatch Group I	5.50	2.53	217.00	0.37	151.00	287.00
Swiss Life	15.00	4.00	375.00	0.37	256.30	522.40
Swiss Re NA	5.90	7.82	75.48	0.19	52.68	117.05
Swisscom	22.00	4.39	500.60	1.01	446.70	577.80
UBS Group	0.35	3.15	11.26	0.58	7.00	13.28
Zurich Ins. Gr.	20.00	5.80	344.90	0.85	248.70	439.90

↑ GAGNANTS	Cours du SPI du 16.09.2020	PERDANTS ↓			
AMS	18.12	+9.06%	Aryzta NA	0.74	-11.40%
Perrot Duval	113.00	+8.65%	Relief Th.	0.43	-7.53%
ObsEva SA	2.72	+6.25%	Wisekey	1.25	-6.37%
Meyer Burger	0.21	+5.63%	ACHIKO LTD	0.49	-5.96%
VAT Group N	169.00	+4.26%	SoftwareONE	25.50	-4.49%



La Banque 16.09.	Devises		Billets		avec 100 fr. on achète
	achète	vend	achète	vend	
1 Euro	1.0758	1.0760	1.05	1.11	90.21
1 Dollar US	0.9059	0.9061	0.87	0.95	105.54
1 Dollar canadien	0.6883	0.6886	0.66	0.73	136.99
1 Dollar australien	0.6643	0.6646	0.63	0.71	141.84
100 Dollar hongkong	11.6891	11.6920	11.10	12.90	775.19
100 Yen	0.8608	0.8612	0.82	0.91	11019.28
1 Livre sterling	1.1725	1.1730	1.10	1.25	80.32
100 Couronnes suédoises	10.3283	10.3364	9.65	11.15	896.86
100 Couronnes norvég.	10.0877	10.0944	9.40	11.00	909.09
100 Couronnes danoises	14.4575	14.4653	13.60	15.35	651.47

1 Bitcoin USD	11066.26 (16.09.)	10858.76 (15.09.)
Monnaies		
16.09.		
Franc suisse	-	1.1008
Dollar US	0.9084	-
Euro	1.0748	1.1832
Livre sterling	1.1792	1.2981
Yen	0.8657	0.0095
Dollar canad.	0.6906	1.3154
Rouble	0.0121	74.9545

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)					
Cours 16.09.	Var. %	52 semaines			
clôture	j. d'av.	Haut	Bas		
ACHIKO LTD	0.49	-5.96%	1.67	0.17	
Addex Therap.	2.04	-1.92	2.95	0.95	
Adval Tech	138.00	1.47	174	120	
Aevis Vict. NA	11.80	-1.67	15.1	9.00	
Airesis SA	0.92	-2.13	1.35	0.77	
Allreal NA	197.20	1.13	224	160	
Also Holding	236.00	-0.63	263	123	
Aluflexpack	24.80	-2.36	26.5	11.3	
AMS	18.12	9.06	33.9	7.79	
APG SGA NA	177.60	0.68	299	155	
Arbonia NA	11.64	1.57	13.8	5.75	
Arundel NA	2.78	-	4.00	1.52	
Aryzta NA	0.74	-11.40	1.21	0.28	
Ascom NA	12.20	-1.29	12.8	4.37	
Asmaworld	1.92	-	3.25	1.30	
Autoneum H. NA	115.60	+0.00	128	50.0	
B. Profil de G.	1.42	-	3.00	1.16	
Bachem H. NA	370.00	2.21	395	138	
Baloise NA	147.20	0.96	187	106	
Bank Linth	494.00	-1.20	540	460	
Barry Callebaut	2030.00	0.20	2240	1626	
Baselland. KB	902.00	+0.00	948	846	
Basilea Pharm.	48.30	0.63	61.2	29.3	
Basler KB PS	61.40	-1.60	79.4	58.6	
BB Biotech	68.30	0.07	72.0	41.8	
Bellimo	7050.00	1.15	7960	4675	
Bell Food	254.00	-0.97	281	210	
BelleVue Gr.	23.90	1.27	29.9	19.6	
Bergb.Engelb.	37.50	1.90	75.6	36.3	
Berner KB	229.00	-0.22	244	198	
BFW Liegens. NA	43.40	-0.91	48.5	42.0	
BKW	101.60	+0.00	104	68.8	
Blackstone	1.99	-0.50	7.20	6.64	
Bobst Group	56.40	0.36	62.9	33.0	
Bossard	164.20	-0.36	181	90.0	
Bq. Cant. de G.	177.00	-0.56	204	174	
Bq. Cant. de J.	57.50	-0.86	59.0	50.0	
Bq. Cant. Vaud.	95.60	0.95	101	67.5	
Bucher Ind.	347.20	1.94	354	220	
Bündner KB	1540.00	0.98	1610	1350	
Burkhardt	232.50	2.20	289	138	
Burkhalter	64.60	-3.00	80.4	45.3	
BVZ	850.00	0.59	1590	770	
Calida Holding	27.30	-1.09	38.5	25.0	
Cassiopea	52.00	-0.38	58.6	24.0	
Cembra Money	112.10	1.91	124	70.0	
CI Com	2.54	+0.00	3.10	1.60	

Kuehne + Nagel	178.40	1.11	180	119
Kuros Bios.	2.38	-1.24	4.49	1.51
Lalique Group	29.00	-	40.8	21.2
Landis+Gyr	54.00	1.89	106	51.8
lastminute	19.75	1.80	49.3	15.0
Leclanché NA	0.57	-2.71	1.70	0.48
Lem	1756.00	-1.13	1784	850
Leonteq	33.15	-0.45	51.0	28.2
Liechten. LB	53.50	-4.46	68.0	45.0
Lindt & Spr.	82500.00	1.85	93800	65200
Lindt & Spr. PS	7805.00	1.17	8665	6365
Logitech NA	64.82	0.43	70.5	28.7
Luzerner KB	398.00	-0.50	452	348
MCH Group N	14.15	2.91	29.6	11.6
Medacta Gr.	85.70	-1.15	90.4	39.8
Medartis	42.15	4.07	48.9	31.6
Meier Tobl	9.50	+0.00	17.2	9.00
Metal Zug	1350.00	+0.00	2430	1205
Meyer Burger	0.21	5.63	0.26	0.07
Mikron	5.20	1.17	7.46	4.20
Mobilzone	9.16	-0.43	11.7	7.08
Mobimoo	264.00	-0.38	322	231
Molecular Partn.	16.30	-0.12	24.9	11.1
Newron Pharma	2.00	1.42	7.86	0.90
Novavest Real Est.	44.10	-0.90	47.7	38.8
ObsEva SA	2.72	6.25	10.1	1.48
OC Oerlikon NA	7.98	-0.44	11.7	5.31
Orascom Dev.	8.72	+0.00	16.3	6.30
Orell Füssli	91.00	+0.00	115	86.0
Orior	74.20	-0.27	94.7	71.0
Partners Gr.	867.20			

FORUM
DES 100

Le monde du travail, la santé, la mobilité, l'éducation, la finance... ont été bouleversés par la pandémie. La technologie s'est-elle révélée salutaire? Ou la crise n'a-t-elle pas au contraire montré ses limites? Ce questionnement sera le fil rouge de la 16^e édition du Forum des 100.

Date et lieu de l'événement

Vendredi 25 septembre 2020
♦ 8h30 — 12h00 ♦

28 septembre au 2 octobre,
tous les jours
♦ 11h00 — 11h45 ♦

En ligne

Thème

Post-covid: la technologie
peut-elle nous sauver?

Informations

www.forumdes100.ch

PROPOS RECUEILLIS PAR
MATHILDE FARINE ET ANOUCH SEYDTAGHIA
@MathildeFarine et @Anouch

INTERVIEW A 38 ans, Aurélie Jean a déjà eu plusieurs vies. Cette spécialiste des algorithmes et de la modélisation numérique a mené plusieurs travaux de recherche dans la santé, notamment au Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Boston. Fondatrice de la société franco-américaine In Silico Veritas, spécialisée dans le conseil stratégique en données et en algorithmique, elle est aussi associée auprès de la société française de conseil Altermind. Aurélie Jean a notamment publié, en 2019, *De l'autre côté de la machine. Voyage d'une scientifique au pays des algorithmes*. Elle a répondu par écrit à nos questions.

La technologie et l'intelligence artificielle peuvent-elles nous aider à sortir de cette crise sanitaire? Cette question est bancale, car beaucoup de choses peuvent aider à sortir de la crise sanitaire. L'intelligence artificielle (IA) en fait partie, mais elle n'est pas la seule. On peut, par l'IA, simuler des scénarios de déconfinement et de reconfinement, contribuer au développement de vaccins, ou encore améliorer la logistique par une optimisation des transports de matériels, voire de patients. Cela étant dit, l'IA seule ne peut pas réussir sans le soutien de la médecine, c'est une évidence qu'il ne faut jamais oublier.

L'intelligence artificielle aurait-elle eu la possibilité de prévenir la pandémie ou de la prédire? Ou pourra-t-elle le faire à l'avenir? Des modèles d'IA sont utilisés pour anticiper chaque année les évolutions de la grippe saisonnière, mais cela aurait été quasiment impossible pour le virus du Covid-19 et ce pour plusieurs raisons. L'IA fonctionne sur des composantes explicites de modélisation dans lesquelles on décrit le phénomène à simuler, et sur des composantes implicites dans lesquelles la logique est décrite implicitement par apprentissage sur des données qui représentent des scénarios du passé du phénomène à simuler. On comprend les limites de la prédiction du Covid-19. Contrairement à la grippe saisonnière, on ne connaissait pas bien les mécanismes de transmission du virus du Covid-19. Cette pandémie étant un phénomène rare, il n'y a pas d'événements similaires dans le passé et sur lesquels un modèle d'IA aurait pu apprendre.

Aujourd'hui, comment peut-on gérer la question de la confidentialité des don-



Aurélie Jean: «L'IA seule ne peut pas réussir sans le soutien de la médecine, c'est une évidence qu'il ne faut jamais oublier.» (JOËL SAGET/AFP)

«En médecine, l'intelligence artificielle a un impact énorme»

TECHNOLOGIE

Chercheuse et entrepreneuse, Aurélie Jean est spécialisée en science numérique. Selon elle, utilisée à bon escient, l'intelligence artificielle peut nous aider dans de nombreux domaines, à commencer par la santé

nées? Et face à la méfiance générale, comment peut-on convaincre de l'apport de l'IA? Cette méfiance et cette perte de confiance sont largement expliquées par les nombreux scandales qui ont bercé le quotidien des individus depuis plus de deux ans, depuis l'affaire de Cambridge Analytica plus précisément. Pour regagner cette confiance, il faut que les acteurs privés et publics expliquent comment les outils qu'ils déploient fonctionnent, engager les consommateurs dans la conception des outils (voir le livre *The Inversion Factor*), ou encore expliquer le rôle d'organismes tels que la CNIL pour en comprendre les bénéfices. Il faut également que nos dirigeants économiques et politiques comprennent

le rôle des données dans les modèles d'IA, ou encore comment fonctionnent les algorithmes, afin d'expliquer avec justesse des points techniques souvent trop brouillons dans les discours officiels.

Estimez-vous qu'un risque important lié à l'IA, c'est de ne plus pouvoir expliquer comment une machine a pris telle ou telle décision? Il est vrai que le niveau d'explicabilité des algorithmes diminue avec les techniques d'apprentissage, contrairement à la modélisation explicite mathématique. Cela dit, nous avons encore un moyen d'expliquer ou d'interpréter un minimum en montrant par exemple ce que sont les données sur lesquelles l'algorithme a appris,

ou encore en analysant les réponses algorithmiques en fonction des données d'entrée. Des scientifiques travaillent actuellement pour permettre l'apprentissage sur des données dites «non labellisées». En d'autres termes, l'algorithme apprendrait sur des données brutes sans description quantitative de ces dernières, ce qui empêcherait donc d'expliquer sur quelles «quantités» l'algorithme apprend. Cette évolution va nous permettre d'aller encore plus loin dans l'abstraction des problèmes à résoudre et d'aller plus vite – la labellisation des données prend un temps considérable –, mais cela va également diminuer fortement le niveau d'explicabilité des modèles.

«La pandémie de Covid-19 étant un phénomène rare, il n'y a pas d'événements similaires dans le passé et sur lesquels un modèle d'intelligence artificielle aurait pu apprendre»

Quels sont les exemples les plus intéressants ou utiles d'IA qui sont déjà mis en place? Ma réponse est forcément biaisée car je m'intéresse de près à la médecine, dans laquelle je travaille toujours aujourd'hui dans le cadre d'un petit projet de recherche. L'IA en médecine a un impact énorme, tant dans les diagnostics, l'optimisation des traitements, que dans les examens médicaux et la logistique des institutions de santé comme des hôpitaux. J'ai beaucoup d'espoir dans l'IA appliquée à la médecine, pour mieux soigner, au bon moment et partout dans le monde!

Quelle définition avez-vous de l'IA? On a l'impression que c'est devenu un terme marketing utilisé par de nombreuses entreprises... Je n'apprécie pas ce mot (*pires...*). Pour reprendre la déclaration du professeur Yoshua Bengio [ndlr: corécepteur du Prix Turing 2018], je dirais qu'il faut parler de «stupidité artificielle» car on ne rend pas l'ordinateur plus intelligent mais moins stupide. Je citerais également le livre de mon ami Luc Julia, directeur de la recherche chez Samsung, *L'Intelligence artificielle n'existe pas*. Je préfère parler de «science numérique ou computationnelle» pour reprendre le terme anglo-saxon «computational science». C'est l'ensemble des modèles de simulations sur ordinateur qui reproduisent des mécanismes de raisonnement analytique, voire mathématique, pour résoudre un problème ou répondre à une question.

Appelez-vous à une régulation au niveau mondial de l'IA, ou est-ce vain ou inutile? Je n'appelle à rien du tout (*pires...*). Par pragmatisme, il me semble difficile de concevoir une régulation mondiale sur quoi que ce soit... Nous n'arrivons déjà pas à nous mettre d'accord dans le monde sur les droits de l'homme! Mais je crois en l'exemplarité, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) européen a influencé quelques textes de régulation dans le monde, comme le CCPA (California Consumer Privacy Act).

On parle de la sous-représentation des femmes dans la tech depuis des années. Ce problème est-il en voie d'être résolu? Malheureusement pas, tout est très (trop) lent! Il faut encourager les filles à se lancer, changer les codes des écosystèmes techniques et scientifiques, avoir des politiques dynamiques chiffrées pour atteindre plus rapidement une diversité exemplaire qui deviendra son propre catalyseur. De nombreuses organisations et écoles agissent activement dans ce sens, mais sans le soutien des hommes puissants à la tête des institutions publiques et privées, ça ne changera pas. J'ai travaillé pendant presque deux ans pour une entreprise dont le patron est exemplaire sur le sujet de la diversité, Michael Bloomberg. Un homme puissant, influent et moderne, qui est un défenseur des droits des femmes, de l'égalité des chances de réussite professionnelle, peu importe son genre, son orientation sexuelle, son âge ou encore sa couleur de peau et sa religion. Il nous faut plus de Michael Bloomberg dans le monde économique! ■

La reprise de l'économie suisse se poursuit

CONJONCTURE Après l'effondrement du premier semestre, l'économie suisse connaît une reprise rapide. Un retour du PIB au niveau de fin 2019 n'est toutefois pas attendu avant fin 2021, estime Credit Suisse

AWP

A l'occasion de la publication mercredi du *Moniteur Suisse* pour

le troisième trimestre, les experts de Credit Suisse ont confirmé leurs projections «relativement optimistes» de recul de 4% du PIB helvétique pour 2020, mais prévoient que «la suite de la reprise devrait se montrer plutôt hésitante». La banque table sur un scénario en «V incliné».

Credit Suisse estime en outre qu'en raison de la faible dynamique de croissance, l'immigra-

tion nette devrait reculer en 2021 à son niveau le plus bas depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en juin 2007. La récession et la hausse du taux de chômage seront les principaux responsables de cette situation.

Chômage attendu en hausse

En dépit des mesures de chômage partiel qui ont permis de limiter les dégâts, le taux de

sans-emploi devrait augmenter. «Pendant le confinement, 25% des actifs occupés étaient soumis au régime de réduction d'heures de travail», a rappelé Maxime Botteron, économiste chez Credit Suisse.

Concrètement, la banque table sur une hausse du chômage à 4% mi-2021 contre 3,3% actuellement. On peut anticiper qu'une telle hausse freinera la croissance de la

consommation, sans toutefois l'étouffer», estiment les auteurs du *Moniteur Suisse*. La reprise sera freinée «par un coronavirus qui continuera longtemps à peser sur l'économie mondiale». S'ils n'attendent pas un nouveau confinement généralisé, ils estiment cependant que des restrictions de mobilité temporaires et localisées continueront de peser sur la conjoncture. ■

PUBLICITÉ

Donner du sens à son Job!

Jeune 50naire dynamique ayant toujours évolué dans le domaine de la gestion d'entreprise souhaite redéployer ses compétences au sein d'un environnement professionnel qui procure du sens avec une mission claire et cohérente en lien avec les enjeux actuels (post-COVID).

Annonce sérieuse et très motivée, contact: donner_du_sens@bluewin.ch

16 Carnet du jour

DEUIL

*Si l'effort est trop grand pour la faiblesse humaine
De pardonner les maux qui nous viennent d'autrui,
Épargne-toi du moins le tourment de la haine;
À défaut du pardon, laisse venir l'oubli.*

*Les morts dorment en paix dans le sein de la terre:
Ainsi doivent dormir nos sentiments éteints.
Ces reliques du cœur ont aussi leur poussière;
Sur leurs restes sacrés ne portons pas les mains.
Alfred de Musset, «La nuit d'octobre».*

Audrey Doyen a la tristesse d'avoir appris le décès de son père

MONSIEUR WILLY ANZÉVUI

Elle n'a pas été associée au deuil familial, mais se sont joints à sa peine: sa maman, Joëlle Doyen; ses amis, à Paris et en Suisse.

IN MEMORIAM

En mémoire de

Giampietro FONTANA

décédé le 6 avril 2020

Une cérémonie aura lieu le samedi 26 septembre 2020 à 11h à la Missione catholica italiana, 15, rue de la Mairie à Genève.

Anne-Françoise COMTE FONTANA

CARNET DU JOUR

Pour tout faire-part de décès, l'avis de remerciement de la famille est offert

Le Temps publicité:
Tél. +41 58 269 29 00
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

CONVOIS FUNÈRES

LAUSANNE

14 h 30: **M^{me} Rose Vez-Allemann**; Lausanne; centre funéraire de Montoie, chapelle A.

15 h: **M. Joao Pedro Da Silva Azevedo**; Etoy; centre funéraire de Montoie, chapelle A.

VAUD

Avenches – 14 h 30: **M^{me} Lusumba Agnès Nkashama Tshibanda Bakambamba**; église catholique.

Coppet – 15 h: **M. David Moreillon**; son jardin.

La Chiésaz – 14 h 30: **M^{me} Raymonde Krenger-Stalder**; temple.

Onnens – 14 h: **M^{me} Marie-Louise Jaquet-Dagon**; temple, chaque participant devra être muni d'un masque.

St-Livres – 14 h: **M^{me} Antoinette Pellet-Wittwer**; temple, dans le respect des directives sanitaires.

JURA

Delémont – 14 h: **M. Etienne Crétin**; église Saint-Marcel, port du masque obligatoire.

Saignelégier – 14 h: **M^{me} Colette Noirat**; église.

NEUCHÂTEL

Neuchâtel – 9 h: **M. Ezio Turci**; église néo-apostolique, rue Gabriel-Lory 1, le port du masque sera obligatoire et veuillez vous munir d'un papier avec vos coordonnées, que nous récolterons sur place.

Neuchâtel – 14 h: **M. Yves Baer**; église néo-apostolique, le port du masque sera obligatoire et veuillez vous munir d'un papier avec vos coordonnées, que nous récolterons sur place.

Neuchâtel – 16 h: **M^{me} Jacqueline Suter GrosPierre**; église néo-apostolique, rue Gabriel-Lory 1, merci de vous munir d'un masque et d'une feuille mentionnant vos coordonnées que nous récolterons.

VALAIS

St-Pierre-de-Clages – 17 h: **M. Jelle Maeder**; église.

Savièse – 17 h: **M^{me} Ange-Marie Varone-Duc**; église paroissiale.

Sion – 10 h 30: **M^{me} Florence Galley-Grandjean**; église de Saint-Guérin, dans le respect des restrictions actuelles.

Troistorrens – 16 h: **M^{me} Madeleine Cettou**; église paroissiale.

GENÈVE

Chêne-Bougeries – 14 h 30: **M. Roger Allenbach**; temple.

Genève – 13 h 30: **M^{me} Marie-Christine Mercier**; centre funéraire de Saint-Georges.

Genève – 14 h 45: **M. Yves Bossy**; centre funéraire de Saint-Georges.

Puplinge – 14 h: **M^{me} Rosemarie Reboli**; église, en raison des mesures sanitaires, le port du masque sera obligatoire durant la cérémonie.

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD

CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00

Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Policlinique médicale universitaire: Tél. 021 314 60 60
Permanence PMU-Flon: Tél. 021 314 90 90

FRIBOURG

Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL

Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chau-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chau-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chau-de-Fonds: Tél. 032 910 094 00

VALAIS

Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA

Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈRES EN SUISSE ROMANDE

GENÈVE
Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00
Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60
A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00,
VAUD
Pompes funèbres officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45
Blanchet & Wiesmann SA: Renens, Tél. 021 636 13 13
Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13
Nyon: Tél. 022 362 33 33
Cassar Pompes Funèbres SA: Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10.
Aigle: tél. 024 466 46 56
Aubonne: Tél. 021 808 62 88
Bex: tél. : 024 463 35 79
Carrouge: Tél. 021 903 26 24
Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69
Château-d'Œx: Tél. 026 924 40 00
Chexbres: Tél. 021 946 24 01
Echallens: Tél. 021 882 23 35
Froideville: Tél. 021 881 15 20
Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94
La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54
Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12
Mézières: Tél. 021 903 23 38
Montreux: Tél. 021 964 46 46
Morges: Tél. 021 801 06 08
Morrens: Tél. 021 731 16 55
Moudon: Tél. 021 905 28 28
Nyon: Tél. 022 361 80 10
Orbe: Tél. 024 441 15 55
Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15
Rolle: Tél. 021 825 50 60
Villeneuve: Tél. 021 960 30 20
Vuibroye: Tél. 021 907 79 18
Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27
Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24
Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38
Florideuil: Lausanne, av. William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97

Funeradog: Pampigny, rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33
Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91
François Schneider et fils, Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43.
Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres: **Morges,** av. de Vertout 8, Tél. 021 801 23 43
Bière: Tél. 021 809 51 60
Nyon: Tél. 022 361 05 05
Perroy: Tél. 021 825 30 40
Gavillet SA Pompes funèbres: **Montreux,** avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32
Vevey: Tél. 021 922 89 11
Générales SA: **Montreux,** avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43
Vevey, boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13
Le Sépey, route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51
Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22
Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44
Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20
Pérusset SA: Orbe., rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78
Pompes Funèbres de la Riviera: **Vevey,** avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00
Clarens, Tél. 021 961 11 12
La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80
St-Légier-La Chiésaz, Tél. 021 943 53 00
Pompes Funèbres de Saint-Laurent SA: **Moudon,** rue du Temple 6, Tél. 021 905 12 00

NEUCHÂTEL
Wasserfallen Pompes Funèbres: faubourg du Lac 11, Tél. 032 725 40 30.
Flühmann-Evard: rue de la Maladière 16, Tél. 032 725 36 04
Pompes Funèbres Flühmann-Evard, Couvet: Tél. 032 863 23 42.
Accompagnement Guntert J.-F. pompes funèbres SA, La Chau-de-Fonds: rue de Chasseral 79, Tél. 032 968 38 33
Pompes funèbres Yan Dubois, Couvet: Clos-Pury 7, Tél. 032 861 12 64
Emery Pompes funèbres, Hauterive: Rouges-Terres 1B, Tél. 032 841 18 00
Pompes Funèbres Horizon, Colombier: rue du Creux-du-Sable 20, Tél. 032 842 18 42

JURA

ARC-Jura Voisard SA: www.arc-jura-voisard.ch
Delémont: rue de Fer 7, Tél. 032 422 25 25
Bassecour: Tél. 032 426 88 88
Saignelégier: Tél. 079 426 90 11.
Pompes Funèbres Chaignat SA: Saignelégier, rue de la Gruère 25, Tél. 032 951 24 51

FRIBOURG (CANTON)

Pompes Funèbres Générales Fribourg-Région Sàrl: **Fribourg:** rue de Morat 54, Tél. 026 322 39 95
Bulle: Tél. 026 913 97 07
Romont: Tél. 026 652 89 90
Murith P. SA: **Fribourg:** bd de Pérolles 27, Tél. 026 322 41 43
Corsery: les Pontets 10, Tél. 026 470 19 94
Domdidier: route de Saint-Aubin 6, Tél. 026 675 41 33
Murten: Tél. 026 672 21 00
Bestattungsdienst Josef Mülhauser: **Düdingen:** Velgaweg 4, Tél. 026 493 30 46
Bestattungsdienst Raemy GmbH: **Giffers:** Allmendstrasse 20, Tél. 026 418 14 29

VALAIS

Gay-Crosier & Terretaz SA: **Martigny:** rue d'Octodure 2, Tél. 027 722 24 13.
Pompes funèbres Pagliotti & Fils: **Martigny:** av. du Grand-St-Bernard 66, Tél. 027 721 87 21

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Pont Bessières 3
Case postale 6714 – CH – 1002 Lausanne
Tél + 41 58 269 29 00
Fax + 41 58 269 28 01
Conseil d'Administration
Présidence: Marc Walder
Direction
Ringier Axel Springer Suisse SA
Direction Suisse romande:
Madiha Favre
Gael Hurlimann
Michel Jeanneret
Olivier Schwarz
Rédaction en chef
Rédacteur en chef:
Stéphane Benoit-Godet
adjoins:
David Haeberti,
Éléonore Sulser
Rédacteur en chef web:
Gael Hurlimann
adjoins: Xavier Filliez
Assistante: Marie-Jane Berchten

Chefs de rubrique
International: Marc Allgöwer
Suisse: Vincent Bourquin
Economie: Valère Gogniat
Opinions & Débats: Frédéric Koller
Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo
Epoque & Société: Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Pascaline Minet
Chefs d'édition
Nicolas Dufour (numérique)
Olivier Perrin
Philippe Simon
Jean-Michel Zufferey
Responsable production
Cyril Bays

Iconographie
Catherine Rüttimann
Rédacteur en chef ad interim
T Magazine
Stéphane Benoit-Godet

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Genève
Responsable: David Haeberti
Rue Jean-Violette 10
CH- 1205 Genève
Tél. + 41 58 269 29 00
Rédaction de Berne
Responsable: Bernard Wuthrich
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 58 269 29 26

Rédaction de Sion
Responsable: Grégoire Baur
Case postale 906
1950 Sion
Tél. +41 58 269 29 79

Rédaction de Zurich
Flurstrasses 55
CH - 8048 Zurich
Tél. + 41 58 269 29 00

Relation clients
Ringier SA
Pont Bessières 3
CP 7289 - 1002 Lausanne
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 0848 48 48 05
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.abos

Marketing
Directeur Suisse: Roland Wahrenberger
Directrice romande: Madiha Favre
Brand Manager: Emmanuelle Dellus

Business et développement
Directeur: Alain Jeannet

Régie publicitaire
Admeira SA
Pont-Bessières 3
1002 Lausanne
Tél. +41 58 909 98 23
E-mail: lt_publicite@admeira.ch
Prix et conditions générales: www.admeira.ch/fr

Director brand sales: Thomas Passen
Head of sales romandie: Anne-Sandrine Backes-Klein

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA
Tirage diffusé
35 508 exemplaires
(source : tirage contrôlé REMP 2019)

Audience REMP MACH Basic
2020-1: 111 000 lecteurs

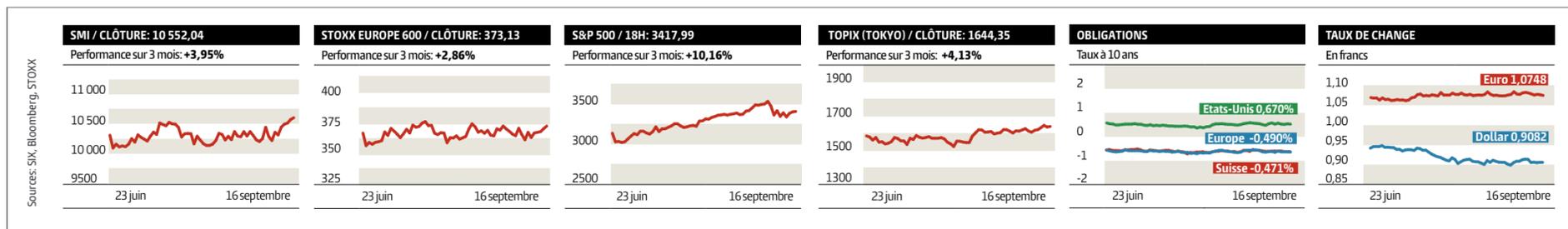
La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur (tél.+41582692800; e-mail: info@letemps.ch) sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support,

qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres oeuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139



Journal imprimé sur papier certifié FSC®



Affaire Falciani: des réparations sont encore possibles

JUSTICE Un ancien client de HSBC réclame le remboursement des frais d'avocats qu'il a dû assumer suite au vol de données par l'ex-informaticien de la banque genevoise. Le Tribunal fédéral ne ferme pas complètement la porte

SÉBASTIEN RUCHE
@sebruch

Plus de douze ans après les faits, l'affaire Falciani continue à occuper les tribunaux suisses. Le Tribunal fédéral a tranché mi-août le recours d'un homme d'affaires israélo-grec dont le nom figurait sur les fichiers volés par l'informaticien de la banque HSBC à la fin des années 2000. Après la révélation qu'il détenait des comptes en Suisse, cet homme d'affaires avait été visé par une série d'articles jugés très défavorables et par une procédure fiscale en Grèce au début des années 2010. Deux fronts sur lesquels l'homme d'affaires s'est battu, au prix d'importants frais d'avocats, dont il demandait remboursement à la banque et au voleur. La Cour suprême lui a donné partiellement raison et renvoyé le dossier au niveau cantonal.

une enquête contre Sabby Mionis, qui affirmait en 2017 avoir toujours payé ses impôts.

La presse grecque le présentait alors comme étant à la tête d'un demi-milliard de francs, ce qui en faisait le plus important contribuable parmi les quelque 200 comptes ouverts entre 1997 et 2007 par des ressortissants grecs auprès de HSBC à Genève. L'homme d'affaires apparaissait en réalité sous plusieurs casquettes dans les fichiers volés par Hervé Falciani:

L'affaire est renvoyée à l'autorité cantonale, qui devra décider à nouveau si Sabby Mionis peut réclamer des dédommagements à HSBC

d'une part, en tant qu'actionnaire et directeur général d'une société de gestion de fortune dont les clients avaient des fonds déposés à HSBC et, d'autre part, pour une partie de fortune personnelle, détenue à travers plusieurs structures dont il était le bénéficiaire économique.

Sabby Mionis a par la suite obtenu des dommages et intérêts contre deux journaux grecs, tandis que le volet fiscal du dossier est toujours en cours, selon l'arrêt du Tribunal fédéral daté du 19 août (4A_52/2020). La Cour suprême s'est penchée sur la question de savoir si l'entrepreneur peut être dédommagé pour les frais d'avocats qu'il a encourus à cause du vol de données, par la banque et par Falciani. Soit plus de 2 millions de francs, dépensés pour attaquer plusieurs médias à partir de 2013 et dans le cadre de la procédure du fisc hellénique, ainsi que 10000 francs pour tort moral. Sabby Mionis avait déposé une demande de paiement dans ce sens auprès du Tribunal de

première instance de Genève en juin 2016.

L'affaire Falciani a donné lieu à toute une série de décisions de justice par le passé, en plus de la condamnation à 5 ans de prison pour le principal intéressé. Selon la jurisprudence (arrêt 4A_21/2017 du 4 octobre 2017), un client sanctionné par son fisc national suite à ce vol de données ne peut pas obtenir de dédommagement pour l'amende qu'il se voit infliger, car cette amende est personnelle.

trait aux articles de presse et ce qui est lié au dossier fiscal. Dans le premier cas, Sabby Mionis a réglé son différend avec les médias et journalistes concernés en septembre 2013. Il est trop tard pour demander des dédommagements, tranche le Tribunal fédéral.

Patrimoine complexe

Dans le second cas, en revanche, l'homme d'affaires ne pouvait pas connaître le dommage potentiel qu'il aurait à subir au moment où la procédure fiscale a été lancée, en 2013 (ce qui aurait entraîné le compte à rebours de la prescription). Actif dans plusieurs pays et à travers plusieurs sociétés, l'homme est à la tête d'un patrimoine complexe, «rendant l'estimation du potentiel préjudice au début de la ou des procédures particulièrement ardue, voire impossible», argumente la cour. Il n'y a donc pas prescription. L'affaire est renvoyée à l'autorité cantonale, qui devra décider à nouveau si Sabby Mionis peut réclamer des dédommagements à HSBC. Contactée par *Le Temps*, la banque n'a pas souhaité commenter l'arrêt du Tribunal fédéral.

En première instance, le tribunal a estimé que les demandes de Sabby Mionis à l'encontre de la banque et de son ex-informaticien étaient prescrites. En appel, la Cour de justice du canton de Genève a autorisé l'homme d'affaires à poursuivre Falciani, mais pas la banque, là aussi pour cause de prescription.

La prescription peut intervenir un an après que la partie lésée a eu connaissance du dommage, et dans tous les cas dix ans après le jour où le fait à l'origine du dommage s'est produit, relève le Tribunal fédéral. Mais dans ce dossier, «la situation évolue», poursuit la Cour: de nouveaux articles défavorables à Sabby Mionis peuvent encore sortir et la procédure fiscale grecque est toujours ouverte. Dans ce cas, le délai de prescription ne court pas avant que la situation ait cessé d'évoluer.

Contrairement à la cour cantonale, le Tribunal fédéral estime que la prescription n'a pas débuté au même moment pour ce qui a

La Fed prévoit une récession moins brutale

POLITIQUE MONÉTAIRE La Réserve fédérale table désormais sur une récession moins forte que prévu pour les Etats-Unis en 2020

AFP

Le produit intérieur brut des Etats-Unis devrait reculer de 3,7% en 2020, contre -6,5% estimé en juin, a indiqué mercredi la Réserve fédérale américaine (Fed). Mais le rebond qui suivra sera moins fort: 4% en 2021 et non 5%, et 3% en 2022 au lieu de 3,5%, puis 2,5% en 2023.

Le chômage, qui était en février à son plus bas niveau en cinquante ans à 3,5%, devrait s'élever à 7,6%, ce qui est mieux que les 9,3% estimés en juin quand l'économie se remettait peu à peu en mouvement après la paralysie provoquée par la pandémie de Covid-19. Les chiffres du mois d'août ont été meilleurs que prévu avec un taux de chômage réduit déjà à 8,4% contre un pic historique de 14,7% en avril.

La Fed a également révisé en hausse l'inflation pour 2020, à 1,2%, contre 0,8%, et pense atteindre l'objectif des 2% en 2023. La Réserve fédérale vient de changer sa politique, face à cette situation sans précédent, afin de permettre plus facilement au pays de retrouver le plein-emploi. Elle permettra à l'inflation d'aller de façon temporaire au-delà de l'objectif de 2% annuels sans augmenter ses taux, ce qu'elle faisait jusqu'à présent.

Taux inchangés

La Fed a laissé, sans surprise, inchangés ses taux d'intérêt. Ils avaient été abaissés dans une fourchette de 0 à 0,25% en urgence en mars, face à la propagation du Covid-19 aux Etats-Unis et à la mise en place des mesures de confinement. Cette décision n'a pas été prise à l'unanimité, avec deux personnes ayant voté contre. Cette réunion du comité monétaire était la dernière avant l'élection présidentielle du 3 novembre. ■

PROPOSÉ PAR BCGE

Freiné par Novartis

BOURSE La bourse suisse a démarré la séance de mercredi sur une note inchangée à 10519,74 points, après avoir progressé la veille. Les indications préliminaires de Wall Street étaient positives. Le SMI a clôturé en hausse de 0,30% à 10552,04 points et le SPI de 0,21% à 13058,10 points. Parmi les poids lourds défensifs, Roche a progressé de 0,51% à 337,50 francs. Le leader pharmaceutique a décroché, aux Etats-Unis, une extension d'homologation pour l'un de ses tests cytologiques. Novartis (-0,95% à 82,27 francs) et le géant alimentaire Nestlé (+0,57% à 110,26 francs) ont évolué en ordre dispersé. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

LE TITRE VEDETTE



CHARTÉ ÉDITORIALE www.letemps.ch/partenariats

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

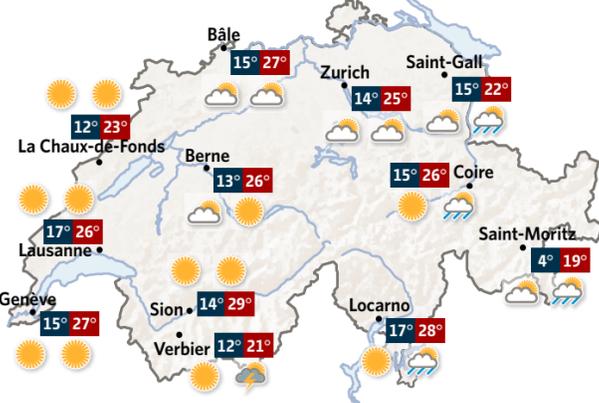
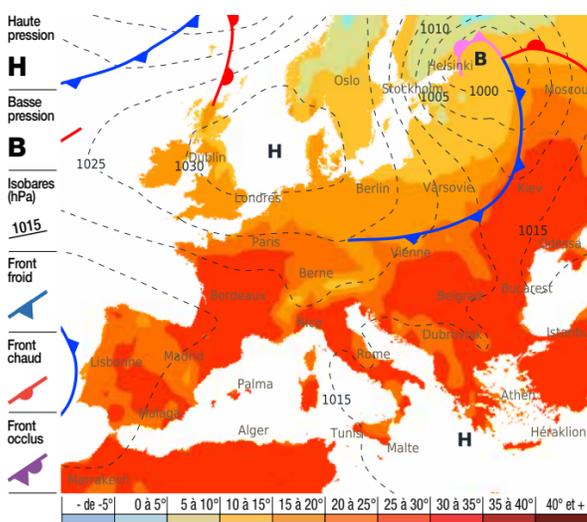
Jeudi 17 septembre 2020

lever: 07h16
coucher: 19h43
3 minutes de soleil en moins

lever: 06h51
coucher: 20h13

nouvelle lune
taux de remplissage: 0%

Situation générale aujourd'hui à 13h



LE TEMPS est toujours très chaud pour la saison et sera généralement ensoleillé aujourd'hui et vendredi avec des cumulus en montagne pouvant très localement produire une averse. La bise soufflera modérément sur le Plateau aujourd'hui

et quelques bancs de stratus pourront masquer le soleil par endroits vendredi matin. Le week-end s'annonce plus instable avec de nombreux passages nuageux et quelques averses ou orages, en particulier dimanche.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI
	80%	60%	60%	50%	40%
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	13° 26°	12° 26°	14° 24°	13° 23°	12° 23°
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	14° 29°	14° 28°	15° 26°	14° 25°	13° 24°
Suisse centrale et orientale	14° 26°	13° 25°	13° 24°	13° 24°	12° 22°
Sud des Alpes	18° 26°	18° 24°	17° 23°	16° 23°	16° 22°

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi. Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666 en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24 (fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

Nasser al-Khelaïfi n'a rien lâché

JUSTICE Le président qatari du Paris Saint-Germain et du BeIN Media Group s'est sorti sans grand mal de son audition devant la Cour des affaires pénales. Ce qu'il a fait n'est pas contesté et ce qui est contestable, ce n'est pas lui qui l'a fait

LAURENT FAVRE, BELLINZONE
@LaurentFavre

«Je suis président du Paris Saint-Germain, du BeIN Media Group, de la fédération de tennis du Qatar. Membre de Qatar Sport Investment (QSI), de Qatar Sport Authority (QSA), du comité exécutif de l'UEFA, du comité directeur de l'Association des clubs européens (ECA). Membre de Miramax. Ministre d'Etat. Et c'est tout ce dont je me souviens.» Dès les premières minutes de son audition, le ton est donné: Nasser al-Khelaïfi, qui déclare «de 15 à 25 millions de dollars de revenus annuels» et «entre 70 et 100 millions» de fortune personnelle, n'est pas un prévenu comme les autres.

Il le voudrait qu'il ne le pourrait pas. Le médecin cantonal tessinois l'a dispensé de quarantaine (il est domicilié à Doha) mais a incité la Cour des affaires pénales à installer trois panneaux de plexiglas qui l'isolent du reste de la salle. Ses avocats lui ont sans doute conseillé de s'exprimer en arabe. Il comprend pourtant suffisamment bien le français pour reprendre son interprète lorsqu'elle traduit mal certains termes sportifs ou économiques. Grand, très mince mais large d'épaules, les cheveux d'un noir épais sur un long visage anguleux, il a des airs de Novak Djokovic. Surtout lorsqu'il boit de l'eau, régulièrement, à petites gorgées, comme le joueur de tennis professionnel qu'il fut.

Amusé d'être là

Nasser al-Khelaïfi est soupçonné d'avoir offert à fin 2013 l'usage exclusif d'une somptueuse maison en Sardaigne, la Villa Bianca, à l'ancien secrétaire général de la FIFA Jérôme Valcke en échange de l'attribution au BeIN Media Group des droits télé pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient des Coupes du monde 2026 et 2030. Cela n'a pas l'air de l'inquiéter.



Nasser al-Khelaïfi, qui déclare «de 15 à 25 millions de dollars de revenus annuels» et «entre 70 et 100 millions» de fortune personnelle, n'est pas un prévenu comme les autres. (FRANCESCA AGOSTA/EPA)

Il semble même parfois amusé d'être là. Il y est en tout cas très bien préparé. Aux mêmes questions du tribunal, il formule les mêmes réponses que Jérôme Valcke: il n'a pas parlé de l'attribution des droits médias de la Coupe du monde 2026 et 2030 lors des six heures de vol vers Doha passées en sa compagnie le 1er septembre 2013; l'offre du BeIN Media Group pour ces droits était «une affaire en or pour la FIFA»; ils n'ont pas conclu de «pacte corruptif»; il n'y a pas de lien entre l'attribution des droits médias et l'achat de la Villa Bianca, qui est

une opération privée sans lien avec la FIFA.

Absent des débats le matin pour la fin de l'audition de Jérôme Valcke (concernant ses relations avec le troisième prévenu, l'homme d'affaires grec Dinos Deris), «Nasser» aura noté que, dans toutes les pièces du dossier, il apparaît toujours comme un recours et non comme le requérant, ce qui s'accorde mal avec le chef d'accusation d'«incitation à gestion déloyale aggravée». La force du dirigeant multicarte qatari tient aussi dans le fait que, s'il est partout, il n'est jamais

impliqué en première ligne. Il y a à chaque fois un «collaborateur», un «ami», «le frère d'un collaborateur», toujours quelqu'un qu'il considère «comme un frère», pour le faire à sa place.

Ainsi sur la Villa Bianca: «Je ne sais plus quand, mais il [Jérôme Valcke] m'a présenté une fois un projet d'investissement splendide en me demandant si j'étais intéressé ou si je connaissais quelqu'un qui pouvait être intéressé, explique-t-il. Je n'étais pas intéressé, mais un ami a pensé à son frère qui, lui, était intéressé.» Même fin de non-rece-

voir quelques mois plus tard à Paris. «J'étais respectueux mais c'était impossible. Selon nos lois, il faut résider au Qatar pour obtenir un prêt et disposer de deux garants si l'on n'est pas qatari. Je ne lui ai pas fait de promesse.»

La Villa Bianca est finalement achetée par une société au nom de Nasser al-Khelaïfi mais cédée dès l'acquisition à un certain Abdelkader, encore un «frère et ami». Interrogé sur des pièces le présentant comme le véritable propriétaire, il se contente de nier. Il est probable que cela suffise. Les dif-

Une question subsiste: pourquoi un acquéreur en situation de monopole a-t-il spontanément proposé un «contrat en or»?

férentes parties ont d'ailleurs peu de questions à lui poser. La FIFA, assez incisive vis-à-vis de son ancien employé Jérôme Valcke, ne voit pas d'intérêt à interroger celui avec qui elle a passé en janvier 2020 un «accord amiable» et contre qui elle a retiré sa plainte, faisant s'effondrer une partie des poursuites.

Au tour des témoins

«L'attribution des droits médias pour 2026 et 2030 n'a jamais été contestée. La FIFA elle-même considère que c'est un excellent contrat», soulignent les avocats de Nasser al-Khelaïfi la semaine dernière dans *Le Temps*. L'un d'eux, Me Mangeat, le rappelle à nouveau en produisant un rapport d'une société d'audit concluant qu'en 2013 et 2014 «BeIN était le seul candidat sérieux et capable dans sa zone d'influence pour obtenir les droits 2026-2030.» Une question subsiste: pourquoi un acquéreur en situation de monopole a-t-il spontanément proposé un «contrat en or»? Elle restera sans réponse.

Les débats reprendront jeudi avec l'audition comme témoins de deux anciens cadres de la FIFA, d'abord l'ancien secrétaire général adjoint Markus Kattner, puis le responsable de la division télévision Niclas Ericson. Un troisième témoin, l'homme d'affaires italien Riccardo Silva, sera, lui, entendu vendredi après-midi. ■

A Reims, l'ivresse oubliée du football champagne

FOOTBALL Adversaire du Servette FC au deuxième tour préliminaire de Ligue Europa, le Stade de Reims retrouve la Coupe d'Europe après cinquante-sept ans d'absence. Son glorieux passé est depuis longtemps révolu, mais les années de galère ne riment pas avec amertume

JOACHIM GONZALEZ, REIMS
@js_gonzalez

Le Servette FC et le Stade de Reims, qui s'affrontent ce jeudi lors du deuxième tour préliminaire de Ligue Europa, ont deux points communs: ils ont participé à la toute première édition de la Coupe des clubs champions européens, qui a réuni 16 équipes sur invitation entre 1955 et 1956, et ils retrouvent cette année la scène continentale après des années d'absence. L'attente a pu paraître longue aux supporters genevois (dernière participation en 2012)? Elle a dû sembler interminable à leurs homologues français.

Sur le parvis du Stade Auguste-Delaune, une statue de bronze trône comme un vestige du passé. Érigée en décembre 2018, un an et demi après la mort de Raymond Kopa, l'œuvre d'art rend hommage au «Napoléon du football», légende du Stade de Reims dont il a porté les couleurs pendant 13 saisons jalonnées de succès, entre 1951 et 1956, puis entre 1959 et 1968. Une période dorée durant laquelle le club champenois est devenu un monument du

football français, construisant entre 1948 et 1962 un palmarès riche de six Championnats de France, deux Coupes de France et surtout deux finales de Coupe des clubs champions perdues face au rival de l'époque, le Real Madrid, en 1956 et en 1959. Avec Kopa... dans l'autre camp la seconde fois.

«La ville de Reims est connue pour le football et le champagne», observe Joffrey Scheier, supporter du club depuis trente-cinq ans et rédacteur pour le webzine Reims VDT. Un savant mélange exalté par Albert Batteux, l'entraîneur de quasiment tous les titres et inventeur, entre autres, du fameux corner à la rémoise, au sein d'un jeu fait de transitions offensives rapides, passé à la postérité sous le nom de football champagne. Ici, quasiment chaque commerce attendant à la cathédrale invite encore à déguster le pétillant breuvage. Mais les bons millésimes footballistiques, eux, sont devenus rares. A l'ivresse des années 1950 a succédé une longue gueule de bois qui a rendu les vieux souvenirs de plus en plus brumeux.

Les souvenirs des anciens

Hormis quelques sacres dans les divisions inférieures, le Stade de Reims n'a plus remporté le moindre titre depuis 1962 et n'a plus disputé la Ligue des champions depuis son élimination contre le Feyenoord Rotterdam en quart de finale

de l'édition 1962-1963. Il aura même fallu attendre cinquante-sept ans pour que le club champenois retrouve l'Europe, cette saison, au prix d'une valeureuse sixième place en Ligue 1 et d'un championnat amputé de dix journées.

C'est dire la valeur du match contre Servette. «On va avoir accès à un temps qu'on n'a pas connu, à une saveur qu'on a seulement goûtée à travers les souvenirs des anciens», se réjouit Florian, 27 ans, président des Ultram 1995, le groupe ultra rémois.

«Les entraîneurs conduisaient quasiment le bus, on a cru que le club allait mourir»

JACQUES PONCELET, SUPPORTER DE LA GRANDE ÉPOQUE DU STADE DE REIMS

La nostalgie se ressent dans les yeux pétillants des supporters de l'époque. «C'était une autre vie, admet Daniel Wargnier, dit «Dany le Rouge», président du Groupement officiel des supporters. L'équipe était très stable, les joueurs avaient le maillot collé sur la peau...» Entre 1000 anecdotes saugrenues, Dany ne peut

s'empêcher de ressasser de vieux sujets de dispute avec son compère Jacques Poncelet. «On porte l'image d'un club historique, respectable mais assez vieillot, reprend ce dernier au milieu des dizaines de produits dérivés ornant son bureau. Reims fut le club d'une époque, comme Saint-Etienne par la suite.»

Car le club a autant choyé les sommets qu'il a fréquenté les tréfonds. Le déclin sportif, amorcé avec une relégation brutale en deuxième division en 1964, trouve plusieurs explications: départ d'Albert Batteux, mauvaise gestion de joueurs en bout de cycle et fin du partage des recettes liées à la billetterie entre locaux et visiteurs, alors que Reims attirait les foules à chaque déplacement.

Vendre des bijoux de famille

Les décennies suivantes sont «une succession d'espoirs déçus, entre remontées en première division manquées et beaux parcours en Coupe de France non concrétisés», abonde dans le même sens Tony Verbicaro, ancien journaliste et auteur du livre *Stade de Reims. Une histoire sans fin*. Le club court après sa gloire passée et s'endette en réalisant des transferts onéreux, comme celui de l'international français Thierry Tusseau en 1988.

Embourbé dans des problèmes sportifs et financiers, Reims touche le fond avec deux liquidations judiciaires prononcées en octobre 1991 et en mai 1992. Il atterrit en Division d'honneur, sixième échelon

du football français, et doit vendre tous ses trophées aux enchères pour éponger ses dettes.

En vingt-huit ans, le Stade de Reims a retrouvé le niveau professionnel (en 2002), la Ligue 1 (en 2012 puis en 2018) et l'Europe (en 2020). Mais la période noire est restée dans les mémoires tant au sein du club que chez les supporters. «Il n'y avait plus rien. Quand les anciennes gloires venaient à Reims, c'était dur à vivre», souffle Fabrice Harvey, directeur commercial du Stade et joueur entre 1997 et 2000. «Les entraîneurs conduisaient quasiment le bus, on a cru que le club allait mourir», lâche de son côté Jacques Poncelet. «Il y a peu d'exemples de clubs avec un tel palmarès qui sont descendus si bas, ajoute Jean-Pierre Caillot, président du club depuis 2004. Depuis, on a toujours voulu avoir une gestion très saine.»

Reims n'a toutefois jamais été une ville de fort engouement populaire. Dans les années 1950, les Champenois jouaient d'ailleurs leurs matchs européens à Paris, au Parc des Princes. Mais le public y est exigeant, «en raison du passé, même si personne ne l'avoue», selon Florian, le président des Ultram. Le noyau de fidèles, lui, a «toujours su que le club allait se redresser», souligne Daniel Wargnier. En 2009, ce dernier confiait au *Monde* espérer «revivre la Ligue 1 avant de casser [sa] pipe». Dix ans plus tard, l'ivresse du passé semble l'avoir rattrapé. Avant sa mort, Dany le Rouge ne rêve plus de Ligue 1, mais de Ligue des champions. ■

Violences sexistes: la presse romande peut mieux faire

ÉGALITÉ Les violences contre les femmes sont encore trop souvent traitées comme des faits divers: l'association DécadréE pointe dans un gros rapport les manquements des médias

CATHERINE FRAMMERY

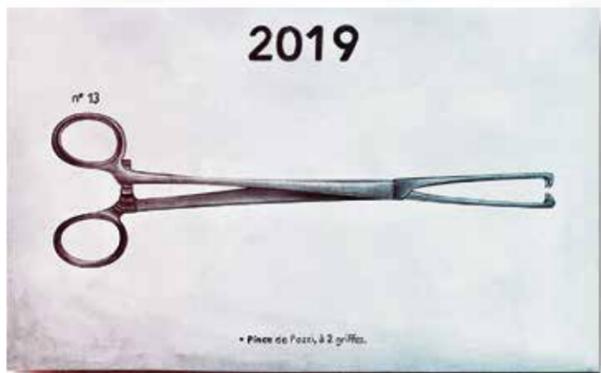
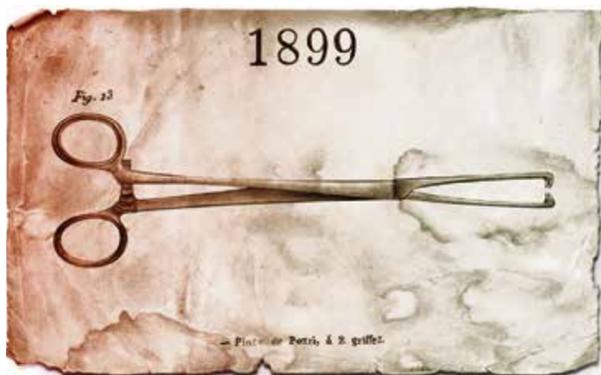
@cframmary

Pendant un an, de février 2019 à 2020, elles ont tous les jours lu 11 titres de la presse genevoise, vaudoise et valaisanne; elles ont regardé la télévision, arpenté le web, traquant les informations traitant de violences contre

Un article tous les trois jours est titré de manière sensationnaliste. Et un article sur cinq minimise les violences, ou les lie au champ lexical de l'amour

les femmes: c'est un travail de fond qu'ont fourni les membres de DécadréE, cet institut féministe genevois qui veut instaurer l'égalité dans les médias en les accompagnant. Mille cent vingt articles ou contenus journalistiques ont été repérés et analysés: quel vocabulaire, quelle présentation des faits, des victimes, des auteurs des violences? L'article est-il signé, original, est-ce une reprise d'agence, une traduction, quelle longueur fait-il? Un travail colossal qui s'est soldé par un rapport rempli de chiffres, «Traitement médiatique des violences sexistes», à la disposition des internautes sur le site de l'association.

La conclusion de cette veille intransigeante est sans appel: les médias romands traitent encore trop les violences comme



Sylvia Revello a été distinguée par l'association DécadréE pour un article sur les violences obstétricales, illustré avec cette image. (ANNE-GAELLE AMIOT POUR LE TEMPS)

des faits divers (40%) ou des histoires people de célébrités (30%), et non comme des problèmes de société ou de santé publique à part entière, qui concernent tout notre tissu social. Avec une note moyenne rapportée à 3,5 sur 6, la presse romande ne passerait pas dans la classe supérieure.

Un article par semaine véhicule encore des informations qui participent à la justification des violences: par exemple, l'auteur était sous l'emprise de drogues, ou c'est un amoureux éconduit, autant

d'éléments qui font perdurer le mythe de «l'agresseur parfait». Un article tous les trois jours est titré de manière sensationnaliste. La même proportion parle de violences sans jamais citer explicitement ce mot. Et un sur cinq minimise les violences, ou les lie au champ lexical de l'amour. «Nous avons eu beaucoup de mauvaises surprises mais aussi une bonne: il y a peu de *victim shaming*, explique Valérie Vuille, à la tête de DécadréE – ce phénomène qui consiste à sous-entendre qu'avec

sa jupe courte ou son maquillage appuyé, la victime avait cherché les problèmes.

Plutôt que de blâmer, il s'agit de sensibiliser

Le rapport dresse un tableau de bord comportant une douzaine de critères pour chaque titre, qui sait ainsi où porter ses efforts. DécadréE établit ainsi un palmarès des médias les plus méritants, dont fait partie *Le Temps* (voir ci-dessous), ou *Le Courrier*, deux titres qui ont travaillé en interne sur ces problématiques ces dernières années. Les médias plus à la traîne sont ménagés, encouragés; pas question d'avoir des propos punitifs ou définitifs: moins que de blâmer, il s'agit de sensibiliser, conscientiser. Une société avance toujours au pas du plus faible.

«J'ai pris position devant la rédaction ce matin. Nous sommes beaux derniers.» Le rédacteur en chef de *20 minutes*, Philippe Favre, parle sans fard: le journal le plus lu de Suisse romande figure en effet tout en bas de ce palmarès. «Je suis réservé sur le classement, comment comparer nos plus de 200 articles en un an aux six contenus de *La Télé* par exemple? En revanche nous allons nous inspirer des recommandations. Nous avons déjà le projet de communiquer en fin d'article un petit encadré avec un numéro de téléphone d'aide, comme ce que nous avons mis en place pour les sujets traitant de suicides. Cela pourrait être assez rapidement mis en place. Il n'est pas non plus exclu de contextualiser ces informations avec des statistiques, par exemple sur les violences sexistes en Suisse. Notre mission n'est pas d'éduquer, mais d'informer. Si nous pouvons la remplir de manière plus utile et trouver un équilibre entre notre responsabilité morale et nos impératifs d'audience, nous le ferons.»

Léger progrès depuis le mouvement #MeToo

DécadréE note qu'aujourd'hui seul un article sur quatre mentionne des ressources ou des experts dans l'ensemble de la presse romande, alors que c'est une piste privilégiée pour apporter du contexte, voire de l'aide.

L'institut se réjouit de constater un certain progrès, léger, depuis 2019, quand il a abordé pour la première fois la question du traitement des violences sexistes dans les médias. «On voit que l'année 2019 a été une année clé, avec la grève du 14 juin notamment», se réjouit Valérie Vuille. #MeToo aussi est passé par là.

Il n'y aura pas de rapport en 2021: après le bilan, l'heure est à la construction. Il n'a ainsi pas échappé aux autrices du rapport que près de 60% des articles étudiés proviennent directement

«Les journalistes se posent des questions, on sent que quelque chose est en train de se jouer»

VALÉRIE VUILLE, À LA TÊTE DE DÉCADRÉE

d'agences de presse, de communiqués de police ou d'institutions judiciaires. «C'est de ce côté-là, en amont, que nous voulons travailler ces trois prochaines années, explique Valérie Vuille, à la base de l'information.» Contact a déjà été pris avec l'ATS, la principale agence de presse suisse. Des

formations sont aussi engagées pour agir dans plusieurs rédactions. Déconstruction des stéréotypes, attention prêtée à la langue... Valérie Vuille se réjouit de constater une sensibilité beaucoup plus grande dans les médias aujourd'hui: «Les journalistes se posent des questions, on sent que quelque chose est en train de se jouer.» DécadréE intervient aussi dans les deux principaux centres de formation au journalisme de Suisse romande, le CFJM de Lausanne et l'AJM de Neuchâtel.

Les représentations dans la presse jouent sur les comportements, mais la culture médiatique est propre à chaque pays – ainsi la «glamorisation» des violences est solidement ancrée dans la presse à scandale britannique, ce que pointait une étude de la fondation Eaves en 2012 déjà. L'Espagne, très concernée par les violences sexistes, travaille beaucoup à sensibiliser ses médias sur le sujet, comme le collectif Prenons la une en France. La Suisse est en phase avec le reste de l'Europe sur ces questions. Il n'est pas sûr que ce soit très réjouissant. ■

PUBLICITÉ

PIGUET
HÔTEL DES VENTES | GENÈVE | 1978

ENCHÈRES

MONTRES | BIJOUX | TABLEAUX | SCULPTURES
MOBILIER | MAROQUINERIE | OBJETS D'ART

EXPOSITION À GENÈVE : 18-20 SEPT., 12H-19H

PIGUET.COM | +41 22 320 11 77 | INFO@PIGUET.COM | PRÉVOST-MARTIN 44 ET 51
Par le ministère de Me André Tronchet, huissier judiciaire

«Le Temps» triplement primé en matière d'égalité

MÉDIAS «Le Temps» se voit triplement récompensé par la Conférence romande des bureaux de l'égalité et l'association DécadréE pour son travail en faveur de l'égalité et contre les violences sexistes, autant à travers ses productions que sa sensibilisation au sein de la rédaction

MARION POLICE

@marion_902

Le Temps avait fait de l'égalité l'une de ses causes en 2018, il s'en voit aujourd'hui récompensé. Sur les quatre distinctions journalistiques décernées ce mercredi 16 septembre par la Conférence romande des bureaux de l'égalité et l'association DécadréE, trois sont remises à sa rédaction, la quatrième revenant au quotidien *Le Courrier* pour son travail sur la grève du 14 juin 2019.

Le prix Femmes et médias de la Conférence romande des bureaux de l'égalité récompense des journalistes qui cherchent à faire avancer le débat sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est décerné à Célia Héron, cheffe de la rubrique Société du *Temps* et responsable des podcasts, et Pascaline Sordet, journaliste indépendante, pour *Raffut*, un podcast qui déconstruit les clichés collant aux

sportives par le biais de témoignages et d'interviews d'expert-es. Célia Héron a produit la série audio, Pascaline Sordet en a été l'instigatrice et la créatrice: «Je suis très contente qu'un travail de fond sur la question de l'égalité soit reconnu et très heureuse de voir qu'un format comme le podcast puisse apparaître sur le devant de la scène, car il est riche et permet d'explorer des sujets en profondeur [...] *Raffut* est un projet hybride qui fait le pont entre deux mondes: il montre que le féminisme est important dans le sport, un milieu où les inégalités sont très importantes, et dit en même temps aux sportives que le féminisme les concerne.»

«Un travail sur nous-mêmes»

Les Prix DécadréE contre la culture du viol gratifient un-e journaliste et une rédaction pour leur traitement des violences sexistes. Le prix individuel a été attribué à Sylvia Revello, journaliste de la rubrique Suisse, pour son article «Quand l'accouchement vire au cauchemar» paru le 28 mai 2019. Elle y aborde les violences obstétricales en Suisse romande. «Pour moi, ce prix est la reconnaissance d'une problématique qui était encore taboue il y a peu. La place était mince pour ces questions dans un milieu où la parole du méde-

cin prime. C'est aussi une reconnaissance pour les femmes concernées, pour celles qui n'avaient même pas réalisé qu'elles auraient pu vivre leur accouchement différemment. Depuis, il y a eu une prise de conscience, il me semble, dans le milieu médical. En tant que journaliste, c'est une satisfaction de voir que la discussion s'est ouverte.»

Le second prix va à l'ensemble de la rédaction du *Temps* «pour la qualité de ses articles, mais également pour le travail accompli au sein de la rédaction», puisque des formations ont été dispensées sur des thématiques liées à l'égalité et plus particulièrement aux violences sexistes. «C'est une grande fierté», réagit Stéphane Benoit-Godet, corédacteur en chef. «L'égalité fait partie des causes lancées en 2018 et nous avons donné beaucoup d'autonomie à nos équipes pour qu'elles développent des projets à ce sujet. Il y a eu des articles, des opérations spéciales, des podcasts mais aussi un travail sur nous-mêmes par le biais du paritomètre ou des ateliers. Deux ans après, on voit que cela a amené de nouvelles expressions journalistiques, une dynamique interne avec beaucoup de bienveillance... Même si nous ne sommes pas encore exemplaires car la rédaction en chef est en majorité masculine.» ■

La bonté

comme force
subversive

Théâtre – du 23 au 29 septembre

Madone

Delphine Lanza – Dorian Rossel

Théâtre
Forum
Meyrin

forum-meyrin.ch

Verveine, une tisane qui décape

MUSIQUE Artisane d'une pop électronique entre piano et machines, la jeune Veveysanne qui monte vient de sortir son premier album, bousculant les codes. Elle le présentera sur scène dans le cadre de Label Suisse, le 18 septembre

VIRGINIE NUSSBAUM
@Virginie_Nb

Elle a l'odeur douceuse et rassurante de l'enfance, de fins de repas sur un canapé un peu défoncé, de plénitude familiale. Ça, c'est pour la tisane. Verveine la musicienne, elle, a tout d'une infusion des extrêmes. Ceux qui ont goûté à sa pop électro, à ses nappes chimiques dans de précédents EP, ou sur la scène du Club Tent à Paléo en 2014 en ont encore le goût acide sur la langue.

Forte d'un prix de la Fondation Suisa en 2017, passée par l'accélérateur de talents franco-suisse qu'est l'Opération Iceberg, Verveine fait partie de ces jeunes Romands qui sentent bon l'audace. Et il est temps de s'en resserrer une tasse: après cinq ans d'absence, la Veveysanne est de retour avec son premier album studio, *Hotdrama*, sorti au début du mois. Un cocktail saisissant de voix et de machines qu'elle présente cet automne dans une série de concerts, à commencer par le festival Label Suisse le 18 septembre.

Monde souterrain

Sur une terrasse, devant un café matinal (l'eau chaude, ce sera pour plus tard), on se rassure: Joell Nicolas, de son vrai nom, est un peu moins intimidante que ses sons. Carré flou, sourire légèrement farouche, cette toute jeune trentenaire raconte entre deux rayons de soleil l'aventure Verveine, projet solo né en 2013... autour d'un piano.

Car c'est d'abord à travers cet instrument que Joell satisfait, enfant, son appétit d'explorations mélodiques. «J'étais moins sensible à la technique qu'à l'harmonique, qu'à l'enchaînement d'accords construisant une narration.» Un rapport viscéral, quasi obsessionnel, à la musique que viendront nourrir des influences éclectiques: après les divas pop des nineties (Whitney Houston et Mariah Carey en tête), elle plonge dans le rock alternatif écouté par ses aînés. «A 12 ans, j'ai découvert un monde inconnu, souterrain,



«J'essaie de tordre cette matière ultra-étirable qu'est le son pour voir où il va, ce que je peux en faire. C'est un peu comme entrer dans un vortex», dit Joell Nicolas, qui a choisi de se nommer Verveine. (JADE VARIDEL)

des choses plus tordues. J'ai compris que la musique, c'était infini.» Ado, Joell passe par l'incontournable case piano-voix dans des groupes amateurs mais ce qui l'obsède désormais, c'est la quête du son. Creuser la note, l'infléchir, l'emmener ailleurs. A Berlin, elle finit de s'acoquiner avec les musiques de l'extrême, de l'étrange. Le clavier seul ne suffit plus: pour élargir sa palette, elle lui associera la technologie – des synthés analogiques, numériques, moduleurs, des boîtes à rythmes et à effets.

Couleurs de la capitale

C'est décidé: Verveine (là encore, c'est la sonorité qu'elle aime) lâche son bachelor en musicologie et histoire, des «trucs normaux, quoi», pour entamer ses aventures musicales. Après un squelette au piano, elle passe des heures à son «cockpit», bidouillant les boutons jusqu'à trouver le timbre, la tension parfaite. «C'est un autre niveau d'expression que le toucher, le forte ou le pianissimo. J'essaie de tordre cette matière ultra-étirable qu'est le son pour voir où il va, ce que je peux en faire. C'est un peu comme entrer dans un vortex.»

D'où s'échappent des volutes électroniques planantes, des rythmes obsédants. Elle-même est friande de ces bandes-sons qui ont la froideur des machines, comme les compositions de Ben Frost, Australien connu pour avoir habillé la série Netflix *Dark* de ces nappes qui gobent l'espace. Mais Verveine donne aussi de la voix, profonde et franche, son deuxième instrument de prédilection.

Après des premiers EP et une tournée européenne, la Veveysanne s'exile cinq ans à Bruxelles pour composer son premier album. Une longue introspection teintée des couleurs de la capitale. «Pour quelqu'un qui a grandi au bord du Léman, on se sent tout à coup un peu inadapté. On est confronté à plus de précarité et moins d'innocence. Je pense que le côté frontal, violent de mon album vient aussi de là.»

Hotdrama a en effet tout d'une claque. Des vagues déferlantes,

dissonantes, souvent inquiétantes. Mêlés à cette énergie sourde, des mots énigmatiques qui parlent de corps et d'esprits désorientés. Une écriture qu'on pourrait qualifier d'expérimentale, de cérébrale même... histoire de bien déboussoler les oreilles. «Je n'aime pas quand la musique est confortable. L'album n'est pas du genre simplissime: je conseille de commencer par l'écouter deux fois. Seul, et fort!»

Son ambition: sortir la pop de sa paresse, la pousser dans ses retranchements

Exigeant, Hotdrama n'en est pas moins cohérent et lisible. Avec des passages plus mélodiques (dans le single *Shelter*) et quelques respirations, comme l'orchestral *Golden Hour*, composé par le percussionniste vaudois Christophe Calpini, ou *Volcano Sitter*, balade dominée par la chaleur du piano. Un point de friction rusé qui sert l'ambition de Verveine: sortir la pop de sa paresse, la pousser dans ses retranchements.

Son modèle? Björk, «une mégastar avec un fan-club de malade mais qui ne fait pas une musique fondamentalement grand public. Elle invite à digérer des sons moins communs», rappelle l'artiste. Qui espère elle aussi rompre la monotonie jusque sur scène, en jouant sur les ruptures et les vides. Cheffe de son orchestre de machines, l'artiste compte sur le *sound system* des salles pour immerger encore davantage le public. Et l'invite à se mettre en danger, les yeux fermés. ■

Hotdrama (VRVN Records), 2020. En concert le 18 septembre à 23h sur la place Centrale de Lausanne dans le cadre du festival Label Suisse. Puis le 20 novembre à L'Amalgame, à Yverdon-les-Bains, avec Buvette. Amalgameclub.ch

PUBLICITÉ

ORCHESTRE DE LA SUISSE ROMANDE
OSR.CH | 022 807 00 00

DANIEL HARDING
direction
MARIA-JOÃO PIRES
piano

ERIC TANGUY
Matka

FRÉDÉRIC CHOPIN
Concerto pour piano N° 2

JEAN SIBELIUS
Symphonie N° 4

mercredi
23. 09. 20
20h00 — Victoria Hall

Partenaire de diffusion

RTS

Partenaire radio

RTS ESPACE 2

Avec le soutien de



Baron.e, une jeunesse à fleur de mots

MUSIQUE Après une pause forcée de près de six mois, coronavirus oblige, le duo fribourgeois revient sur scène distiller son indie pop mélancolique et poétique, avec notamment un concert aux iNOUÏS du Printemps de Bourges, au festival Label Suisse à Lausanne et au PALP à Sierre

À VOIR

En concert

Le 19 septembre à 17h30 au PALP Festival à Sierre, palpfestival.ch, et le 20 septembre à 21h dans le cadre du festival Label Suisse, à Lausanne. Labelsuisse.ch

LÉO TICHELLI

@TichelliL

Le 13 mars, ils vernissaient leur nouvel EP, *Jeunesse dorée*; trois jours plus tard, début du semi-confinement. Difficile de faire pire hasard de calendrier pour Arnaud Rolle et Faustine Pochon, le duo régnant sur Baron.e. Ils se souviennent avec nostalgie de cette date spéciale: «Le public sentait que ce serait le dernier concert qu'il verrait avant un long moment. La salle du Nouveau Monde, à Fribourg, était remplie à 10% de sa capacité, ce qui a rendu l'ambiance très étrange, très intimiste. On en garde un super souvenir», se remémore Faustine Pochon.

Suite à cela, Baron.e bascule dans un autre nouveau monde, celui du coronavirus. Pas facile de faire exister ses chansons quand musiciens et public sont tous cloîtrés chez eux: «Quand tu sors un mini-album, la première

chose que tu as envie de faire, c'est des concerts, quelque chose d'organique. Jouer sa musique en direct sur les réseaux sociaux, c'est vite lassant pour tout le monde. La promotion de *Jeunesse dorée* débute véritablement maintenant», se réjouit Arnaud Rolle.

Peines de cœur mal cicatrisées

iNOUÏS du Printemps de Bourges, festival Label Suisse, Nouveau Monde à Fribourg, l'indie pop francophone de Baron.e peut donc enfin reprendre la route après s'être vu annuler une vingtaine de dates depuis la fin de l'hiver: «On a eu quelques gros regrets cet été. Et là, on a encore deux nouvelles dates qui viennent de tomber à l'eau, à Genève et à Tulle en France», se désole Faustine Pochon. Encore considéré comme artiste émergent, Baron.e espère malgré tout profiter de cette période un peu particulière: «Les grandes têtes d'affiche sont encore plus tributaires des restrictions sanitaires que nous, qui avons de plus petites jauges lors de nos concerts. Les groupes étrangers ne peuvent pas forcément voyager non plus. Il faut voir cette situation comme une occasion à saisir et espérer que les programmeurs se concentrent sur une scène suisse qui a du potentiel à revendre.»



Arnaud Rolle et Faustine Pochon, alias Baron.e. (BAPTISTE TORCHE)

Entre concerts annulés et reports de dates, une chose est cependant «assurément sûre», disent-ils: Baron.e est dans l'air du temps avec ses sonorités électro et ses paroles en français, exprimant de façon un peu nébuleuse et poétique les réflexions, les tracas et les doutes de leur génération. Aux influences de l'adolescence et du monde adulte, Baron.e chante cette jeunesse parfois incohérente, à l'ivresse romantique et aux peines de cœur mal cicatrisées.

Mauvaise langue, on pourrait leur reprocher de surfer sur une vague nostalgico-pastel à l'ambiance presque *eighties* initiée par d'autres groupes francophones comme The Pirouettes, Videoclub ou Fauve. «A chaque époque, il y a des groupes qui se ressemblent, qui ont les mêmes prises de conscience ou les mêmes problèmes. Ce qui est primordial, c'est d'être nous-mêmes, et si on parvient au passage à toucher ceux qui nous écoutent, c'est encore mieux», se défend Arnaud Rolle.

Duo aux influences diverses, d'Odezenne à Dalida, Baron.e reste cependant fidèle à ses racines fribourgeoises. Il faut dire que *Jeunesse dorée* est un pur produit des bords de la Sarine, où il est possible selon le duo de tout faire: «On n'a pas forcément besoin de partir à Paris pour percer, on est à une époque où on peut produire de la musique partout. A Fribourg, il est possible de construire un projet de A à Z, la preuve avec notre premier mini-album.» Pour le second, une collaboration avec le producteur de The Pirouettes, basé à Annecy, est prévue. Mais attention, préviennent-ils, «pas question de perdre la candeur de notre premier projet!» ■

Baron.e, «Jeunesse dorée» (Ylin Prod).

Sabine Devieille, la mélodie française en amour

CLASSIQUE La soprano colorature interprète avec finesse et esprit un bouquet de mélodies aux côtés du pianiste Alexandre Tharaud. Son dernier album, assorti d'un récital hélas annulé samedi prochain à Genève, respire un naturel confondant

JULIAN SYKES

Le sourire dans la voix, Sabine Devieille aime communiquer sa passion du chant. Elle n'a pas hésité à entonner les aigus stratosphériques de la Reine de la nuit sur le plateau du journal télévisé en juin dernier, lorsque Darius Rochebin l'avait reçue pour une interview avant son transfert à LCI. Démocratiser le chant, sortir la musique classique de ses ornières est un idéal qui la transporte.

Sur scène, Sabine Devieille est d'un naturel confondant. Elle qui a endossé des rôles réclamant agilité et endurance (Lakmé, Olympia dans *Les Contes d'Hoffmann*, Zerbinette dans *Ariane à Naxos*, les tragédies lyriques

de Rameau) s'entoure des siens pour mieux mener de front sa carrière. Sortant d'un congé maternité, mère d'un garçon et d'une fille de 8 mois, épouse du chef Raphaël Pichon, la soprano colorature est décidée à défendre la mélodie française avec toute sa grâce.

Désir d'intimité

Sa complicité avec le pianiste Alexandre Tharaud y est pour quelque chose. «On s'entend très bien sur scène et à la ville, glisse-t-elle à propos de leur très joli dernier album, *Chanson d'amour*. Ce programme nous permet d'aborder tous les rapports entre le piano et la voix, puisque Alexandre semble parfois avoir lui-même le texte; du coup, je me mets en retrait, et c'est

un jeu de va-et-vient. On s'amuse beaucoup sur scène!»

Entre l'onirisme de Debussy et Ravel, les mélodies plus classiques et nimbées de nostalgie de Fauré, l'écriture elliptique de Poulenc (parfois proche du cabaret), on navigue d'un monde à l'autre. «La mélodie française est un style qui permet l'intimité avec le public dont on se régale, Alexandre et moi, sur scène. On avait envie de rendre compte de tous les grands courants qui jalonnent cette charnière de la fin du XIXe siècle au début du XXe siècle en France. On a d'abord l'influence de la romance, c'est-à-dire les origines de la mélodie française, avec Fauré et les mélodies du jeune Debussy. Puis, c'est le grand écart



«La mélodie française est un style qui permet l'intimité avec le public dont on se régale, Alexandre [Tharaud] et moi», confie Sabine Devieille. Sa complicité avec le pianiste fait merveille dans leur dernier album, «Chanson d'amour». (DR)

jusqu'au modernisme, avec Ravel, Poulenc et Debussy de nouveau.»

Jusqu'au contre-fa

Son secret? Le poids des mots sans jamais rien alourdir. «Je ne peux pas m'empêcher de penser au rôle de Mélisande quand j'interprète les *Ariettes oubliées*. On est sur une vocalité extrêmement diaphane et en même temps à l'éveil du travail sur le psychisme humain, dans une façon de s'écouter et d'écouter les émois de l'âme.» Sabine Devieille se retrouve dans les textes. «Souvent le narrateur s'épanche en regardant la nature. Il se rend compte qu'il est lui-même en petite mort intérieure, en appel de l'être aimé.»

On l'aura compris, cette fée du chant cherche à entrouvrir les

interstices que recèlent les textes, en particulier s'il s'agit de grands poètes comme Verlaine, Apollinaire ou Aragon. Un contrepoids aux grands rôles scéniques endossés à Paris, Londres ou Munich. Le fameux air de fureur de la Reine de la nuit, avec ses vocalises grimant jusqu'au contre-fa, ne l'effraie guère. Un défi technique, certes, mais portant sur la situation théâtrale. «En général, on a une concentration particulière qui n'est pas celle des aigus. Je me concentre davantage sur mon rapport à Pamina, la fille de la Reine de la nuit, puisque dans cet opéra je somme ma fille d'aller tuer Sarastro: je vous laisse imaginer l'intensité du propos...»

Le retour progressif à la scène la comble après des mois de récitals

épars, dont l'un au Grand Théâtre de Genève en juin dernier. «On est dans un climat où on a besoin de regagner la confiance des spectateurs, qui doivent se sentir en sécurité dans les salles. Les maisons d'opéra ont commencé à rouvrir. On a eu de très bons signaux de la part du Festival de Salzbourg, qui n'a pas annulé cet été, mais en France, on n'en est qu'aux balbutiements.» Un timide retour qui ne la rend que plus désirable. ■

Sabine Devieille & Alexandre Tharaud, «Chanson d'amour» (Erato Warner Classics). En raison de la situation sanitaire, le concert prévu samedi 19 septembre au Victoria Hall, à Genève, est annulé. Remboursement auprès des billetteries où les places ont été achetées.

PUBLICITÉ

DANSE 2020

BALLET PRELJOCAJ

DA MOTUS!

CIE PROTOTYPE STATUS /

JASMINE MORAND

CIE KÄFIG / MOURAD MERZOUKI

CIE ALIAS / GUILHERME BOTELHO

MALANDAIN BALLET BIARRITZ



www.equilibre-nuithonie.ch



«La digitalisation des données augmente la vulnérabilité des organisations aux cyberattaques et les risques de violation de la sphère privée»

FORUM DES 100

Les portraits de la dernière page du «Temps» sont consacrés aux personnalités distinguées dans le cadre de l'édition 2020 du Forum des 100.

Date et lieu de l'événement

Vendredi 25 septembre 2020

♦ 8h30 — 12h00 ♦

28 septembre au 2 octobre,

tous les jours

♦ 11h00 — 11h45 ♦

En ligne

Thème

Post-covid: la technologie peut-elle nous sauver?

Informations

www.forumdes100.ch

Elle a donné rendez-vous au débarcadère de Saint-Sulpice (VD), à la terrasse d'un café. Eva Thelisson s'est déplacée à vélo. On ne saura pas si celui-ci est connecté ou non. On imagine que oui. L'innovation est sa passion: données, objets connectés, intelligence artificielle, *machine learning*, blockchain, neurosciences, robotique et nanotechnologies.

Attraction, vigilance, un peu des deux. Elle a fondé l'AI Transparency Institute, une organisation à but non lucratif qui aborde des défis clés comme l'éthique numérique, la sécurité, la transparence et les problèmes liés à la confidentialité. «D'un point de vue économique, l'intelligence artificielle offre des gains de productivité et des opportunités à saisir pour les entreprises. Comme toute innovation, elle présente également des risques. Il faut déployer une intelligence artificielle (IA) bénéfique et responsable, centrée sur les besoins humains et respectueuse des valeurs démocratiques.» Elle cite Edgar Morin: «Le principe de précaution n'a de sens qu'associé à un principe de risque indispensable à l'action et à l'innovation.»

Double question

Eva Thelisson prend l'exemple du coût du séquençage du génome humain qui est passé de 3 milliards de dollars à moins de 1000 dollars en quelques années. «Ces économies d'échelle promettent l'émergence d'une médecine personnalisée. Mais à quel prix? Qui aura accès aux profils génétiques? Qui aura le contrôle de ces données? Les Etats? Les assureurs? Les employeurs? Quel sera l'impact sur le niveau des primes d'assurance? Quel sera le risque de discrimination, par exemple à l'embauche? Ces données seront-elles monétisées? Où seront-elles stockées? La qualité des soins sera-t-elle améliorée? Quelles garanties seront offertes aux consommateurs et aux citoyens?»



(DARRIN VANSELOW POUR LE TEMPS)

Elle indique qu'en médecine les algorithmes prédictifs peuvent assister les médecins dans les diagnostics et la prise de décision. Ils contribuent à prédire l'espérance de vie. Cela pose la double question de la confidentialité des données générées et de la fiabilité de ces systèmes. Elle prend l'exemple d'une entreprise suisse exportant un système médical en Asie à base d'IA. «L'algorithme devra être entraîné avec des données de personnes asiatiques, sinon il risque de ne pas diagnostiquer la maladie.»

Cela représente un enjeu de réputation important pour les entreprises suisses. Celles-ci doivent s'assurer que les données d'entraînement sont adaptées à l'utilisateur final. Elle s'inquiète de la tendance croissante à mesurer son style de vie à l'aide de capteurs, qui indiquent «quand se lever et respirer» pour montrer aux assureurs que notre mode de

Cartographe de l'IA

EVA THELISSON

Juriste, la cofondatrice d'AI Transparency Institute plaide pour une intelligence artificielle respectueuse des valeurs démocratiques

CHRISTIAN LECOMTE
@chrislecd25

vie est sain. Elle parle de risques d'erreurs, de biais, de *nudging*, de surveillance de masse, d'opacité des décisions algorithmiques, du secret d'affaires qui empêche toute transparence dans le fonctionnement des algorithmes.

«La digitalisation des données augmente la vulnérabilité des organisations aux cyberattaques et les risques de violation de la sphère privée», résume-t-elle. Autant de défis à relever pour la gouvernance de l'IA. Elle cite pêle-mêle Netflix, YouTube, Facebook qui proposent des films, des vidéos et des informations sur la base des consultations antérieures, «qui peuvent enfermer l'individu dans une bulle informationnelle, il importe donc de réfléchir aux conséquences de l'IA sur la polarisation des goûts et des opinions. Les algorithmes influencent notre compréhension du monde et nos décisions.»

Eva Thelisson est née à Lyon, d'une mère professeure agrégée en

économie et d'un père fonctionnaire. Mais très tôt, elle a décidé par elle-même d'étudier pour acquérir des connaissances, comprendre le monde et ses complexités. Elle était, enfant, une cavalière émérite, spécialiste en concours complet. Elle a vendu sa monture pour aller à l'université. Cours impeccable: baccalauréat scientifique, option biologie et droit des affaires. Elle se tourne vers le droit comparé. Erasmus à Berlin pour étudier le droit allemand, bûche ensuite ce même droit mais en version américaine puis japonaise, passe le concours de l'Ecole supérieure de sciences économiques et commerciales (Essec) à Paris, sort diplômée en 2002.

Pour une IA résiliente

Puis elle va appréhender la gestion des risques à Londres dans le domaine nucléaire, travaillant sur la régulation du transport de matières radioactives avec l'AIEA. Elle est formée à l'OCDE en droit international nucléaire. Elle passe deux années dans la capitale anglaise, au contact d'experts et de diplomates pointus. Après la publication d'un livre sur la gouvernance d'internet, la Confédération la recrute en qualité de cheffe d'équipe, elle travaille sur les échanges d'informations en matière fiscale avec les autorités britanniques.

Elle prend alors peu à peu conscience des enjeux en matière de protection des données. En juillet dernier, elle a publié une thèse en droit sur «Le règlement général sur la protection des données et son impact en Suisse». Le défi actuel, pour Eva Thelisson, est de créer des incitations économiques au déploiement d'une IA résiliente et bénéfique tout en réfléchissant au moyen de l'encadrer pour soutenir l'innovation durable et responsable dans le respect de l'Etat de droit. Elle défend un droit fondamental «à la protection de l'attention». ■

Un jour, une idée

Tables éphémères pour gastro en immersion



(SARAH MOUSSAVAOUI)

AÏNA SKJELLAUG
@AinaSkjellaug

Avec Mise en Alpes, sa boîte d'événementiel valorisant l'environnement, la convivialité et le plaisir des papilles, la jeune trentenaire Marina Baer lance une nouvelle série de tables éphémères: un repas partagé dans un verger ou au milieu des vignes, par exemple. Et c'est l'occasion de partir à la découverte du métier viticole avec un apéritif initiatique, une marche interactive le long des différents cépages, avant d'arriver dans le verger dont les pommes produisent le premier cidre suisse et où une grande table attend les convives.

Un autre jour, une invitation à la découverte des agrumes exotiques cultivés localement. Papilles et pupilles sont en effervescence dans les serres de

Niels Rodin, agrumiculteur passionné. Au menu: visite et découverte des spécialités puis menu gastronomique de cinq plats inspirés des couleurs et saveurs automnales environnantes sur une grande table dressée au milieu des fruits.

«J'ai voulu proposer ces expériences exclusives à une clientèle individuelle après avoir beaucoup travaillé pour des fêtes d'entreprises ou d'autres groupes déjà formés, raconte l'entrepreneuse originaire de Lausanne, installée à Verbier. Les gens peuvent venir seuls, en couple ou entre amis à la découverte de ces événements gastronomiques en immersion. Ce sont des lieux exclusifs, et l'occasion de découvrir un patrimoine, entre Genève et le Valais, qui enrichit la région. J'aime cette nouvelle dimension humaine et de partage qui m'enrichit moi-même énormément», se réjouit Marina. Bien

plus qu'un repas, ces expériences permettent de profiter de sites exceptionnels tout en soutenant les acteurs locaux, dans une démarche responsable. Des navettes sont à disposition pour transporter les convives. Champs de kiwis ou de maïs, vergers de pommiers, vignobles et autres lieux inspirant la gourmandise, tels sont les terrains de jeu privilégiés pour ces moments de rencontres et de partage. Une ambiance bucolique et une expérience immersive autour d'une grande table conviviale, où l'échange entre amoureux de la nature et de la gastronomie se fait tout naturellement. ■

Mise en Alpes, agence événementielle en pleine nature, prochains événements les 26 et 27 septembre dans le vignoble genevois de Peissy, déjeuner accord mets et vins à partir de 140 fr.; du ve 16 au di 18 octobre sur La Côte vaudoise, menu 5 plats, 249 fr., www.mise-en-alpes.ch